**La démocratie dans tous ses états  
Focus sur l’autorité   
Thème semestriel L2 – Semestre 3**

**« La démocratie doit être une fraternité, sinon c’est une imposture. »**  
Antoine de Saint-Exupéry, *Ecrits de guerre (1939-1944)*

**« La démocratie, ce n’est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité. »**  
Albert Camus, *Carnets III* (1962)

**« Le**[**mal**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=mal)**s'**[**insinue**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=insinue)[**dans**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=dans)**l'**[**air**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=air)**du**[**temps**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=temps)[**comme**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=comme)**de l'**[**eau**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=eau)[**sous**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=sous)[**une**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=une)[**porte**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=porte)**. D'**[**abord**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=abord)[**presque**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=presque)[**rien**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=rien)**. Un**[**peu**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=peu)**d'**[**humidité**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=humidite)**.**[**Quand**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=Quand)**l'**[**inondation**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=inondation)[**survient**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=survient)**, il**[**est**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=est)[**trop**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=trop)[**tard**](https://dicocitations.lemonde.fr/citation.php?mot=tard)**. »**  
Christian Bobin (poète et écrivain français)*,* [*La plus que vive* (1996)](https://dicocitations.lemonde.fr/reference_citation/90300/La_plus_que_vive_1996_.php)

**« Les monstres existent, mais ils sont trop peu nombreux pour être vraiment dangereux ; ceux qui sont les plus dangereux, ce sont les hommes ordinaires, les fonctionnaires prêts à croire et à obéir sans discuter. »** Primo Levi, appendice à *Si c’est un homme* (1947)

**« Si la démocratie est la maturité, si la maturité est la santé et si la santé est désirable, il faut examiner ce qui peut être fait pour promouvoir la démocratie. »** Donald Winnicott, *Pensées sur la signification du mot démocratie* (1950)

* **Ce dossier a été confectionné par le département SHC**

**Sommaire  
Les textes dont les titres sont soulignés doivent être étudiés.**

[Ouverture… 5](#_Toc140566679)

[Le sens de l’école 5](#_Toc140566680)

[L’Hypothèse d’un dépérissement démocratique 6](#_Toc140566681)

[La crise et la fragilité de la démocratie dans le Monde 11](#_Toc140566682)

[Glossaire 14](#_Toc140566683)

[Pour aller plus loin 16](#_Toc140566684)

[Une vie dans un régime autoritaire 17](#_Toc140566685)

[Comment se porte la démocratie dans le monde ? 17](#_Toc140566686)

[Quand on est libre que dans sa tête… 20](#_Toc140566687)

[Disparus… 21](#_Toc140566688)

[Brésil : des centaines d'établissements en grève face aux coupes budgétaires 21](#_Toc140566689)

[Chine : l’avènement de l’empereur Xi, aux pouvoirs sans partage 22](#_Toc140566690)

[La Corée du Nord, modèle de dictature 23](#_Toc140566691)

[Grands repères : histoire, histoire des idées, philosophie politique 24](#_Toc140566692)

[Le miracle grec 24](#_Toc140566693)

[La démocratie, à l'origine... 25](#_Toc140566694)

[Liberté en démocratie : commander et obéir à tous 30](#_Toc140566695)

[Le principe de représentation et le rôle de l’Etat 31](#_Toc140566696)

[L’autorité est-elle en crise ? 32](#_Toc140566697)

[S’intéresser au concept d’autorité 32](#_Toc140566698)

[L’autorité politique 34](#_Toc140566699)

[L’obéissance des peuples d’Europe 34](#_Toc140566700)

[Une question de détachement 35](#_Toc140566701)

[L’autorité naturelle 37](#_Toc140566702)

[L’autorité ne ressemble en rien à de la coercition 38](#_Toc140566703)

[La vérité sort de la bouche des enfants 38](#_Toc140566704)

[Pour aller plus loin 39](#_Toc140566705)

[Critiques et tentations oligarchiques ou populistes 43](#_Toc140566706)

[Athènes, une démocratie qui fait peur 43](#_Toc140566707)

[Paix ou démocratie ? 44](#_Toc140566708)

[Démocratie comme despotisme 44](#_Toc140566709)

[*La Révolte des masses* de José Ortega y Gasset : le dégoût de la démocratie 45](#_Toc140566710)

[Un tiers des Français enclins à essayer un système politique alternatif à la démocratie 46](#_Toc140566711)

[« Le système de gouvernement des démocraties est aujourd’hui menacé » 47](#_Toc140566712)

[Pierre Vesperini : “Non, Mme Pécresse, le nom d’Angela Davis n’est pas contraire à l’esprit de notre république et de notre histoire” 50](#_Toc140566713)

[D’Angela-Davis à Rosa Parks : changement de nom polémique pour le lycée de Saint-Denis 54](#_Toc140566714)

[Mortelle démocratie 56](#_Toc140566715)

[Démocratie et liberté d’expression 58](#_Toc140566716)

[De la liberté 58](#_Toc140566717)

[Qu’est-ce que la démocratie d’opinion : une définition complexe 59](#_Toc140566718)

[Le droit, rempart contre les dérives autoritaires 61](#_Toc140566719)

[Démocratie, médias et Internet 62](#_Toc140566720)

[Dominique Cardon, *La démocratie Internet. Promesses et limites* 62](#_Toc140566721)

[Les vrais responsables des fausses nouvelles 64](#_Toc140566722)

[Réseaux sociaux et démocratie 67](#_Toc140566723)

[Les médias participent-ils à une crise de l’autorité ? 69](#_Toc140566724)

[Geoffroy Lejeune, une croisade réactionnaire jusqu’au « Journal du dimanche » 70](#_Toc140566725)

[Débat en ligne : comment lutter contre les risques de l’entre-soi ? 73](#_Toc140566726)

[Pour aller plus loin 76](#_Toc140566727)

[Démocratie et système judiciaire 79](#_Toc140566728)

[Juger des crimes sans jurés : Caen teste la nouvelle cour criminelle 79](#_Toc140566729)

[Le jury de la cour d’assises, idéal démocratique ? 80](#_Toc140566730)

[Autorité et Management 82](#_Toc140566731)

[Les incompétents, ça ose tout 82](#_Toc140566732)

[Pourquoi votre chef a besoin de vous 83](#_Toc140566733)

[Comment convaincre le monde que vous êtes le patron ? 86](#_Toc140566734)

[Avoir de l’autorité sans être un petit-chef 89](#_Toc140566735)

[Conclusion provisoire : réarmer la démocratie ou la citoyenneté ? 91](#_Toc140566736)

[L’islamophobie est la dernière chose dont nous avons besoin 91](#_Toc140566737)

[La démocratie, en danger, doit se réinventer 92](#_Toc140566738)

[L’école a-t-elle les moyens de sauver nos démocraties en danger ? 94](#_Toc140566739)

[La démocratie, une affaire de soin 97](#_Toc140566740)

[L’Europe qu’on aime 98](#_Toc140566741)

[Désobéir 99](#_Toc140566742)

[De la question de l’autorité à celle de l’engagement : la démocratie, un combat de chaque instant qui nous concerne tous 99](#_Toc140566743)

# Ouverture…

**En guise d’ouverture, nous reprenons ici l’éditorial du magazine Sciences Humaines (n° 351, oct. 2022), rédigé par la directrice de la rédaction, Héloïse Lhérété, et l’introduction de l’enquête internationale de la Fondation pour l’Innovation Politique (Fondapol), sous la direction de Dominique Reynié (Professeur des universités à Sciences Po), parue aux éditions Plon en 2017.**

## Le sens de l’école

**Héloïse Lhérété, Directrice de la direction**

« L'école, ça ne sert à rien. » C'est une petite musique qui monte, entendue plusieurs fois à quelques semaines d'intervalle. Dans l'agacement d'une mère, convaincue qu'on n'apprend pas un métier - et encore moins la vie - sur les bancs d'une classe. Dans la détresse d'une adolescente, accablée par un sentiment de vacuité, ne trouvant aucun sens aux apprentissages imposés au lycée. Dans les aveux d'un enseignant démissionnaire, découragé par un système perçu comme inégalitaire et méprisant.

Longtemps sacralisée, l'école semble fatiguée, en quête de sens. Son socle fondateur s'est fissuré. Elle a été pensée dans une société où l'accès au savoir était rare, cette rareté fondant l'autorité du maître ; la voici concurrencée par une multiplicité de sources d'information dans un contexte de défiance à l'égard des institutions. L'avalanche de réformes survenue ces vingt dernières années a conduit à un empilement d'injonctions, sans qu'aucun grand récit n'émerge pour articuler des missions disparates (instruire les enfants, les éduquer, les insérer sur le marché du travail, faire société, préparer aux crises à venir ?). Enfin, l'école n'est plus ce sanctuaire préservé des tumultes de la société. Elle se fait chambre d'écho des vacarmes du monde : problèmes sociaux, conflits familiaux, harcèlement, communautarisme ont infiltré les établissements, sans que les personnels se sentent suffisamment épaulés et reconnus.

Pourtant, il faut défendre l'école. Non par conservatisme ou aveuglément, mais parce qu'elle demeure le principal garant de la démocratie. Les enjeux qui s'y posent - inégalités, climat social, relations hiérarchiques, rapport au savoir... - et les réponses qui s'y inventent concernent la société entière. Des forces vives se déploient en silence, à l'ombre des discours de déploration, pour faire de l'école du 21e siècle un lieu de progrès et d'émancipation. Des adultes tâtonnent, expérimentent, transmettent, sévissent, réfléchissent, s'enthousiasment. Et des jeunes apprennent, en ligne droite ou sinueuse, à devenir les sujets de leur propre vie. « Tout le mal qu'on dit de l'école, résume Daniel Pennac, ancien cancre devenu professeur et romancier, nous cache le nombre d'enfants qu'elle a sauvés des tares, des préjugés, de la morgue, de l'ignorance, de la bêtise, de la cupidité, de l'immobilité ou du fatalisme des familles. » Inutile, l'école ?

## L’Hypothèse d’un dépérissement démocratique

« C’est une vérité constante que l’existence de toutes les choses de ce monde a un terme. Mais celles-là seules remplissent toute la carrière que le ciel leur a généralement marquée, qui se maintiennent dans leur ensemble avec une telle régularité, qu’elles ne peuvent éprouver de changement, ou que, si elles en éprouvent, c’est plutôt pour leur bien que pour leur mal.

Comme je parle ici de corps composés, tels que les républiques ou les religions, il m’est démontré qu’il n’y a pour eux de salutaire que les changements qui les ramènent à leur principe. Ainsi les mieux constitués, ceux dont l’existence se prolonge davantage, sont ceux auxquels leurs institutions permettent de se renouveler le plus souvent, ou qui, par quelque accident heureux, étranger à ces institutions, peuvent parvenir à ce renouvellement. »

Nicolas Machiavel,   
*Discours sur la première décade de Tite-Live*, III, 1

Depuis plusieurs années déjà, les signes qui témoignent d’une déstabilisation du monde démocratique abondent. L’abstention et le vote populiste réduisent la base électorale des gouvernants et leur légitimité ; dans certains pays d’Europe centrale et orientale, on observe un processus de régression vers des modalités autoritaires de gouvernement ; la tentation touche aussi les démocraties libérales, plus anciennes, au travers des politiques de sécurité et, tout particulièrement, au travers de la lutte contre le terrorisme. Mais les démocraties subissent aussi les puissants effets du changement historique que l’on résume aujourd’hui dans l’idée de « globalisation ». Il est certain que les processus de dislocation et de recomposition du monde et la déstabilisation des systèmes démocratiques sont intimement liés.

Le fait démocratique s’inscrit dans une histoire. C’est un certain ordre des choses qui a rendu possible l’émergence, l’installation puis l’enracinement du régime politique de type démocratique. Une autre configuration, en modifiant profondément le monde, ne peut que modifier également le régime démocratique, et peut-être en provoquer la disparition. C’est pourquoi il importe de prendre en compte l’hypothèse d’un dépérissement démocratique, de s’interroger sur la situation présente et sur le possible devenir d’un mode de gouvernement dont l’idée radicale, grandiose et singulière, a été de confier le choix des gouvernements aux gouvernés. L’époque tumultueuse dans laquelle nous sommes depuis un quart de siècle interroge fortement l’idée démocratique. Il faudra y répondre si l’on veut que son « existence se prolonge davantage », pour reprendre les termes de Machiavel.

**Que reste-t-il de la démocratie sans le progrès matériel et humain ?**

Sans oublier la longue généalogie des idées et des expériences qui fondent la démocratie, il est admis que celle-ci s’est mise en place, sous la forme du régime parlementaire, autour des années 1880. Les principes et les institutions sur lesquels repose la politique démocratique se sont ensuite déployés au cours du XXe siècle – extension du droit de vote, multiplication des libertés, diversification des élections, etc.-, pour atteindre la forme que nous lui connaissons de nos jours. Les démocraties ont permis aux peuples concernés d’accéder à une richesse matérielle, à un progrès humain et à une condition existentielle d’une qualité et d’une valeur sans précédent et sans équivalent. Il existe un lien étroit entre ce progrès et l’enracinement du régime, entre l’attachement au régime et les performances pratiques dont il s’est montré capable. Sa légitimation politique est aussi, et peut être même principalement, le résultat de ces prouesses économiques et sociales. La question se pose donc de savoir à quelles conditions les démocraties actuelles sont en mesure de maintenir un tel niveau de confort matériel et, à fortiori, de poursuivre le rythme du progrès que connaissent depuis cent ans les peuples démocratiques. Le déclin des performances économiques et sociales en régime démocratique, en termes d’accroissement des richesses ou en termes de répartition entre les groupes sociaux aussi bien qu’entre les générations, est l’une des causes du désengagement civique, de la montée du vote protestataire.

**Que devient la démocratie dans un monde sans alternative ?**

A l’échelle du monde, où elles ont toujours été minoritaires, les démocraties ont exercé un leadership de cent ans, entre la fin du XIXe siècle et les débuts de la globalisation, au tournant des XXe et XXIe siècles. L’influence planétaire des puissances démocratiques a été disputée par des régimes autoritaires dont les effondrements successifs furent autant de triomphes : la défaite des États impériaux, la défaite du fascisme, du nazisme, l’effondrement des dictatures militaires en Europe en Amérique latine… Finalement la disparition du régime soviétique illustrait inévitablement, sinon la fin de l’histoire, au moins le couronnement de l’idée démocratique. Or c’est ce même moment qui, déterminant le début de la globalisation, signe aussi l’avènement d’un monde d’où l’alternative politique semble avoir disparu. Depuis 1989, en effet, la question se pose de savoir quelles options politiques s’offrent au choix des citoyens, au-delà du seul changement des équipes gouvernantes. Un quart de siècle plus tard, la réponse n’a toujours pas été esquissée.

En dehors des deux guerres mondiales, tout au long du XIXe siècle et jusqu’au dernier quart du XXe siècle, les démocraties ont été portées par la concurrence ou la confrontation entre une pluralité d’options idéologiques et politiques. L’un des principaux clivages a opposé le socialisme au libéralisme. Il a rendu les élections compétitives, donnant vie à la démocratie et certifiant sa valeur. On peine à dire aujourd’hui sur quel clivage repose la dynamique démocratique. On ne perçoit finalement que l’opposition entre, d’une part, les partis de gouvernement, de droite et de gauche, et, d’autre part, les partis populistes, de droite et de gauche. La perspective d’un monde sans choix ruine les fondements de l’idée démocratique et offre peut-être comme option nouvelle la sortie de la démocratie parlementaire.

**L’impossible alternance ne conduit-elle pas à la volonté de rupture ?**

C’est dans ce contexte qu’une fraction des électeurs cherche la rupture et non l’alternance. En témoignent l’élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis ou, plus encore la victoire du Brexit au Royaume-Uni dans la mesure où cette décision référendaire produit un résultat irréversible, à la différence d’une élection que l’on sait pouvoir rejouer quelques années après. Ailleurs, la tentation de rupture est forte. En Autriche, Norbert Hofer, n’a certes pas été élu le 4 décembre 2016, mais il a réuni près de la moitié des électeurs (46,2%) lors du tour décisif. Aux Pays-Bas, lors des élections générales du 15 mars 2017, la poussée du PVV du populiste Geert Wilders a été contenue (13,2%) mais, pour le battre, le Premier ministre sortant, le conservateur-libéral Mark Rutte (21,3%), a dû compléter son discours économique conquérant en y intégrant une ligne particulièrement dure sur l’immigration[[1]](#footnote-1). En France, lors du premier tour de l’élection présidentielle du 23 avril 2017, 49,6% des votants ont choisi d’exprimer un vote en faveur d’un des candidats de rupture, un record historique ; pour la seconde fois en quinze ans, le Front national a vu son candidat, Marine Le Pen, accéder au second tour. Elle n’a pas été élue, mais par comparaison avec son père en 2002, elle a pu doubler le nombre de suffrages recueillis en sa faveur. Plus généralement, la culture démocratique semble vaciller dans la quasi-totalité des pays européens issus du bloc communiste.

Le phénomène populiste a changé de nature. Ses manifestations ne peuvent plus être réduites à deux feux de paille localisés et contingents. Partout présents, les populistes s’enracinent dans les systèmes politiques nationaux et atteignent désormais également le niveau européen à travers le Parlement. Le divorce entre les classes populaires en général, la classe ouvrière en particulier, et la gauche socialiste, ainsi que l’érosion continue des classes moyennes offrent des espaces politiques aux populistes. S’ajoutent maintenant les conséquences d’une nouvelle ligne de rupture déterminante. Les démocraties sont fracturées par un clivage territorial qui oppose, d’un côté, les grandes métropoles globalisées, accordées économiquement et culturellement à la marche du monde et, de l’autre, le monde des petites et moyennes communes, le monde de la ruralité, en retrait des grands flux de la croissance et des échanges. Prenant appui sur ces électorats en déshérence, entre abstention et protestation, les populistes ont prospéré. Leur rhétorique gagne les partis de gouvernement, voire le Gouvernement lui-même, comme en Hongrie. Plus puissants électoralement, les populistes deviennent plus redoutables. Ce n’est pas en raison d’une radicalisation idéologique. On peut même observer un phénomène inverse d’euphémisation de leurs discours, comme le montre le cas des formations d’extrême droite reconverties en populisme. Mais leurs attaques se concentrent souvent sur l’Union européenne.

La fin de l’Union européenne est l’un des principaux points programmatiques du discours protestataire. Or, dans son principe, l’Union européenne, comme idée et comme institution, est l’une des réponses les plus élaborées que les nations ont su mettre en place afin de redimensionner leur puissance. Le procès fait à l’Union européenne de n’être pas démocratique est paradoxal puisque le projet de cette « union toujours plus étroite » est précisément de dimensionner la puissance des nations démocratiques à l’échelle du monde. Ainsi, l’élection au suffrage universel du Parlement européen, depuis 1979, ou encore l’invention d’une citoyenneté européenne, en 1992, esquissent une politique démocratique postnationale. Dans l’histoire de la démocratie, l’Union européenne est ainsi devenue la première organisation politique transnationale impliquant une assemblée élue au suffrage universel, et elle est encore la seule. Comment ne pas voir dans cette entreprise la seule tentative sérieuse de régénérer l’idée démocratique et d’inscrire son modèle de gouvernement par le consentement des gouvernés dans un cadre compatible avec la globalisation ?

Plus modérées dans leurs discours que les partis d’extrême droite ou d’extrême gauche, les formations populistes ont donc engagé un combat radical en visant L’Union européenne ou l’euro. Les populistes disposent potentiellement des forces qui rendent possible leur victoire, comme l’a montré, en 2005, l’échec du référendum sur le traité constitutionnel européen en France et aux Pays-Bas, et comme l’a montré, en juin 2016, le succès du Brexit. Le parti populiste britannique qui avait fait du Brexit sa raison d’être a, depuis lors, disparu corps et biens, assez logiquement. Il importe maintenant d’observer en Grande-Bretagne les effets de sa sortie de L’Union européenne sur la démocratie. En effet, la souveraineté nationale a été exaltée dans la promesse que le pouvoir serait rendu au peuple. Il n’est pas certain que les Britanniques en aient fini avec le populisme.

**L’« homme augmenté » a-t-il besoin de la démocratie ?**

La globalisation redéfinit et redistribue les pouvoirs. La redistribution s’opère d’abord entre les puissances étatiques. La Chine fait déjà partie des grands gagnants du nouveau monde, et sa puissance procède d’un régime politique alternatif au modèle démocratique. Mais la redistribution du pouvoir s’opère aussi depuis les États vers des entreprises ; or on ne demande pas aux entreprises d’être démocratiques. Certes, dès la fin du XIXe siècle, les États ont dû composer avec les grandes entreprises, mais aujourd’hui les tensions entre puissances publiques et puissances privées connaissent un changement de dimension. Il ne s’agit plus seulement de grandes entreprises, ni même d’entreprises présentes dans plusieurs pays, telles celles que l’on nommait autrefois « multinationales » ; il s’agit maintenant d’entreprises, parmi lesquelles prospèrent des compagnies géantes issues des nouvelles technologies, dont l’activité est précisément d’œuvrer à la globalisation du monde. En codant le monde – « code is law » -, elles font la loi et il est fort possible qu’il soit plus difficile d’échapper à ces décrets numériques. Dans un rapport frontalement concurrentiel, ces nouvelles puissances privées débordent les souverainetés étatiques, dépossèdent les États d’une partie de leurs capacités et, conséquemment, retirent aux citoyens une part de leur pouvoir.

Ainsi, ces compagnies, d’abord américaines mais aussi chinoises désormais, installent et contrôlent à l’échelle du monde une nouvelle architecture de communication et d’échange des savoirs. Plus encore, ces puissances entreprennent désormais de créer un autre monde. À partir de la convergence des nanotechnologies, des biotechnologies, de l’informatique et des sciences cognitives, ces entreprises ont décidé d’initier rien moins qu’une nouvelle humanité, ce qui désigne le transhumanisme, l’idée d’une humanité « augmentée ». On connaissait le programme de l’« homme nouveau » porté hier par les États qualifiés de totalitaire. Aujourd’hui, l’« homme augmenté » est un projet d’entreprise. Il est certain qu’un tel bouleversement de la condition humaine emportera des conséquences majeures pour la démocratie. L’homme démocratique peut-il ne pas être un « homme augmenté » ? L’« homme augmenté » a-t-il besoin de vivre en démocratie ? Que vaut la démocratie dans un monde peuplé de machines plus intelligentes que le citoyen ? Que devient l’idée d’humanité si les nouvelles technosciences permettent à une élite humaine de vivre l’équivalent de plusieurs vies du « commun des mortels » ?

**Peut-on encore débattre à l’ère de l’espace public universel et des *fake news* ?**

La crise de la démocratie procède également de la dislocation du monde médiatique dont elle dépend largement. La multiplication des sources associée à l’information continue était déjà observable dans le monde médiatique classique. L’invention de la presse quotidienne avait déjà stupéfié son époque. Puis, après l’apparition du « journalisme », sont venus très vite les premiers médias de l’instant, avec la radio et la télévision. Mais le Web donne à ce phénomène une puissance illimitée. La figure de l’internaute illustre l’avènement de cette révolution de la communication : le nombre des médias tend à devenir égal au nombre des individus qui composent les publics.

Les réseaux sociaux adressent aux médias un procès en illégitimité comme les populistes le font envers les parties de gouvernement. La valeur de l’information est soupçonnée, voir contestée. Or, y compris en matière d’information, ces réseaux sociaux suscitent une confiance que les médias classiques ont perdue. En même temps, ils contribuent fortement aux phénomènes de radicalisation des opinions, ils enferment les citoyens dans une communauté de convictions peu à peu étanche aux autres (le *filter bubble*). Il est difficile d’imaginer un fonctionnement satisfaisant de la démocratie sans appui et le relai d’un ordre médiatique relativement stable, efficace et reconnu. En effet, l’avènement de la démocratie parlementaire est intimement lié à l’émergence d’une presse en mesure de circonscrire un espace public et de le réguler. Dès lors, que devient la démocratie quand l’espace public s’universalise, quand les auditoires sont composés de dizaines de millions d’individus, lesquels s’apparentent de plus en plus à autant de médias ?

Enfin, la liberté d’opinion et la liberté de la presse que nous connaissons aujourd’hui ont été formalisées dans la seconde moitié du XIXe siècle. Il existe des origines philosophiques et juridiques communes aux différents régimes de liberté ainsi que des convergences. Pendant un siècle, la liberté d’opinion et la liberté de la presse se sont exercées dans un univers juridiquement, techniquement et culturellement circonscrit au cadre national. Ce n’est plus tout à fait le cas désormais. L’espace public numérique déborde les frontières. Les messages émis circulent potentiellement partout dans le monde. L’affaiblissement tendanciel des sanctions pénales contre la presse et l’extension continue de la liberté d’opinion sont observables entre la fin du XIXe siècle et la fin des années 1980. Un tournant a lieu en 1988, avec la publication des Versets sataniques de Salman Rushdie et les réactions violentes suscitées à travers le monde par ce roman, ce qui avait provoqué plusieurs tragédies et rendu la vie particulièrement difficile à l’écrivain aujourd’hui encore. Depuis lors, d’autres crises de ce type ont éclaté, telles que l’affaire des caricatures danoises, en 2004, ou l’attentat islamiste contre la rédaction de Charlie Hebdo, en 2015.

Si, dans les démocraties, les législations sont nationales et libérales, l’espace de réception des messages est devenu global et donc potentiellement répressif. Le libéralisme pénal se heurte désormais à la répression culturelle. Si l’on ajoute à cela, d’une part, le retour d’une censure d’État, appliquée en particulier aux réseaux sociaux et aux sites Internet au nom de la lutte contre le terrorisme, et, d’autre part, le filtrage et la capacité de référencement que possèdent, par position, les grandes compagnies qui font Web, l’opinion et la presse risquent de ne plus connaître le même régime de liberté qu’elles ont connu.

**La culture du pluralisme peut-elle survivre au multiculturalisme ?**

La démocratie n’est pas seulement une affaire d’institutions. Elle est autant une question de culture. En l’absence de culture démocratique, aucune institution n’est en mesure d’engendrer la démocratie. Le déclin démographique de l’Europe est engagé. L’Europe se dépeuple. Depuis 2015, le nombre des décès dépasse celui des naissances. Ce vieillissement favorise une mentalité à contretemps de l’époque : aversion pour le risque, demandes de protection, de sécurité, moindre tolérance aux nouvelles façons de vivre ou à des façons de vivre différentes. Si, contrairement aux Européens, la population américaine bénéficie d’un solde nature positif, elle vieillit également. Dépeuplement et vieillissement peuvent être compensés par l’immigration. Mais la gestion des conséquences de ce mouvement constitue l’un des plus grands défis pour les sociétés et leur Gouvernement. Sous l’effet conjugué du vieillissement et de l’immigration, une recomposition ethnoculturelle des sociétés démocratiques est à l’œuvre. Les écarts entre les systèmes de valeurs se creusent à nouveau. Sous l’effet de l’extension de l’islam, la question religieuse est de retour. On voit réapparaître ces contentieux dont l’arbitrage est impossible et qui sont d’une intensité potentielle maximale. L’islam et les musulmans sont interpellés. Certains d’entre eux se heurtent à la société qui les accueille ou à laquelle ils appartiennent, contestent ses valeurs, voire les combattent ou réclament des aménagements. Si le nombre des incompréhensions et des malentendus augmente, leur intensité aussi. La multiplication de conflits interculturels à fondement religieux altère la sécularisation et les valeurs essentielles du corpus démocratique : la liberté de l’opinion, la liberté d’orientation sexuelle, l’égalité entre les hommes et les femmes, la laïcité, etc.

Voilà ce qui inquiète dans le multiculturalisme, la perspective d’une société dans laquelle cohabiteraient non seulement des systèmes culturels différents mais, plus encore, incompatibles entre eux parce qu’en contradiction avec le référent commun, ouvrant le risque de substituer un séparatisme conflictuel au pluralisme démocratique.

**Quel avenir pour la démocratie à l’ère des *blockchains* et des communautés numériques ?**

On le verra dans les pages qui suivent, la valeur du principe démocratique est encore largement admise dans l’opinion. Cependant, si la démocratie représentative n’est remise en cause que par une minorité des personnes interrogées, globalement, nos données attestent d’un phénomène d’érosion de la culture civique. La confiance dans les institutions recule : les figures de la représentation politique, syndicale, parlementaire, ou encore les médias semblent discrédités aux yeux du public. Par opposition, l’abstention progresse de même que le vote en faveur de partis antisystème, réduisant la légitimité des partis appelés à gouverner en réduisant leur base électorale.

La réalité de ces tendances n’est pas contestable. On peut y avoir le signe d’une déconsolidation démocratique pure et simple[[2]](#footnote-2). Une autre analyse privilégiera un effet de génération, les nouvelles générations se caractérisant par un désengagement politique, moins en raison d’un affaiblissement d’intérêt pour les affaires publiques qu’en raison d’une critique des formes classiques du civisme et de la politisation. Une autre approche encore mettra l’accent sur l’effritement de la culture civique dans le renouvellement générationnel.

La question se pose de savoir à quelles conditions les démocraties vont être capables de surmonter les difficultés qu’elles rencontrent ; à quelles conditions elles pourront s’inscrire dans le nouveau cadre éthique, politique, économique et social de l’époque ; à quelles conditions, enfin, elles relanceront le mode de gouvernement fondé sur le consentement des gouvernés. Compte tenu de cette nouvelle configuration historique et considérant à la fois le nombre, la diversité et l’ampleur des défis qu’ils doivent relever, on peut penser que les régimes démocratiques changeront profondément, si toutefois ils parviennent à perdurer. Nul doute que des perspectives existent, puisque le principe fondamental de la politique démocratique, l’idée d’un Gouvernement reposent sur le consentement des gouvernés, entre parfaitement en harmonie avec la culture politique de notre époque qui voit l’humanité se doter des outils de la participation et de la coproduction.

L’enquête proposée par la Fondation pour l’innovation politique veut contribuer à établir un état de la démocratie. Les données recueillies et les premières analyses esquissées dans ce volume s’inscrivent dans les réflexions sur l’avenir du régime démocratique à l’âge de la globalisation.

**Dominique Reynié,** *L’hypothèse d’un dépérissement démocratique*, 2017

## La crise et la fragilité de la démocratie dans le Monde

**Discours de Michelle BACHELET, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l’Homme, lors de l’atelier d’ouverture pour l’International Association of Jesuit Universities, Boston, 2022**

Je suis heureuse de me joindre aujourd’hui à l’International Association of Jesuit Universities. En ces temps complexes et imprévisibles, des discussions comme celles-ci, entre partenaires comme vous dans la lutte pour la justice sociale et les droits de l’homme, sont de plus en plus vitales. Un simple regard sur l’état du monde aujourd’hui révèle une image sombre.

Alors que nous pensions sortir lentement d’une pandémie sanitaire mondiale, l’agression armée en Ukraine et ses conséquences socioéconomiques à l’échelle mondiale nous ont plongés encore plus profondément dans l’instabilité. Une crise alimentaire, énergétique et financière à l’échelle mondiale risque de plonger des millions de personnes dans l’insécurité alimentaire et la pauvreté. Aujourd’hui, 1,2 milliard de personnes vivent dans des pays qui sont gravement exposés et vulnérables aux trois dimensions que sont la finance, l’alimentation et l’énergie, simultanément. Les inégalités entre les pays et au sein de ces derniers montent en flèche, menaçant le relèvement à la suite de la COVID-19, sapant les progrès dans la mise en œuvre des ODD et ralentissant l’action climatique. Et la polarisation, tant à l’intérieur des pays qu’entre eux, ne cesse de croître, l’affaiblissement du multilatéralisme, de l’ordre juridique international – et du droit international lui-même, avec d’immenses conséquences sur les droits de l’homme.

La démocratie est elle aussi malade. En 2021, le niveau de démocratie dont bénéficie l’individu moyen dans le monde est revenu au niveau de 1989. Cela signifie que les acquis démocratiques des 30 dernières années ont été fortement réduits. L’année dernière, près d’un tiers de la population mondiale vivait sous un régime autoritaire. Et le nombre de pays qui tendent vers l’autoritarisme est trois fois supérieur à celui des pays qui tendent vers la démocratie. Le déclin démocratique est particulièrement évident en Asie centrale, en Europe orientale et en Asie-Pacifique, ainsi que dans certaines parties de l’Amérique latine et des Caraïbes, comme le montrent diverses attaques contre l’état de droit. Par exemple, dans certains pays d’Amérique latine et des Caraïbes, nous avons observé des attaques contre des organes de gestion des élections, des cours constitutionnelles, les médias et des institutions nationales des droits de l’homme, et l’utilisation par les gouvernements de la COVID-19 comme excuse pour réduire le contrôle de l’administration publique.

Par ailleurs, la confiance envers les institutions s’affaiblit. Les gens se sentent ignorés, comme si la démocratie n’avait pas tenu pleinement ses promesses. Les inégalités sont croissantes, les femmes, les minorités, les personnes âgées et d’autres personnes traditionnellement marginalisées étant encore plus laissées de côté. Ces exclusions alimentent la méfiance et le cynisme envers les institutions. Et le manque de transparence des décisions publiques, ou le manque de responsabilité du gouvernement ou des fonctionnaires, ne font qu’éroder davantage la confiance de la population. Pour beaucoup, une éducation civique limitée et l’absence de candidats politiques viables, en particulier ceux auxquels les jeunes s’identifient, aggravent leur sentiment d’aliénation. La désinformation est utilisée comme un outil par les gouvernements autocratiques pour façonner l’opinion nationale et internationale, atteignant parfois des niveaux toxiques. Elle alimente les discours de haine à l’encontre des personnes marginalisées et exclues, et porte atteinte à notre humanité commune.

Le manque de confiance dans les institutions a fourni un terrain fertile aux dirigeants et aux mouvements populistes, qui en profitent pour rejeter toute la faute sur « la démocratie et les droits de l’homme ». Et ainsi affaiblir les droits de l’homme, un droit après l’autre. Certaines démocraties établies ont donc décidé de s’inspirer des mouvements autoritaires, pensant que c’est le seul moyen d’obtenir du soutien. Elles imposent des restrictions à l’espace civique, à la liberté d’expression, à la liberté des médias et à d’autres droits essentiels à la démocratie. Une véritable course vers le fonds.

Et pourtant, j’apporte également des nouvelles positives. La démocratie est résiliente. L’idéal démocratique persiste, une étude récente montrant que la démocratie représentative est largement approuvée. Pendant la pandémie de COVID-19, les pratiques démocratiques se sont adaptées de manière innovante. Certains pays ont réussi à organiser des élections dans des conditions extrêmement difficiles, par exemple en développant les mécanismes de vote par correspondance ou les procédures de vote anticipé. En outre, les mouvements sociaux visant à lutter contre les changements climatiques et les inégalités raciales se sont développés à l’échelle mondiale – les gens se sont mobilisés pour faire entendre leur voix, même dans un contexte de restrictions pandémiques.

Cela montre que les gens veulent se faire entendre, qu’ils exigent des systèmes économiques et sociaux qui fonctionnent pour tout le monde et qu’ils veulent avoir leur mot à dire dans les décisions qui affectent leur vie. Ces protestations sont l’expression des droits de l’homme et des valeurs démocratiques et, en tant que telles, elles doivent être respectées et facilitées par les gouvernements.

Elles ne devraient pas être perçues comme une menace. Au contraire, la création d’espaces de participation publique est l’un des moyens les plus efficaces pour les autorités de comprendre les revendications de la population et de prendre des décisions plus éclairées et adaptées. Ici, votre voix dans les milieux universitaires en faveur de la lutte pour l’expansion d’espaces permettant aux individus de participer aux débats dans toute leur diversité est cruciale. La question de savoir comment transformer la participation pour qu’elle fonctionne pour la population, à tous les niveaux, de l’échelle locale à celle mondiale, est une question clé pour l’avenir. Dans son rapport intitulé *Notre programme commun*, le Secrétaire général des Nations Unies a reconnu ce défi, appelant à de nouvelles initiatives pour améliorer les moyens d’écouter les personnes que les États et les institutions internationales telles que l’ONU sont censés servir. Les exigences en matière de droits de l’homme et d’égalité, de réduction de la corruption, et d’actions concrètes sur les changements climatiques se poursuivront. Et à juste titre, car ce sont autant de choses que les vraies démocraties peuvent et doivent offrir.

Chers collègues, Chers amis,

C’est précisément en cette période d’incertitude et d’imprévisibilité que nous devons rester fermes dans notre engagement en faveur de la démocratie et des droits de l’homme. Dans *Notre programme commun*, le Secrétaire général des Nations Unies a appelé à un « nouveau contrat social », afin de restaurer la confiance du public et de forger un pacte plus solide entre les gouvernements, la population, la société civile, les entreprises et d’autres acteurs, sur la base de l’égalité des droits et des chances pour tous.

Pour combler le fossé entre les attentes de la population et ce que les gouvernements peuvent offrir, il faut un nouveau contrat social fondé sur des délibérations inclusives dans la société. La lutte contre les inégalités, la corruption et les changements climatiques doit être au cœur des débats. Les dépenses sociales sont également essentielles pour promouvoir l’égalité et renforcer la démocratie. Si les budgets nationaux intègrent les obligations des États en matière de droits de l’homme et allouent des ressources suffisantes pour couvrir au moins les niveaux minimums essentiels de droits économiques et sociaux pour tous, ils peuvent constituer un puissant levier pour l’égalité.

Les dépenses nationales dans les secteurs sociaux qui sont axées sur l’accessibilité, le caractère abordable et la qualité des services, ainsi que sur la non-discrimination, notamment fondée sur le genre, renforcent les moyens de subsistance et réduisent les inégalités. En augmentant ces dépenses, il est possible de garder plus d’enfants à l’école et de protéger et d’améliorer la santé et le niveau de vie général de la population. Il s’agit de l’outil le plus efficace pour renforcer la résilience dans la société. Cette approche, qui repose sur les principes des droits de l’homme, contribue au respect du contrat social et renforce les principes de la démocratie.

Il faut par ailleurs renforcer les institutions démocratiques. Des commissions électorales aux hautes juridictions, des gouvernements locaux aux institutions nationales des droits de l’homme, des conseils des médias aux entités chargées de la lutte contre la corruption, ces structures démocratiques doivent être renforcées, notamment en améliorant la transparence et l’indépendance, afin qu’elles répondent aux besoins de la population et que la confiance dans les institutions soit restaurée. Les institutions indépendantes et respectueuses de l’état de droit jouent un rôle essentiel pour assurer les contrôles et les contrepoids nécessaires. Elles constituent le fondement ultime de démocraties plus fortes et plus résistantes.

Pour éviter un recul de la démocratie, il est indispensable d’assurer un soutien politique et financier, afin de promouvoir la participation du public, la liberté des médias et l’éducation civique. Donner la priorité aux investissements dans ces piliers de la démocratie et les promouvoir dans l’action politique contribueront grandement à résoudre certains des problèmes auxquels le monde est actuellement confronté.

Conformément à leurs obligations internationales en matière de droits de l’homme, les gouvernements doivent protéger et promouvoir l’espace nécessaire permettant aux personnes de s’engager dans les affaires publiques, d’exprimer leurs opinions et leurs préoccupations librement, en toute sécurité et sans crainte, notamment par le biais de manifestations pacifiques et d’autres formes d’engagement civique.

Les gouvernements ont également la responsabilité de promouvoir et de protéger la liberté d’expression, notamment la liberté des médias, outils essentiels pour lutter contre la désinformation, la polarisation et les discours de haine.

Chers collègues et amis,

Certes, nous traversons une période difficile. Mais d’après mon expérience, il y aura toujours des obstacles, des personnes qui, au nom du pouvoir, mettront des bâtons dans les roues de la démocratie, de la justice, de l’égalité. Et en ce moment, leurs voix sont de plus en plus fortes. C’est pourquoi nos efforts concertés et fondés sur des principes sont vitaux. Pour nous unir, en cherchant à construire, et à avancer. Pour lutter en faveur de notre humanité commune, des droits de l’homme, et pour persévérer dans notre engagement pour la démocratie, au nom de la dignité et de l’égalité pour tous. Les Jésuites, notamment par le biais de leurs établissements universitaires, ont été une force au service du bien dans la lutte pour l’égalité sociale. Je sais que vous jouerez un rôle crucial pour relever ces défis et je compte sur vous pour continuer à suivre le plan d’action sur les droits de l’homme pour y parvenir. Je vous remercie de votre attention.

## **Glossaire**

**In L’alerte démocratique (2020) de Nicolas Baverez**

**Démocratie :** Régime politique dans lequel la souveraineté est exercée par le peuple et pour le peuple. Elle repose sur l’affirmation de la liberté politique, sur la désignation des dirigeants par le suffrage universel, sur le pluralisme et le respect de l’Etat de droit, sur la modération et l’esprit de compromis. Sa nature pacifique raisonnable comme l’hétérogénéité de ses principes expliquent sa fragilité face aux passions collectives intérieures comme face aux agressions extérieures.

**Démocrature :** Régime politique autoritaire organisé autour du culte d’un homme fort et de l’exacerbation des passions identitaires, nationales et religieuses, dont le modèle a été forgé par Vladimir Poutine en Russie puis largement exporté notamment par la Turquie de Recep Tayyip Erdoğan. Elle tolère le suffrage universel mais le manipule et exclut toute opposition véritable. Elle récuse l’Etat de droit et organise le contrôle de l’économie à travers des oligarques proches du pouvoir. Elle encadre la société et la place sous une surveillance permanente de l’Etat, qui utilise massivement les technologies numériques.

**Démocratie illibérale :** Version dégradée de la démocrature qui constitue une dégénérescence de la démocratie. Elle a été mise en place et théorisée par Viktor Orbán en Hongrie. Elle associe gouvernement autoritaire, exaltation du nationalisme et de la xénophobie, manipulation des élections et de l’opinion par la propagande d’Etat, quadrillage de l’économie et encadrement de la société civile.

**Despotisme :** Pouvoir absolu et arbitraire d’un seul homme, sans aucun contrôle ou contre-pouvoir, dans lequel Alexis de Tocqueville voyait le principal risque de dérive de la démocratie sous la pression croisée de l’individualisme et des passions égalitaires, nationales ou religieuses.

**Dictature :** Régime politique autoritaire fondé sur le pouvoir d’un homme, d’un parti ou d’un groupe social, établi et maintenu par la violence. Il récuse les libertés individuelles et réprime toute forme d’opposition mais ne contrôle pas nécessairement l’économie et la société.

**Populisme :** Mouvements politiques dirigés par un leader charismatique qui fait appel au peuple contre les élites et aux pulsions nationalistes, protectionnistes et xénophobes pour développer une critique radicale de la démocratie, du libéralisme, des partis et des dirigeants traditionnels. Ils recourent massivement à la démagogie pour proposer des solutions simples aux problèmes complexes, en mobilisant de manière intensive les réseaux sociaux. Ils cultivent la fascination pour l’autorité et la force qu’ils opposent à l’impuissance présumée des démocraties. Ils peuvent épouser des formes très variées qui vont de l’extrême droite à l’extrême gauche en passant par l’indépendantisme ou le sécessionnisme.

**Totalitarisme :** Régimes enfantés par la première guerre mondiale dont le principe est la fusion entre un Etat contrôlant toutes les dimensions de la vie nationale et un parti en situation de monopole. Il repose sur l’alliance de la foi dans une idéologie et de la terreur de masse. Il mêle culte de la personnalité, parti unique, idéologie d’Etat, contrôle de l‘économie et de la société, propagande et terreur de masse. Les totalitarismes ont été le principal adversaire de la démocratie au XXe siècle à travers l’Union soviétique, l’Italie fasciste et l’Allemagne nazie. Ils continuent à peser dans l’histoire du XXIe siècle, moins sous la forme archaïque de la Corée du Nord qu’à travers le total-capitalisme chinois qui juxtapose un Etat totalitaire, un capitalisme dirigé et un système de contrôle numérique de la population. Ce modèle fait de nombreux émules parmi les pays émergents, porté par le programme des « nouvelles routes de la soie ».

**Théocratie :** Régime fondé sur le primat du pouvoir religieux sur le pouvoir politique, où l’Etat est dirigé par le clergé. Il est revenu au premier plan de l’histoire avec la République islamiste d’Iran, créée par l’ayatollah Khomeiny après la révolution de 1979. (Pp. 231-233)

## Pour aller plus loin

Une image contenant texte, journal, capture d’écran

Description générée automatiquement

# Une vie dans un régime autoritaire

## **Comment se porte la démocratie dans le monde ?**

**Daniel Blanchette Pelletier**, radio Canada. Le 26 novembre 2016

**Moins de la moitié de la population mondiale vit dans une démocratie. Les libertés individuelles sont en recul depuis 10 ans et la Corée du Nord et la Russie n'en sont pas les seules responsables. De nombreux régimes autoritaires passent complètement inaperçus. État des lieux.**

Selon l’ONG américaine Freedom House, 50 pays sont encore gouvernés sous des régimes autoritaires, alors que 56 autres sont seulement « en partie libres ». Réunis, ces États, qui offrent très peu de liberté à leur population, surpassent les 86 où l’organisme estime que les institutions démocratiques permettent à leurs résidents de jouir de droits politiques et civiques.

**Les libertés dans le monde (2016)**

L’organisation non gouvernementale Freedom House publie un rapport annuel dans lequel sont classés 195 États du monde en trois catégories, selon le niveau de droits politiques et de libertés civiles auquel leur population a accès.

Pratiquement aucun continent n’échappe à l’autoritarisme bien que la situation soit particulièrement inquiétante au Moyen-Orient et dans le nord de l’Afrique, selon Freedom House. L’Asie centrale connaît aussi son lot de dirigeants autoritaires, notamment dans l’ex-URSS. Quant à l’Amérique, certains pays font l’objet d’une étroite surveillance, comme l’Équateur ou Cuba. D'ailleurs, [la mort de l'ex-dirigeant communiste](http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1002359/fidel-castro-biographie) Fidel Castro [a provoqué de nombreuses réactions à travers le monde](http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1002361/les-reactions-affluent-apres-la-mort-du-pere-de-la-revolution-cubaine), son héritage étant largement débattu. Même le Vieux Continent est concerné avec le Bélarus, souvent considéré comme la dernière dictature d’Europe.

Constat alarmant : la démocratie périclite depuis 10 ans. « Je suis excessivement inquiet, admet le professeur titulaire à l’École d’études politiques de l’Université d’Ottawa André Laliberté. Ce qu’on observe, c’est le retour des hommes forts, comme Vladimir Poutine en Russie ou Recep Tayyip Erdogan en Turquie. » Même les États-Unis ont élu Donald Trump, qui a, selon lui, tout le caractère d’un politicien populiste. Le concept de dictature, où tout le pouvoir politique est concentré entre les mains d’un seul individu – ou d’un petit groupe d’individus – a beau avoir évolué, plusieurs pays présentent encore des caractéristiques qui collent à la peau des régimes autoritaires.

**L’ABC de la dictature**

Le dictateur moderne, aussi appelé despote ou tyran, a généralement une personnalité forte, voire narcissique, qui explique peut-être pourquoi des dirigeants comme Kim Jong-un, en Corée du Nord, attirent l’attention des médias sur la situation dans leur pays. Mais d’autres, plus discrets, parviennent à se maintenir au pouvoir sans se faire remarquer. Par exemple, en Ouzbékistan, [la mort du président Islam Karimov](http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/800752/president-ouzbekistan-dictateur-islam-karimov-mort) après un règne de 25 ans, en septembre 2016, a mis en lumière l’oppression dans ce pays d’Asie centrale qui passait généralement inaperçu.

Comme lui, les dirigeants à la tête de régimes autoritaires sont la plupart du temps élus. « On sait déjà que le président Poutine va être réélu en Russie, parce qu’il a la mainmise sur les moyens de communication, sur les partis politiques, sur les institutions en général », ajoute André Laliberté. Des élections ne riment pas nécessairement avec la démocratie.

**L’apparence de démocratie**

« *Beaucoup de pays, comme en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie centrale, ont des institutions démocratiques qui n’ont pas eu le temps vraiment de se cristalliser* », explique André Laliberté. « *Ce sont des institutions qui n’ont souvent de démocratique que le nom.* » Une fois élus, les dictateurs modernes peuvent se donner tout le pouvoir et les moyens de le conserver longtemps. « *Ceux qui se sont déjà accaparé le pouvoir, comme dans les pays de l’ex-URSS, y sont parfois demeurés même après la chute de l’Union des républiques socialistes soviétiques* », précise le professeur à l’Université d’Ottawa.

Même si la constitution de ces pays limite le nombre de mandats et d’années qu’ils peuvent passer au pouvoir, rien ne les empêche de modifier les lois sous leur contrôle. L’organisation de référendums, par exemple, permet aux dirigeants de prolonger leur mandat, plutôt que d’organiser une élection qui donnerait l’occasion à l’opposition de s’organiser et de faire campagne sur tout ce qui va mal dans le pays. Islam Karimov, de l’Ouzbékistan, et son équivalent au Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, ont utilisé cette méthode pour demeurer en poste. Noursoultan Nazarbaïev est d’ailleurs le seul président qu’a connu le pays depuis son indépendance en 1990.

Pour maintenir l’apparence de démocratie, des élections s’imposent à l’occasion, mais celles-ci sont souvent avancées ou organisées à des dates irrégulières pour déstabiliser l’opposition. Quant aux élections dites « normales », elles consacrent la plupart du temps les dirigeants avec un fort pourcentage d’appuis de la population, ce qui s’accompagne de soupçons de fraude électorale tant du côté de l’opposition que de la communauté internationale, dont les observateurs peuvent rarement surveiller le scrutin.

En Guinée équatoriale, par exemple, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo est réélu chaque sept ans depuis 1979 avec 93 % à 99 % des voix. Il est par ailleurs le neveu d’un ancien président de la République, Francisco Macías Nguema, écarté du pouvoir par un groupe de militaires appuyés par l’actuel dirigeant. Les coups d’État sont fréquents pour remplacer des régimes autoritaires qui vivent sous le commandement de l’armée ou de la police.

**Une histoire de famille**

Dictature rime aussi moins souvent que par le passé avec monarchie. La dernière monarchie absolue d’Afrique se trouve au Swaziland, où le roi Mswati III dirige le pays depuis 1986, choisi par son père qui régnait avant lui. Une histoire de famille qui perdure depuis 1885.

En Corée du Nord, Kim Jong-un a lui-même obtenu le pouvoir après son père, Kim Jong-il, qui avait succédé au sien, et ainsi de suite. « *C’est un cas plutôt aberrant que celui d’une dynastie communiste qui prévoit déjà leur fils comme remplaçant*, juge André Laliberté*. Mais c’est un problème qui existe même dans les démocraties.*» Au Gabon, où [la réélection d’Ali Bongo est contestée](http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/800481/gabon-reelection-ali-bongo-fraude-opposition-jean-ping) depuis août 2016, le pouvoir reste entre les mains d’une même famille. Ali Bongo et son père cumulent d'ailleurs 40 ans à la tête du pays.

**Les pires des pires**

Ces 12 pays ont obtenu les pires résultats des 50 pays non libres où les droits politiques et les libertés civiles sont quasi inexistants.

1 Erythrée

2 Turkménistan  
3 Tibet

4 Syrie  
5 Soudan  
6 Somalie  
7 Sahara occidental  
8 République centrafricaine  
9 Ouzbékistan  
10 Guinée équatoriale  
11 Corée du Nord  
12 Arabie saoudite

Source : Freedom House

**Comment vivent les peuples soumis à des régimes autoritaires ?**

« *Il y a plus de systèmes démocratiques qu’avant, mais des élus avec un bâillonnement d’opposition, ça existe. Là, maintenant, il y a des élections, mais on s’arrange pour que l’opposition ne soit pas très présente* », critique la directrice générale d’Amnistie internationale pour le Canada francophone, Béatrice Vaugrante. Son organisation soutient la population civile qui subit au quotidien les contrecoups de la « non-démocratie » et attire l’attention de la communauté internationale sur les problèmes engendrés.  
  
« *Ce sont surtout les mouvements d’opposition qui subissent des arrestations et, en général aussi, les médias suivent, alors que les journalistes en prennent pour leur grade et se font arrêter, juger et inculper* », ajoute Béatrice Vaugrante. Le printemps dernier, en Gambie, le chef du plus grand parti d’opposition, Ousainou Darboe, et 18 autres personnes ont été condamnés à la prison pour s’être opposés au régime de Yahya Jammeh, qui contrôle le pays depuis 20 ans. Le cas du Soudan est également vivement dénoncé par Amnistie internationale, puisque son dirigeant Omar El-Béchir est accusé par la Cour pénale internationale de crimes contre l’humanité. Cette mise en accusation ne l’empêche pas pour autant de maintenir son emprise sur le pays depuis 1989. « *Le développement économique se fait au nom du musellement de la liberté d’expression. Ça n’empêche pas les pays d’évoluer économiquement parlant, mais sous le joug d’une liberté d’expression complètement muselée* » explique Béatrice Vaugrante.

Le bilan en matière de droits de la personne – la liberté d’expression, de religion, d’association et de circulation – est donc très peu reluisant dans les pays où sont établis des régimes autoritaires. Ces droits ne sont tout simplement pas respectés dans une longue liste dressée par l’organisme. « *C’est la misère. Il y a des inégalités assez flagrantes* » dans ces pays, se désole Mme Vaugrante, alors que les populations y vivent dans un climat de peur. La peine de mort est parfois encore courante, comme c’est le cas en Arabie saoudite. Là-bas, et sous d’autres régimes autoritaires, les droits des femmes sont en outre hautement limités. L’homosexualité est aussi largement criminalisée autant en Russie qu’en Afrique.

Ces situations sont cependant mieux rapportées qu’auparavant. « *La société civile est vibrante. Elle bouge, s’organise. Les jeunes ont accès à des technologies* [qui permettent d’exposer les violations] *à leurs risques et périls. Ils prennent d’énormes risques en s’opposant au pouvoir*», reconnaît Béatrice Vaugrante. « *Vous et moi aussi, on peut agir*, assure-t-elle. *C’est à nous de demander des comptes* [...] *Le but, c’est de faire la lumière sur ces situations*. »

Béatrice Vaugrante déplore cependant que l’Occident se taise trop souvent devant les injustices commises ailleurs dans le monde. « *Un régime autoritaire commence à l’être [aux yeux des médias] au moment où il y a une répression sanglante* », explique à son tour le professeur au département de philosophie de l’Université de Montréal, Christian Nadeau. C’est la raison pour laquelle, selon lui, énormément de régimes autoritaires passent sous le radar.

**Les grandes démocraties complices de l’autoritarisme**

Vivre dans une démocratie ne devrait pas donner bonne conscience, ajoute celui qui s’intéresse aux théories de la démocratie. Le Canada, les États-Unis et plusieurs pays d’Europe collaborent avec des régimes autoritaires. La vente d’armes ou d’autres équipements militaires est un exemple parmi tant d’autres. Il y a un intérêt de la communauté internationale pour que ces pays demeurent sous des régimes autoritaires, selon Christian Nadeau. « *Si ces pouvoirs se maintiennent en place sur des dizaines d’années, c’est aussi parce qu'ils ont des appuis de nos soi-disant démocraties, qui, à l’extérieur de leurs frontières, vont contribuer au maintien en place de régimes très autoritaires.* » explique le professeur de philosophie à l’Université de Montréal

Paradoxalement, c’est aussi l’Occident qui permet souvent de mettre en lumière les dictateurs qui sévissent dans le monde, selon Noomane Raboudi, professeur en études politiques à l’Université d’Ottawa. « *Malheureusement, dans les soixante dernières années, on a fait en quelque sorte le choix de soutenir les statu quo pour un semblant de stabilité. On a préféré soutenir des dictateurs qui sont capables de maintenir un minimum de stabilité et de sécurité* », poursuit-il. Aucune démocratie n’est exemplaire à ce niveau-là, croit aussi André Laliberté de l’Université d’Ottawa. « *Les démocraties occidentales sont coupables, par exemple, de ne pas vouloir dénoncer les violations des droits de la personne dans des pays comme l’Arabie saoudite ou en Chine, parce que ce n’est pas bon pour les affaires* » ajoute le professeur en études politiques. « *Il y a, d’une part l’indifférence des gouvernements pour des raisons d’intérêts commerciaux, renchérit-il. Mais ce qui est d’autant plus inquiétant, c’est qu’une importante fraction de la population soutient des gens qui ont le tempérament autoritaire. Des politiciens qui sont prêts à faire fi des libertés civiques et de la liberté de presse pour faire avancer leurs politiques anti-immigration ou contre le libre-échange. Ce que je crains, c’est que la situation va empirer avant de s’améliorer.*»

Dans son rapport annuel, Freedom House indique d’ailleurs que « *l’incapacité de l’Europe à répondre à la crise migratoire*» générée par l’instabilité politique au Moyen-Orient « *est devenue le prétexte utilisé par les politiciens populistes pour s'opposer à l’Union européenne et les valeurs libérales qu’elle représente.*»

## Quand on est libre que dans sa tête…

Derrière des barreaux   
Pour quelques mots   
Qu'il pensait si fort   
Dehors il fait chaud   
Des milliers d'oiseaux   
S'envolent sans effort   
  
Quel est ce pays   
Où frappe la nuit   
La loi du plus fort ?   
Diego, libre dans sa tête   
Derrière sa fenêtre   
S'endort peut-être...   
  
Et moi qui danse ma vie   
Qui chante et qui rit   
Je pense à lui   
  
Diego, libre dans sa tête   
Derrière sa fenêtre   
Déjà mort peut-être…

*Diego libre dans sa tête*, **Michel Berger** (1983)

## Disparus…

Le 24 mars 1976, un coup d’état militaire instaure en Argentine la dictature la plus cruelle de l’histoire du pays, le « Processus de réorganisation nationale » (1976-1983), comme la baptisèrent les militaires. Le « Processus » se distinguait de toutes les dictatures du passé argentin par la perpétration systématique et massive de *disparitions*. Le nombre de disparitions enregistrées est de 8.960 — dont la plupart eurent lieu dans les deux premières années —, mais ce chiffre augmente si l’on ajoute une partie importante des 1.787 morts dans les hypothétiques affrontements (faux pour la plupart d’entre eux) et les morts dans de fausses « fuites ». Le Processus se distingue par l’organisation d’une structure clandestine d’enlèvement, de captivité clandestine, de torture et d’assassinat des individus censés être « subversifs ». Soustraites au monde commun et privées de tous leurs droits, les victimes passaient leurs derniers jours, semaines ou mois de vie en tant que « disparus » à la merci de leurs bourreaux. Après l’exécution, la disparition continuait car les bourreaux s’occupaient aussi de faire disparaître les cadavres.

**« Le mensonge organisé pendant la dernière dictature argentine.   
Penser la société argentine avec Hannah Arendt », Lucas G. Martin dans *Tumultes* 2008**/1 (n° 30), p. 195

## Brésil : des centaines d'établissements en grève face aux coupes budgétaires

**Par Sarah Cozzolino** pour [RFI](http://www.rfi.fr/auteur/rfi/) Publié le 16-05-2019

Des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues, mercredi 15 mai 2019 au Brésil, pour manifester contre les coupes budgétaires dans l’éducation. Des centaines d’établissements étaient en grève suite à l’annonce récente du gel de 30% des subventions aux universités fédérales et à la suppression de milliers de bourses d’études. C’est le premier mouvement national depuis la prise de pouvoir du président d’extrême droite, Jair Bolsonaro.  
  
« *Il y a de l’argent pour les* [milices](http://www.rfi.fr/emission/20190402-milices-gagnent-terrain-bresil), *mais pas pour l’éducation* », dénonce la foule de manifestants dans le centre de Rio. Pour Alana Couto, étudiante en pharmacie à l’université fédérale Fluminense, les coupes budgétaires auront des conséquences pour tous les Brésiliens. « *Ça va affecter directement le fonctionnement de l’université, mais aussi des services qu’elle fournit à la population, comme la clinique ou encore la pharmacie universitaire. Ce sera une grande perte pour les habitants. On doit lutter contre ça* », estime la jeune femme.

Pour justifier ces coupes, le gouvernement accuse les universités publiques d’entretenir un « marxisme culturel ». Une rhétorique qui inquiète Eugenio Cruz, professeur de droit. « *Ce gouvernement veut en finir avec la diversité des opinions, qui est l’essence de la démocratie. Il veut imposer une pensée unique* », dénonce ce dernier.

Depuis le Texas, où il recevait un prix ce mercredi, [Jair Bolsonaro](http://www.france24.com/fr/20181025-bresil-portrait-jair-bolsonaro-elu-extreme-droite-militaire-general-mourao-lula) a qualifié les manifestants d’« idiots utiles ». Alors Marcelo Cunha, chercheur en épistémologie, a décidé de défiler pour la première fois depuis la prise de pouvoir du président brésilien.

« *On n’en est qu’au cinquième mois de ce gouvernement,* dit-il, *et on se demande ce qui va encore pouvoir nous arriver. On pense au gâchis qui peut être fait jusqu’à la fin de son mandat.* »

## Chine : l’avènement de l’empereur Xi, aux pouvoirs sans partage

**Editorial du *Monde*. 2 mars 2018**

L’annonce du projet de supprimer la limite de deux mandats à la tête de la Chine renforce encore la concentration des pouvoirs et l’opacité mises en place par Xi Jinping depuis son accession au pouvoir.

Il fut un temps, pas si lointain, où le président Xi Jinping promenait sur un parterre de PDG admiratifs un regard bienveillant de libre-échangiste radieux. C’était en janvier 2017, et l’Occident avait envie d’y croire. Donald Trump prenait ses quartiers à la Maison Blanche, au terme d’une campagne virulente qui avait voué aux gémonies multilatéralisme et mondialisation. Le président chinois, lui, prononçait à Davos le discours que l’on aurait aimé entendre d’un président américain. Il se posait en champion des valeurs d’un monde ouvert, et son auditoire était conquis.

Treize mois plus tard, la magie a disparu. Le vrai visage de Xi Jinping n’est plus celui du défenseur enthousiaste du libre-échange heureux, mais celui d’un dirigeant aspirant à un pouvoir personnel sans limites. Dimanche 25 février, l’agence officielle Xinhua a annoncé que le Parti communiste chinois (PCC) proposait d’abandonner la règle de la limite de deux mandats consécutifs pour le poste de chef de l’Etat, poste que M. Xi occupe depuis 2013. En clair, l’abandon de cette règle permettra à son actuel titulaire, qui est aussi secrétaire général du PCC et président de la commission militaire centrale, de se maintenir à la tête de l’Etat au-delà de 2023, lorsque prendra fin son deuxième mandat. Ses deux autres fonctions n’étant pas statutairement limitées dans le temps, Xi Jinping, 64 ans, peut ainsi imaginer conserver indéfiniment tous les leviers du pouvoir en régnant sur l’Etat, le parti et l’armée.

Dans un pays de 1,4 milliard d’habitants qui est déjà la deuxième économie mondiale, cela fait beaucoup pour un seul homme. Deng Xiaoping, le père de la réforme, avait quelque raison d’introduire la limite à deux mandats, dans les années 1980 : le long règne de Mao, de 1949 jusqu’à sa mort, en 1976, et les tragédies de la Révolution culturelle avaient montré les dérives du pouvoir illimité. Il fallait à la Chine, pensait Deng, une « *direction collective* », pour prévenir « *la concentration excessive du pouvoir* ».

**Emprise personnelle**

Xi Jinping rompt avec cette sage doctrine. Loin de démocratiser la Chine, ses réformes vont toutes   
dans le même sens, celui de l’opacité et de la concentration du pouvoir. Le 19e congrès du PCC, en octobre 2017, avait déjà consolidé son emprise personnelle sur l’organisation en associant son nom et sa théorie politique à la constitution du parti : sa « *Pensée sur le socialisme aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère* » est désormais la doctrine officielle.

Le numéro un chinois contrôle aussi de la manière la plus ferme qui soit les médias et l’éducation. Les dissidents sont pourchassés sans pitié. Les modes d’expression liés à Internet font l’objet d’une vigilance particulière. Les avancées technologiques chinoises, notamment dans le domaine de l’intelligence artificielle, lui permettent une surveillance de plus en plus sophistiquée de ses concitoyens.

Quelques optimistes feront valoir que dans un pays aussi peuplé, transformé par des mutations aussi gigantesques, la stabilité du pouvoir peut présenter des avantages. Pour les démocraties occidentales, l’autoritarisme désormais sans limites de Xi Jinping, ajouté à celui de Vladimir Poutine, qui s’apprête à entamer son quatrième mandat, enterre l’illusion post-guerre froide selon laquelle l’ouverture économique mène à la démocratie. Mais là n’est pas le plus grave : le vrai danger de ces régimes pour le monde est celui de leur nationalisme, défendu d’une main de fer.

## La Corée du Nord, modèle de dictature

**In *Je voulais juste vivre*, Yeonmi Park, 2015, prologue**

Je suis reconnaissante de deux choses : être née en Corée du Nord, et avoir fui la Corée du Nord. Ces deux événements ont modelé ma vie et je ne voudrais pas les échanger contre une existence ordinaire et paisible. Toutefois, mon histoire, comment je suis devenue celle que je suis aujourd’hui, ne se résume pas à ça.

Tout comme des dizaines de milliers de Nord-Coréens, j’ai fui mon pays et je me suis installée en Corée du Sud, nation qui voit encore en nous des concitoyens, comme si une frontière fermée et près de soixante-dix ans de conflits et de tensions ne nous avaient jamais séparés.

Nord-Coréens et Sud-Coréens partagent le même héritage ethnique, et parlent la même langue – si ce n’est qu’au Nord, il n’existe pas de mots pour des concepts comme les « centres commerciaux », la « liberté », ou même « l’amour », en tout cas pas tels que le reste du monde les conçoit. Le seul véritable « amour » que nous pouvons exprimer est celui pour les Kim, dynastie de dictateurs à la tête de la Corée du Nord depuis trois générations. Le régime bloque toute information extérieure, les vidéos et les films, et brouille les fréquences radio. Il n’y a pas d’Internet ni de Wikipédia. Les seuls livres disponibles sont remplis de propagande nous assenant que nous habitons le meilleur pays du monde, même si au moins la moitié des Nord-Coréens vit dans une pauvreté extrême et que beaucoup souffrent de malnutrition chronique.

Mon ancien pays ne se nomme même pas Corée du Nord, il se proclame *Chosun* – la vraie Corée -, paradis socialiste parfait où vingt-cinq millions de gens ne vivent que pour servir le Chef Suprême, Kim Jong-un. Beaucoup d’entre nous qui avons fui sont appelés des « transfuges » car en refusant notre destin, en refusant de mourir pour le Dirigeant, nous avons déserté et failli à notre devoir. Le régime nous considère comme des traîtres. Si j’essayais de revenir, je serais exécutée.

# Grands repères : histoire, histoire des idées, philosophie politique

## Le miracle grec

[**https://www.franceculture.fr**/emissions/le-journal-de-la-philo/les-femmes-et-la-vie-ordinaire](https://www.franceculture.fr/emissions/le-journal-de-la-philo/les-femmes-et-la-vie-ordinaire) - 2018

**Qu’est-ce que le miracle grec, cette époque bénie des dieux qui est à l’origine et au fondement de notre civilisation ? A propos du livre de François Hartog, intitulé *Partir pour la Grèce, Pourquoi nous avons toujours besoin des Anciens.***

**La découverte de l’Acropole**

Cette expression de « miracle grec » est apparue pour la première fois sous la plume d’Ernest Renan, en 1883, dans son ouvrage Souvenirs d’enfance et de jeunesse. Se remémorant son premier voyage à Athènes et la découverte de l’Acropole, il y écrit, je cite : « Depuis longtemps je ne croyais plus au miracle, dans le sens propre du mot, cependant la destinée unique du peuple juif, aboutissant à Jésus et au christianisme, m'apparaissait comme quelque chose de tout à fait à part. Or voici qu'à côté du miracle juif venait se placer pour moi le miracle grec, une chose qui n'a existé qu'une fois, qui ne s'était jamais vue, qui ne se reverra plus, mais dont l'effet durera éternellement, je veux dire un type de beauté éternelle, sans nulle tâche locale ou nationale ». Cet étonnement ou même cet éblouissement lié à la découverte de la citadelle antique, c’est aussi celui de Sigmund Freud, qui, en 1936, dans une lettre adressée à Romain Rolland écrit, je cite : « L’après-midi de notre arrivée, quand je me trouvai sur l’Acropole et que j’embrassai le paysage du regard, il me vint subitement cette étrange idée : ainsi tout cela existe réellement comme nous l’avons appris à l’école ! » Et c’est vrai, non seulement tout cela a existé, au passé, mais tout cela existe réellement, au présent.

**Partir pour la Grèce**

Car tout ce qui a été dit ou fait sur cette terre de sublime et d’incomparable a été dit ou fait pour la première fois par les Grecs de l’Antiquité. Homère, les Ioniens, les Éléates, les Pythagoriciens, les atomistes et les sophistes, Socrate, Platon, Aristote, Eschyle, Sophocle, Thucydide, Euripide, Aristophane, les temples, les dieux, l’art oratoire, la guerre, l’amour, la démocratie. C’est ça le miracle grec et bien d’autres choses encore. Quand je dis bien d’autres choses encore, c’est parce que l’Antiquité grecque n’a cessé, elle-même, de voyager et de traverser les époques. C’est ce que raconte le livre de François Hartog, intitulé *Partir pour la Grèce, Pourquoi nous avons toujours besoin des Anciens*.

**La Grèce comme construction et objet de désir**

En attendant de prendre un billet – de préférence sans retour – pour Athènes, lisez François Hartog. Car s’il y a la Grèce des ruines et des églises, du retsina qu’on boit le matin et de l’ouzo qu’on boit le soir, il y a aussi la Grèce comme construction, comme représentation, comme objet de savoir, de désir et de nostalgie.

Hartog prévient dès la préface, pour les Européens, la Grèce n’est pas un héritage donné, c’est une longue histoire d’appropriations successives. Les Romains ont eu besoin des Grecs pour se définir et se penser autrement que des barbares hellénisés ou des Grecs barbarisés. Au couple Grecs/Barbares est ensuite venu s’ajouter le couple chrétiens/païens, où le Grec est tantôt l’annonciateur de l’Évangile, tantôt l’incroyant auquel il faut s’opposer. Vient ensuite le couple des Anciens et des Modernes qui s’écharpe entre partisans de l’*imitatio* et ceux de la *renovatio*. Paradoxalement, la rupture introduite par les Modernes donnera naissance à l’obsession de la *restituio*, la restitution des textes, des monuments, des statues, de toutes les collections antiques afin de créer les premiers musées. Rupture qui n’empêchera pas l’Allemagne, l’Angleterre ou encore la France de continuer à cultiver ses hellénistes et, par moments, venir s’abreuver au sein d’Athènes pour repenser son histoire, se réinventer une trajectoire, se redonner du sens.

**Pourquoi nous avons toujours besoin des Anciens**

Chacun des chapitres de l’ouvrage d’Hertog répond à une question précise.  
Le premier s’interroge sur le destin des études classiques, à la fois discipline et plus que discipline, dont la transmission est nécessaire pour s’exercer au décentrement, se déprendre pour mieux se comprendre. Le deuxième propose une enquête sur l’invention, par les Grecs, de l’histoire comme objet et comme discipline. Vient ensuite une enquête passionnante consacrée au Barbare, cette figure inventée à Athènes qui n’a cessé de rôder dans toute l’Europe, au moins jusqu’au XVIIIème siècle. Hertog présente ensuite plusieurs façons modernes de partir pour la Grèce : avec Paul Ricoeur, l’historien des religions Mircea Eliade, les historiens Moses Finley et Claude Mossé. Les deux derniers chapitres, enfin, évoquent la Grèce « à la française » qui, sur un peu plus d’un siècle, va de Fustel de Coulanges à Jean-Pierre Vernant. Qui sommes-nous ? D’où venons-nous ? Où allons-nous ? Voilà quelques questions simples auxquelles l’ouvrage de François Hartog Partir pour la Grèce. Pourquoi nous avons besoin des Anciens, réédité en poche chez Flammarion, permet d’apporter quelques réponses. C’est aussi ça le miracle grec.

## La démocratie, à l'origine...

**Par Odile Tresch**. Article paru dans la *Revue des deux mondes*, janvier 2012.

Dans nos mentalités contemporaines occidentales, l’idée d’élection rejoint celle de démocratie, où sont défendus liberté d’expression, suffrage universel et droit de vote, qui accordent à chaque citoyen électeur le pouvoir de désigner, aux diverses fonctions de direction de son pays, les représentants de son choix. Remontons donc à la source de la démocratie pour tenter de comprendre comment est née l’idée d’élection et surtout comment elle était pensée à son origine…

À quiconque nous poserait la question « où est née la démocratie ? », sans hésitation aucune répond-on : « dans la Grèce antique ! ». « Le berceau de la démocratie », telle est, en effet, l’expression fréquemment utilisée pour désigner la Grèce, plus précisément l’Athènes de l’époque dite communément « classique », où l’on s’accorde à penser que naquit ce régime politique original et idéal, par lequel le pouvoir (*kratos*) est donné au peuple (*dèmos*). La Grèce actuelle porte, d’ailleurs, le nom de *Elliniki dhimocratia*, à proprement traduire par « Démocratie hellénique » ; de notre côté, nous l’appelons « République hellénique », l’alignant sur notre « République française », ce qui montre bien que coïncident, dans nos façons de penser, « république » (du latin *respublica* « l’affaire du peuple ») et « démocratie », qui renvoient, l’une et l’autre, aux valeurs de liberté et d’égalité chères aux deux nations. Par leur histoire, les Français s’unissent autour des idéaux de « Liberté, égalité, fraternité », les Grecs autour de leur devise *Eleftheria i thanatos* (« La liberté ou la mort »).   
  
Dans le fameux discours que prononça le non moins fameux Périclès à titre d’éloge funèbre en l’honneur des premiers morts de la guerre du Péloponnèse (Ve siècle av. J.-C.) et qui nous a été transmis par l’historien Thucydide, le chef politique athénien évoque ce régime spécial, ce qui en fait sa particularité et sa haute valeur paradigmatique :  
  
« Dans nos institutions politiques [politéia], nous ne cherchons pas à copier les lois des autres peuples ; nous servons de modèle [paradeigma], au lieu d’imiter autrui. Le nom de notre gouvernement est démocratie, parce que le pouvoir relève non du petit nombre [oligous] mais de la multitude [pleious]. Dans les différends entre particuliers, il y a pour tous égalité devant la loi : quant à la considération, elle s’attache au talent dans chaque genre, et c’est bien moins le rang qui décide de l’élection aux emplois publics que les mérites personnels ; la pauvreté, une condition obscure ne sont pas un empêchement, du moment que l’on peut rendre quelque service à l’État. Pleins de franchise et de droiture dans l’administration des affaires publiques, nous ne portons pas, dans le commerce journalier de la vie, un œil soupçonneux sur les affaires d’autrui ; nous ne nous irritons pas contre notre semblable, s’il accorde quelque chose à son plaisir ; nous savons lui épargner cet aspect dur et sévère qui, sans être une peine, n’en est pas moins blessant. Sans rudesse dans nos relations privées, nous nous conformons aux lois dans nos actes publics, surtout par respect pour elles ; nous obéissons aux magistrats, quels qu’ils soient, aux lois en vigueur, surtout à celles établies dans l’intérêt des opprimés, et à celles qui ne sont pas écrites, il est vrai, mais à la violation desquelles la honte a été attachée d’un commun accord. (1) »

**La démocratie : tous électeurs... ou tous élus ?**

Comment faire pour que le pouvoir relève du plus grand nombre ? Telle est la question première, cruciale et délicate, qu’il fallait absolument résoudre pour sortir de la violente et longue crise qui, opposant le peuple à la riche minorité détentrice de tous les pouvoirs, minait la cité, au début du VIe siècle avant notre ère. Ce fut Solon qui signa la ﬁn de cette guerre civile grâce aux diverses réformes qu’il mit en place, notamment l’abolition des dettes et une nouvelle répartition des classes censitaires. Dans *la Constitution d’Athènes* (2), précieux traité datant des environs de 330 av. J.-C., découvert tardivement et édité pour la première fois en 1891, son auteur (on dira, par commodité, Aristote) retrace l’histoire des différentes Constitutions athéniennes et dit qu’avec Solon commença la démocratie. Disparue sous la tyrannie de Pisistrate, elle réapparaît, renforcée, grâce aux réformes de Clisthène (508 av. J.-C.) s’efface à nouveau après les guerres médiques, où le pouvoir fut octroyé à l’Aréopage, pour revenir entre les Quatre Cents (411 av. J.-C.) et la tyrannie des Trente et des Dix (404 av. J.-C.). Ensuite se mit en place le régime qui est celui sous lequel vit Aristote, et qui est le plus démocratique dans le sens où il accorde les plus grands pouvoirs à la masse populaire. « Car le peuple s’est rendu maître de tout, et tout est réglé par les décrets et les tribunaux où le peuple est souverain (*Constitution d’Athènes, XLI*). » La souveraineté du peuple est donc une souveraineté active et actée par chacun des individus qui sont ce peuple. Athènes se dit d’ailleurs « les Athéniens » et, pour eux, la cité, en tant que tout, est par essence composée d’entités différentes. Que toute société est fondée sur la différenciation est précisément une déﬁnition de base que rappelle Aristote, au deuxième livre de ses Politiques (3) : « *une cité n’est pas formée d’individus semblables »* (ou *gar ginetai polis ex homoiôn*), et « *les éléments d’où doit résulter une unité sont spéciﬁquement différents* ». Le régime de la *polis* doit donc rendre compte de chacun des individus qui la constituent. Selon Aristote, comme il est évident que tous les hommes ne peuvent être au pouvoir en même temps, la solution est qu’ils se succèdent, et donc soient, tour à tour, gouvernants et gouvernés.   
  
Dans la démocratie athénienne, tout citoyen a donc le droit et le pouvoir d’être élu. Être élu, c’est-à-dire participer activement aux affaires de la cité, voilà ce qui semble être la déﬁnition originellement la plus juste du citoyen, avant même celle qui est devenue la nôtre « élire », à quoi équivaut – se résume, pourrait-on presque dire – pour nous accomplir notre devoir de citoyen. Cette différence de perspective, peu remarquée, est pourtant frappante quand on aborde les textes politiques grecs, pour peu qu’ôtant nos lunettes teintées par nos déﬁnitions actuelles, on les lise avec un œil vierge. Elle est intéressante car elle permet d’expliquer et de rendre parfaitement logique l’existence d’éléments de la culture politique de l’Athènes antique qui ont beaucoup intrigué, voire choqué. Ainsi en est-il du mode d’élection par tirage au sort.

**Une culture de l’élection par tirage au sort**

Aussi surprenant que ce phénomène puisse paraître à nos yeux, le mode électoral le plus démocratique est le tirage au sort. « *Il est démocratique que les magistratures soient attribuées par tirage au sort, et oligarchique qu’elles soient issues d’un choix de vote* », déclare Aristote (*Politiques*, *IV,* 9). Et, en effet, dans la *Constitution d’Athènes*, la liste des fonctions auxquelles on accède par tirage au sort est très longue. En voici un extrait (XLIII, et sqq.) :  
  
« [...] tous les magistrats de l’administration ordinaire sont désignés par le sort, excepté le trésorier des fonds militaires, les administrateurs du fonds des fêtes et l’intendant du service des eaux qui sont élus à main levée et restent en charge d’une fête des Panathénées à la fête suivante. Toutes les fonctions militaires sont également données à l’élection. Le Conseil est désigné par le sort : il se compose de cinq cents membres, cinquante par tribu. Chaque tribu exerce la prytanie à son tour, dans l’ordre ﬁxé par le sort [...]. Les trésoriers d’Athéna sont au nombre de dix, tirés au sort, un par tribu [...]. Viennent ensuite les dix vendeurs, désignés par le sort, un par tribu [...]. Il y a dix receveurs généraux tirés au sort, un par tribu [...]. Sont encore tirés au sort dix auditeurs de comptes par le Conseil en son sein, pour recevoir à chaque prytanie les comptes des magistrats. Il tire également au sort dix redresseurs, un par tribu, et deux assesseurs pour chacun. Le sort désigne également : dix commissaires pour l’entretien des temples [...], dix commissaires de police [...], dix inspecteurs des marchés [...], dix inspecteurs des mesures [...], dix commissaires du commerce des grains [...], dix inspecteurs du corps marchand [...]. On désigne aussi par le sort les Onze, qui ont à s’occuper de ceux qui sont dans la prison [...]. Sont aussi tirés au sort les Quarante – à raison de quatre par tribu –, à qui ressortissent les autres actions civiles [...]. On a encore recours au sort pour les charges suivantes : cinq agents voyers auxquels il est prescrit d’entretenir les routes [...], dix auditeurs des comptes et dix substituts qui les assistent [...], le secrétaire de prytanie [...], les dix commissaires pour les sacriﬁces [...], les neuf archontes (les six thesmothètes, l’archonte, le roi et le polémarque), et les maîtres des jeux. »  
  
Cette pratique s’est même élargie au fur et à mesure de la démocratisation de la Constitution, comme l’atteste l’évolution du mode d’élection de plusieurs charges, par exemple le secrétariat de prytanie. Chargé des écritures publiques, cet élu occupe une fonction importante et prestigieuse. À l’époque d’Aristote, il est désigné par le sort ; auparavant, il l’était par vote à main levée, qui « *y portait les citoyens les plus illustres et les plus dignes de la conﬁance du peuple* » (*Constitution d’Athènes, LIV*).

Ce système largement privilégié a l’avantage aussi évident pour eux qu’hallucinant pour nous de permettre à tout citoyen de participer activement et directement aux affaires collectives. Comme l’observe José Antonio Dabdab Trabulsi (4), à propos du Conseil composé de 500 membres, 50/tribus :

« Comme il était composé par tirage au sort, et comme les permanences étaient déﬁnies par tirage au sort et qu’on ne pouvait être membre du Conseil plus de deux fois dans la vie, une part considérable de citoyens athéniens ont été membres du Conseil et, parmi ceux-ci, la majeure partie l’ont même présidé un jour (et donc présidé la République des Athéniens). »  
  
La chose est si singulière à nos yeux que l’on a mis du temps à comprendre la fonction d’étranges blocs en marbre comportant des rainures disposées en lignes et colonnes : il s’agit, en réalité, d’appareils à tirage au sort, *klèrôtèria*, dans lesquels on insérait des plaquettes (*pinakia*), retrouvées en grand nombre, sur lesquelles étaient inscrits les noms des citoyens. Un système de tubes permettait d’introduire des dés blancs et noirs, qui tombaient devant les colonnes et déterminaient, par leur couleur, si les citoyens dont les plaquettes s’y trouvaient était retenus ou non pour la charge en question (5). Un exemplaire d’un *klèrôtèrion* en marbre ﬁgure au musée de l’Agora (voir photo en fin d'article).   
  
L’élection par tirage au sort est, en fait, une pratique très ancienne et bien antérieure à la démocratie : dans l’*Iliade* et l’*Odyssée*, il s’agit de la technique utilisée pour choisir quel héros assumera telle mission, quelle qu’elle soit. C’est que s’en référer au sort a une signiﬁcation très profonde pour les Grecs, là où nous voyons superstition, jeu de hasard, et « lotocratie ». S’en remettre au destin (6), c’est laisser agir cette force d’intelligence structurante qui donne sens et harmonie à l’univers et à tout ce qui le compose. « Obtenir par tirage au sort tel poste ou telle fonction » se dit d’ailleurs *lagkhanein*, qui renvoie à Lachésis, l’une des trois Moires, ﬁlles de Zeus et de Thémis, divinités de la destinée qui assignent à chacun son lot de vie. Au-delà de l’aspect « religieux », le sens qu’il faut y voir est celui de la répartition des fonctions et des honneurs à chacun, telle qu’elle donne cohérence et unité à l’ensemble que constitue l’univers dans la Théogonie d’Hésiode, l’un des textes fondamentaux si l’on veut comprendre la pensée grecque. Y est afﬁrmée, grâce à l’exemple de Zeus, dont la puissance est précisément de répartir avec justice les honneurs spéciﬁques à chaque être naissant dans ce poème narrant la généalogie du monde en même temps que celle des dieux, l’idée que chacun a, au sein du tout, une place différente et de valeur égale. L’égalité vient de la différence et de la reconnaissance de cette différence. Pensée que l’on retrouve dans la déﬁnition, citée plus haut, que donne Aristote de la *polis*.   
  
Que cette pratique pré-démocratique soit précisément la plus démocratique a beaucoup gêné, mais sa logique est naturelle si elle est combinée à la deuxième caractéristique de la démocratie, l’absence de cens : « *il est démocratique que les magistratures ne dépendent pas d’un cens, et comme oligarchique qu’elles dépendent d’un cens* » (Aristote, *Politiques, IV*, 9).  Voilà les deux conditions d’un processus électoral démocratique : le tirage au sort parmi tous les citoyens. On comprend dès lors mieux la composition même du corps électoral : si celui-ci est pensé d’abord pour que le maximum de citoyens puissent remplir les fonctions institutionnelles, il est « évident » que n’en font pas partie les personnes dont la place, dans le système de la Grèce antique, est ailleurs et la fonction autre : tel est le cas des femmes, des hommes jeunes, des métèques (étrangers), et des esclaves. Cet état de fait a beaucoup choqué... et a peut-être fait oublier que le droit de vote des Françaises n’a pas encore fêté ses soixante-dix ans, alors même que leur fonction sacrée de protection du vivant, qui déﬁnit l’identité féminine en Grèce antique ainsi que dans bien d’autres peuples, leur a été retirée depuis fort longtemps. Quant aux conditions d’accès au vote des étrangers, il s’agit là de questions éminemment délicates et toujours en grande partie, de nos jours, irrésolues.

**L’élection par vote à main levée : l’action directe du citoyen**

Les seules fonctions données à ce qui correspond à notre concept d’élection sont les fonctions militaires, qui exigent des compétences particulières. Ainsi en est-il des dix stratèges (7), élus à main levée par le peuple, qui, régulièrement, vote pour les conﬁrmer dans leurs charges s’il estime qu’ils s’en acquittent correctement. L’Assemblée du peuple, *ekklèsia*, est sans doute l’organe démocratique le plus célèbre. Au IVe siècle avant Jésus-Christ, elle réunissait quarante fois par an les Athéniens désireux de participer à la vie politique. Tous ne venaient évidemment pas et l’on raillait volontiers l’Assemblée déserte ou ennuyeuse : la liberté de la démocratie est aussi celle de ne pas être obligé de participer à ce qui est mis en place. Il n’empêche que le citoyen qui avait envie de prendre part aux décisions de sa cité pouvait se rendre à ces réunions politiques majeures et bénéﬁcier d’une indemnité lui permettant de laisser son travail en suspens (le *misthos*) [institué par Périclès vers 450 av. J.-C.]. Réunions politiques majeures, certes, car non seulement chacun pouvait s’exprimer librement par la parole – c’est la fameuse *isègoria*, l’égalité de parole – mais on y votait aussi, à main levée, des décisions sur des questions extrêmement diverses, qui pouvaient être anodines (petites dépenses) comme capitales (vote de décrets importants, ostracisme, c’est-à-dire exil d’un homme politique devenu dangereux pour la communauté). Dans la majorité des cas, le vote de l’Assemblée relève de ce qui pour nous est de l’ordre du référendum. L’élection désigne rarement un homme : elle approuve ou rejette une proposition.

**La liberté en partage...**

Comme l’a écrit Aristote : « *Le principe de base de la Constitution démocratique, c’est la liberté (c’est, en effet, ce qu’on a coutume de dire, parce que c’est seulement dans une telle Constitution que les citoyens ont la liberté en partage ; c’est à cela, en effet, que tend, dit-on, toute démocratie) et l’une des formes de la liberté, c’est d’être tout à tour gouverné et gouvernant* » (*Politiques, VI*, 2).  
  
Le mieux, même, ajoute-t-il, serait de n’être gouverné par personne, ou sinon de l’être à tour de rôle. Il semble bien que l’Assemblée permette à l’Athénien gouverné de l’être un peu moins et d’être un peu plus gouvernant. L’élection est donc plus qu’une liberté d’expression : c’est une liberté d’action et de co-action avec ses concitoyens, en partage et construction commune.

**Past is past ?**

Cette culture politique de participation directe et dirigeante, active et concrète, semble, soudainement, bien éloignée de la nôtre… Dans l’Antiquité déjà, des questions soulevées laissaient entrevoir que ce système, où les dirigeants sont tirés au sort parmi tous les citoyens et les décisions soumises au vote direct du corps électoral, se modiﬁerait largement. L’incompétence des élus tirés au sort est dénoncée par de nombreux penseurs. « *Les rois, les magistrats, disait Socrate, ce ne sont pas ceux qui tiennent un sceptre, ni ceux qui ont été élus par les premiers venus, ni ceux qui ont été tirés au sort, ni ceux qui ont usé de force ou de tromperie, mais ceux qui savent commander* » (Xénophon, *Mémorables III*, 9-10). Les fonctions politiques requièrent des savoirs et qualités qui ne sont pas affaire de tous, c’est ce que défend également Platon, dont l’idéal est de voir à la tête de la cité un philosophe-roi. Aristote tente de trouver un juste équilibre entre qualité du dirigeant et respect du droit de vote de chacun : cette Constitution sera un mélange entre l’oligarchie et démocratie. « *Il sera donc aristocratique et propre au gouvernement constitutionnel de prendre chacun des deux côtés : à l’oligarchie, le fait d’avoir des magistratures électives, à la démocratie l’absence de cens* » (*Politiques, IV*, 9). Il conseille aussi d’imiter le gouvernement de Tarente, où les magistratures sont divisées en deux, les unes sont électives, les autres tirées au sort : « *tirées au sort pour que le peuple y ait part, électives pour avoir un meilleur gouvernement* » (*Politiques, VI*, 5). Du reste, ces observations montrent d’elles-mêmes que l’efﬁcacité « religieuse » ou symbolique du tirage au sort n’était déjà plus comprise, ce qui laissait présager sa disparition.   
Quant à l’élection à vote majoritaire en place à l’Assemblée et aussi dans ces grands jurys populaires que forment les tribunaux, elle est également remise en question. Car le concept de « majorité » n’est pas une exclusivité de la démocratie. Aristote le rappelle : « La déﬁnition même de l’aristocratie, c’est l’excellence, alors que celle de l’oligarchie c’est la richesse et celle de la démocratie la liberté. Mais l’opinion de la majorité l’emporte dans tous les régimes, car en oligarchie, en aristocratie et en démocratie, l’opinion de la majorité de ceux qui participent au gouvernement, c’est elle qui est souveraine » (*Politiques, IV*, 8). Et ce qui est interrogé est la composition du groupe qui effectue ce vote : le vote par majorité ne devient-il pas injuste à partir du moment où existent des inégalités numériques entre sous-groupes d’électeurs ?

Est-ce à dire que ces façons de penser l’élection sont mortes ? Pas vraiment, si l’on en croit ces initiatives de démocraties participatives qui ﬂeurissent actuellement en Europe, et qui montrent, du même coup, qu’ « étudier des pratiques du passé peut être un moyen intéressant de renouveler des pratiques présentes, en montrant que, dans certains contextes, un autre chemin est possible » (8).

Laissons donc le mot de la ﬁn à Aristote, pour nous guider sur cet autre chemin : « *il y a danger à élire les magistrats sur une liste de gens déjà élus. Si, en effet, un certain nombre, même limité, de citoyens décident de se coaliser, les élections seront perpétuellement soumises à leur volonté* » (*Politiques II*, 6). À bons entendeurs-électeurs...

Notes :  
1. Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse* (la traduction ici est celle de Jean Voilquin, Garnier-Flammarion, 1966).   
2. Aristote, *Constitution d’Athènes* (la traduction ici est celle de Georges Mathieu et Bernard Houssoulier, Les Belles Lettres, 1996).   
3. Aristote, *Les Politiques* (la traduction utilisée ici est celle de Pierre Pellegrin, Garnier-Flammarion, 1993).   
4. José Antonio Dabdab Trabulsi, *Participation directe et démocratie grecque : une histoire exemplaire ?* Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, p. 13.   
5. Paul Demont, « Tirage au sort et démocratie en Grèce ancienne », *La Vie des idées*, 22 juin 2010. http://www.laviedesidees.fr/Tirage-au-sort-et-democratie-en.html   
6. Odile Tresch, « Le destin dans la Grèce antique », in *Revue des Deux Mondes*, janvier 2009, p. 130-137.   
7. Marcel Piérart, « À propos de l’élection des stratèges athéniens », *Bulletin de correspondance hellénique*, n° 98, 1, 1974, p. 125-146.   
8. Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, op. cit.

## Liberté en démocratie : commander et obéir à tous

Le principe de base de la constitution démocratique, c’est la liberté [c’est, en effet, ce qu’on a coutume de dire, parce que c’est seulement dans une telle constitution que les citoyens ont la liberté en partage ; c’est à cela, en effet, que tend, dit‑on, toute démocratie], et l’une des formes de la liberté, c’est d’être tour à tour gouverné et gouvernant.

En effet, le juste, selon la conception démocratique, c’est que chacun ait une part égale numérique­ment et non selon son mérite, et avec une telle conception du juste il est nécessaire que la masse soit souveraine, et ce qui semble bon à la majorité sera quelque chose d’indépassable, et c’est cela qui sera le juste, car ils disent qu’il faut que chaque citoyen ait une part égale. De sorte que, dans les démocraties, il se trouve que les gens modestes ont la souveraineté sur les gens aisés ; ils sont en effet plus nombreux, et c’est l’opinion de la majorité qui est souveraine. [...] Ces bases étant posées, c’est‑à-­dire le principe de la démocratie étant celui qu’on vient de dire, voici les traits carac­téristiques du régime populaire : choix de tous les magistrats parmi tous les citoyens ; gouvernement de chacun par tous et de tous par chacun à tour de rôle ; tirage au sort des magistratures, soit de toutes, soit de toutes celles qui ne demandent ni expérience ni savoir ; magistratures ne dépendant d’aucun cens ou d’un cens très petit ; impossibilité pour un même citoyen d’exercer, en dehors des fonctions mili­taires, deux fois la même magistrature, ou seulement un petit nombre de fois et pour un petit nombre de magistratures ; courte durée des magistratures, soit toutes, soit toutes celles pour lesquelles c’est possible ; fonctions judiciaires ouvertes à tous, tous jugeant de tout, ou des causes les plus nombreuses, les plus importantes et les plus décisives, par exemple la vérification des comptes, les affaires politiques, les contrats privés ; souveraineté de l’assemblée dans tous les domaines, aucune magistrature ne l’emportant en aucun domaine, ou seulement en très peu de domaines, ou souverai­neté de l’assemblée sur les affaires les plus importantes.[...] Telles sont donc les caractéristiques communes aux démocraties.

**Aristote**,   
***Les Politiques***, [350‑322 av. J.‑C], livre VI, chap. 2. Garnier‑Flammarion,1993, pp. 417‑120

## Le principe de représentation et le rôle de l’Etat

Les humains en multitude forment une personne *une* quand ils sont représentés par un seul homme ou par une seule personne, en sorte que cela se fasse avec le consentement de chacun des individus particuliers de cette multitude. En effet, c’est *l’unité* du représentant, non *l’unité* du représenté qui fait la personne *une*. Le représentant est le support de la personne et il n’est le support que d’une seule personne : *l’unité* dans une multitude ne peut s’entendre d’une autre manière.

Puisque la multitude est par nature non pas une mais multiple, on ne peut comprendre ceux qui la composent comme s’ils ne formaient qu’un unique auteur, mais plutôt comme étant les multiples auteurs de ce que dit et fait, en leur nom, celui qui les représente. Tous lui ont donné pouvoir et il les représente tous en commun et chacun en particulier, et toutes les actions accomplies par lui sont, pour chacun d’entre eux, les siennes propres dans le cas où ils lui ont donné pouvoir sans restriction. Dans le cas contraire, quand ils bornent l’objet et l’étendue du pouvoir de celui qui les représente, aucun d’entre eux ne considère les actes accomplis par le représentant en dehors de la commission qu’il a reçue d’eux comme étant les siens propres.

Si le représentant se compose de plusieurs hommes, la voix du plus grand nombre est considérée comme la voix de tous.

**Thomas Hobbes,** *Le Léviathan*, 1651, Partie II, Chapitre 16

C’est là l’étendue de la confiance qu'une société a placée en ceux qui la gouvernent, et que les lois de Dieu et de la nature ont donné au pouvoir législatif de chaque État, quelque forme de gouvernement qui y soit établie.

La première restriction est qu'ils gouverneront selon les lois établies et publiées, non par des lois muables et variables, suivant les cas particuliers ; qu'il y aura les mêmes règlements pour le riche et pour le pauvre, pour le favori et le courtisan, et pour le bourgeois et le laboureur.

La seconde, que ces lois et ces règlements ne doivent tendre qu'au bien public.

La troisième, qu'on n'imposera point de taxes sur les biens propres du peuple, sans son consentement, donné immédiatement par lui-même ou par ses députés. Cela regarde proprement et uniquement ces sortes de gouvernements, dans lesquels le pouvoir législatif subsiste toujours et est sur pied sans nulle discontinuation, ou dans lesquels du moins le peuple n'a réservé aucune partie de ce pouvoir aux députés, qui peuvent être élus, de temps en temps, par lui-même.

En quatrième lieu, que le pouvoir législatif ne doit conférer, à qui que ce soit, le pouvoir de faire des lois ; ce pouvoir ne pouvant résider de droit que là où le peuple l'a établi.

**John Locke**, *Second Traité du Gouvernement Civil*, 1689, Chapitre XI

# L’autorité est-elle en crise ?

## S’intéresser au concept d’autorité

La théorie d’Aristote rend donc compte de l’autorité du Chef de bande. Et elle permet aussi d'expliquer la parenté entre cette Autorité et ce que nous avons appelé ses « variantes ». C'est clair pour l'Autorité du Supérieur sur ces Inférieurs. Le Directeur et l'Officier voient plus loin que l'Employé et le Soldat : ils ont des données sur l'avenir, ils conçoivent les plans et les projets, tandis que les inférieurs ne voient que les données immédiates, les besoins du jour. Même si les Supérieurs ne font que transmettre les ordres venus de haut lieu, ils les connaissent *avant* leurs Inférieurs et bénéficient donc d'une *prescience* par rapport à eux.

De même pour l'Autorité du Maître sur l'Elève : l’élève renonce aux réactions contre les actes du Maître, parce qu'il pense que ce dernier est déjà là où lui-même ne va arriver que plus tard : il est *en avance* sur lui. Même remarque pour l'Autorité du Savant, du Technicien, etc. il voit le fond des choses là où l’inculte ne voit que la surface : ils voient donc mieux que ce dernier, ils ont une vue plus large et plus profonde de la chose. D'où leur possibilité de prévoir les événements, ce qui a toujours confirmé (voire créé) l'Autorité des Savants. Enfin, l'Autorité du Devin, du Prophète, de l'Oracle, etc., est un exemple particulièrement frappant d'Autorité conforme à la théorie d'Aristote : l'Autorité incontestable du Devin, de l'Oracle est un cas pur de l'autorité du Chef.

Par contre, la théorie d'Aristote ne rend pas compte de l'Autorité du Maître sur l'Esclave, comme l’a très bien montré Hegel. Il n'a rien à voir non plus avec l'autorité de Père et de Juge. […]

Voyons donc ce qu'est *la théorie platonicienne* de l'autorité. Pour Platon, toute Autorité est - ou, du moins, aurait dû être - fondée sur la Justice ou l'Equité. Toutes les autres formes d'Autorité sont illégitimes. Ce qui veut dire, pratiquement, pas stables, non durables, passagères, éphémères, accidentelles. Ce ne sont que des pseudo-autorités. En réalité, tout pouvoir qui ne repose pas sur la Justice ne repose pas non plus sur une Autorité au sens propre du terme. Il ne se maintient que grâce à la force (à la « terreur »). Or un tel maintien est nécessairement précaire.

Il n'y a pas de doute que cette théorie est fausse dans son exclusivité. L'Autorité du Maître ou du Chef, en tant que telle, n'a évidemment rien à voir avec la Justice. Et l’Autorité du Père est elle aussi indépendante du fait qu'il incarne ou non la Justice. Pour le voir il suffit de signaler qu'il y ait des conflits entre l'obéissance filiale et le sentiment de la justice. Et un ordre du Père peut être exécuté sans discussion (sans réaction), même s'il est contraire à ce que le fils croît être juste. Il en va de même dans le cas du Maître et du Chef.

Mais, d’autre part, le fait même de l'existence de tels conflits prouve que la Justice peut fonder une autorité sui generis, capable de contrebalancer, voire de détruire, l'autorité de Maître, de Chef, ou de Père. (Les exemples sont trop nombreux et connus pour qu'il vaille la peine de les citer).

La Justice peut donc servir de base à une autorité *sui generis*, et Platon a seulement eu tort de nier l'existence indépendante de trois autres types d'Autorité.

Relevons la légende (rapportée par Hérodote, I, 96-100) relative à la naissance de la monarchie chez les Mèdes. Les Mèdes vivaient dans l’anarchie (dans l’état de Nature, dira-t-on plus tard) où régnait l’injustice absolue (le *bellum omnium contra omnes* de Hobbes). L’un d’entre eux (qui aspirait par ambition au pouvoir) se mit à pratiquer la justice. Les autres vinrent lui soumettre leurs différends, qu’il jugeait en arbitre respecté. Les clients devenant trop nombreux, il refuse de les recevoir tous, disant qu’il doit s’occuper aussi de ses propres affaires. Alors les Mèdes le choisissent pour Roi, afin de le décharger des soucis personnels. Après être devenu roi, il demande « des gardes pour affermir son

pouvoir ». Les ayant obtenus, « il continua à observer la justice, mais il y joignit la sévérité », en poursuivant les coupables, même si personne ne le lui demandait. (Autrement dit, d’arbitre qu’il était, il est devenu juge et procureur.)

Ce n’est là, certes, qu’une légende. Mais elle montre qu’il n’est pas contraire à la psychologie de fonder un pouvoir et, par suite, une Autorité absolus sur la seule Justice. Et, puisqu’il suffit qu’une Autorité soit reconnue pour qu’elle existe en fait, il est en principe possible que l’Autorité de la Justice devienne une Autorité totale (et, par suite, un pouvoir absolu) comme le voulait Platon.

Certes, en fait, le pouvoir politique a rarement eu la Justice pour base : si cet élément intervenait, il était toujours accompagné d'autres (Autorité de Chef, de Maître ou de Père) et dominé par eux. Mais il n'en reste pas moins que la Justice peut être un des éléments de l'Autorité totale. Il y a donc un type pur et irréductible d'Autorité, qu'on peut appeler l'Autorité de Juge.

En effet, l'Autorité d'un Juge ne peut pas être expliquée autrement que par la théorie de Platon. Il est évident que le principe de la Justice ou Equité entre aussi dans les types d'Autorité que nous avons énumérée sous le nom de variantes du type « pur » de l'Autorité de Juge.

Certes, le Juge proprement dit est un fonctionnaire qui dépend d'un pouvoir politique, c'est-à-dire d'un État, et qui le présuppose (cf. la légende citée par Hérodote). Pour être vraiment un Juge, il doit être secondé par la force et s'appuie sur des lois reconnues par un État. Autrement dit, son pouvoir est complexe et son Autorité même semble impliquer nécessairement d'autres éléments encore que celui de Justice (celui du chef par exemple). Mais il n'en reste pas moins que l'Autorité en quelque sorte personnelle du juge tient uniquement à son « équité » étant ainsi un cas pur d'Autorité de la Justice.

***La notion de l’autorité* de Alexandre Kojève** (1942) (pp. 75-79)

## L’autorité politique

**Article *in* L’Encyclopédie (1751) de Denis Diderot**

Aucun homme n'a reçu de la nature le droit de commander aux autres. La liberté est un présent du Ciel, et chaque individu de la même espèce a le droit d'en jouir aussitôt qu'il jouit de la raison. Si la nature a établi quelque autorité, c'est la puissance paternelle : mais la puissance paternelle a ses bornes ; et dans l'état de nature, elle finirait aussitôt que les enfants seraient en état de se conduire. Toute autre autorité vient d'une autre origine que la nature. Qu'on examine bien et on la fera toujours remonter à l'une de ces deux sources : ou la force et la violence de celui qui s'en est emparé ; ou le consentement de ceux qui y sont soumis par un contrat fait ou supposé entre eux et celui à qui ils ont déféré l'autorité.

La puissance qui s'acquiert par la violence n'est qu'une usurpation et ne dure qu'autant que la force de celui qui commande l'emporte sur celle de ceux qui obéissent ; en sorte que, si ces derniers deviennent à leur tour les plus forts, et qu'ils secouent le joug, ils le font avec autant de droit et de justice que l'autre qui le leur avait imposé. La même loi qui a fait l'autorité la défait alors : c'est la loi du plus fort.

Quelque fois l'autorité qui s'établit par la violence change de nature ; c'est lorsqu'elle continue et se maintient du consentement exprès de ceux qu'on a soumis : mais elle rentre par-là dans la seconde espèce dont je vais parler et celui qui se l'était arrogée devenant alors prince cesse d'être tyran.

La puissance, qui vient du consentement des peuples, suppose nécessairement des conditions qui en rendent l'usage légitime, utile à la société, avantageux à la république, et qui la fixent et la restreignent entre des limites ; car l'homme ne doit ni ne peut se donner entièrement et sans réserve à un autre homme, parce qu'il a un maître supérieur au-dessus de tout, à qui seul il appartient tout entier. C'est Dieu, dont le pouvoir est, toujours immédiat sur la créature, maître aussi jaloux qu'absolu, qui ne perd jamais de ses droits et ne les communique point. Il permet pour le bien commun et pour le maintien de la société que les hommes établissent entre eux un ordre de subordination, qu'ils obéissent à l'un d'eux ; mais il veut que ce soit par raison et avec mesure, et non pas aveuglément et sans réserve, afin que la créature ne s'arroge pas les droits du Créateur. Tout autre soumission est le véritable crime de l'idolâtrie. Fléchir le genou devant un homme ou devant une image n'est qu'une cérémonie extérieure, dont le vrai Dieu qui demande le cœur et l'esprit ne se soucie guère et qu'il abandonne à l'institution des hommes pour en faire, comme il leur conviendra, des marques d'un culte civil et politique, ou d'un culte de religion. Ainsi ce ne sont point ces cérémonies en elles-mêmes, mais l'esprit de leur établissement, qui en rend la pratique innocente ou criminelle. Un Anglais n'a point de scrupule à servir le roi le genou en terre ; le cérémonial ne signifie que ce qu'on a voulu qu'il signifiât, mais livrer son cœur, son esprit et sa conduite sans aucune réserve à la volonté et au caprice d'une pure créature, en faire l'unique et le dernier motif de ses actions, c'est assurément un crime de lèse-majesté divine au premier chef. […]

## L’obéissance des peuples d’Europe

**Dans Les Lettres persanes (1721), Montesquieu offre une réflexion sociale et politique pleine d’esprit. Sous prétexte d’un roman épistolaire répondant au goût de l'Orient et des voyages à la mode au début du XVIIIe siècle, l’auteur dessine une vive critique de la société française du début du XVIIIe siècle. Dans cette lettre 104, apparait l’admiration du baron pour le peuple britannique qui a su instaurer une monarchie constitutionnelle (1689), au sein de laquelle le roi voit son pouvoir soumis au contrôle du Parlement.**

**Lettre CIV, Usbek au même**

Tous les peuples d’Europe ne sont pas également soumis à leurs princes : par exemple, l’humeur impatiente des Anglais ne laisse guère à leur roi le temps d’appesantir son autorité ; la soumission et l’obéissance sont les vertus dont ils se piquent le moins. Ils disent là-dessus des choses bien extraordinaires. Selon eux, il n’y a qu’un lien qui puisse attacher les hommes, qui est celui de la gratitude : un mari, une femme, un père et un fils ne sont liés entre eux que par l’amour qu’ils se portent, ou par les bienfaits qu’ils se procurent, et ces motifs divers de reconnaissance sont l’origine de tous les royaumes et de toutes les sociétés.

Mais, si un prince, bien loin de faire vivre ses sujets heureux, veut les accabler et les détruire, le fondement de l’obéissance cesse : rien ne les lie, rien ne les attache à lui ; et ils rentrent dans leur liberté naturelle. Ils soutiennent que tout pouvoir sans bornes ne saurait être légitime, parce qu’il n’a jamais pu avoir d’origine légitime. Car nous ne pouvons pas, disent-ils, donner à un autre plus de pouvoir sur nous que nous n’en avons nous-mêmes. Or nous n’avons pas sur nous-mêmes un pouvoir sans bornes : par exemple, nous ne pouvons pas nous ôter la vie. Personne n’a donc, concluent-ils, sur la terre un tel pouvoir.

Le crime de lèse-majesté n’est autre chose, selon eux, que le crime que le plus faible commet contre le plus fort en lui désobéissant, de quelque manière qu’il lui désobéisse. Aussi le peuple d’Angleterre qui se trouva le plus fort contre un de leurs rois, déclara-t-il que c’était un crime de lèse-majesté à un prince de faire la guerre à ses sujets. Ils ont donc grande raison quand ils disent que le précepte de leur Alcoran qui ordonne de se soumettre aux puissances n’est pas bien difficile à suivre, puisqu’il leur est impossible de ne le pas observer ; d’autant que ce n’est pas au plus vertueux qu’on les oblige de se soumettre, mais à celui qui est le plus fort.

Les Anglais disent qu’un de leurs rois, ayant vaincu et fait prisonnier un prince qui lui disputait la couronne, voulut lui reprocher son infidélité et sa perfidie : *"Il n’y a qu’un moment,* dit le prince infortuné, *qu’il vient d’être décidé lequel de nous deux est le traître."*

Un usurpateur déclare rebelles tous ceux qui n’ont point opprimé la patrie comme lui ; et, croyant qu’il n’y a pas de lois là où il ne voit point de juges, il fait révérer comme des arrêts du ciel les caprices du hasard et de la fortune.

**De Paris, le 20 de la lune de Rébiab 2, 1717, Montesquieu, *Lettres persanes***, L. 104, 1721.

## Une question de détachement

***Le Savant et le Politique*. C’est le titre donné à un célèbre ouvrage de Max Weber qui contient deux conférences données en 1919, l’une sur « Le métier et la vocation de savant », l’autre sur « Le métier et la vocation d’homme politique ». Max Weber différencie la posture du savant de celle de l’acteur politique.**

Quelles sont maintenant les joies intimes que la carrière politique peut donner à celui qui l’embrasse et quelles conditions préalables faut-il lui supposer ?

Eh bien ! Elle procure d’abord le sentiment de la puissance. La conscience d’exercer une influence sur les autres humains, le sentiment de participer au pouvoir et surtout la conscience d’être du nombre de ceux qui tiennent en main un nerf important de l’histoire en train de se faire, peuvent élever l’homme politique professionnel, même celui qui n’occupe qu’une position modeste, au-dessus de la banalité de la vie quotidienne. Mais il se pose à ce propos la question suivante : quelles sont les qualités qui lui permettent d’espérer d’être à la hauteur du pouvoir qu’il exerce (si petit soit-il), et par conséquent à la hauteur de la responsabilité que ce pouvoir lui impose ? Cette question nous conduit dans la sphère des problèmes éthiques. En effet, c’est à cet ordre d’idées qu’appartient la question : quel homme faut-il être pour avoir le droit d’introduire ses doigts dans les rayons de la roue de l’histoire ?

On peut dire qu’il y a trois qualités déterminantes qui font l’homme politique : la passion, le sentiment de la responsabilité, le coup d’œil. Passion au sens d’ *« objet à réaliser »*, c’est-à-dire dévouement passionné à une *« cause »*, au dieu ou au démon qui en est le maître. Cela n’a rien à voir avec cette conduite purement intérieure que mon regretté ami Georges Simmel avait l’habitude d’appeler une *« excitation stérile »*, conduite particulière à une certaine sorte d’intellectuels, de préférence russes (pas tous, il est vrai), et qui fait actuellement fureur dans nos milieux d’intellectuels obnubilés par ce carnaval que l’on a décoré du nom pompeux de *« révolution » [Ce texte date de 1917].* Tout cela n’est que *« romantisme de ce qui est intellectuellement intéressant »*, d’où le sentiment objectif de la responsabilité est absent. Ce n’est qu’un sentiment qui tourne à vide. En effet la passion seule, si sincère soit-elle, ne suffit pas. Lorsqu’elle est au service d’une cause sans que nous fassions de la responsabilité correspondante l’étoile polaire qui oriente d’une façon déterminante notre activité, elle ne fait pas d’un homme un chef politique. Il faut enfin le coup d’œil qui est la qualité psychologique déterminante de l’homme politique. Cela veut dire qu’il doit posséder la faculté de laisser les faits agir sur lui dans le recueillement et le calme intérieur de l’âme et par conséquent savoir maintenir à distance les hommes et les choses. *« L’absence de détachement » [Distanz]* comme telle est un des péchés mortels de l’homme politique. Si jamais on inculquait à notre jeune génération d’intellectuels le mépris à l’égard du détachement indispensable, on la condamnerait à l’impuissance politique. Le problème suivant se pose alors : comment peut-on faire cohabiter dans le même individu la passion ardente et le froid coup d’œil ?

On fait la politique avec la tête et non avec les autres parties du corps ou de l’âme. Et pourtant, si le dévouement à une cause politique est autre chose qu’un simple jeu frivole d’intellectuel, mais une activité menée avec sincérité, il ne peut avoir d’autre source que la passion et il devra se nourrir de passion. Mais ce pouvoir de dompter son âme avec énergie, qui caractérise l’homme politique passionné et qui le distingue du simple dilettante de la politique gonflé uniquement d’excitation stérile, n’a de sens qu’à la condition d’acquérir l’habitude du détachement – dans tous les sens du mot. Ce que l’on appelle la *« force »* d’une personnalité politique signifie en tout premier qu’elle possède cette qualité.

**Max Weber, *Le savant et le politique*, 1919.**

## L’autorité naturelle

**Claude Gueux est un court roman de Victor Hugo paru en 1834. L’homme de lettres, qui est contre la peine de mort, y dénonce les conditions de détention et la disproportion entre peines et délits. L’auteur questionne les rôles et les devoirs de la société face au criminel. Victor Hugo conclut cette œuvre par :**

*« Cette tête de l’homme du peuple, cultivez-la, défrichez-la, arrosez-la, fécondez-la, éclairez-la, moralisez-la, utilisez-la ; vous n’aurez pas besoin de la couper. »*

Au bout de quelques mois, Claude s’acclimata à l’air de la prison, et parut ne plus songer à rien. Une certaine sérénité sévère, propre à son caractère, avait repris le dessus. Au bout du même espace de temps à peu près, Claude avait acquis un ascendant singulier sur tous ses compagnons. Comme par une sorte de convention tacite, et sans que personne sût pourquoi, pas même lui, tous ces hommes le consultaient, l’écoutaient, l’admiraient et l’imitaient, ce qui est le dernier degré ascendant de l’admiration. Ce n’était pas une médiocre gloire d’être obéi par toutes ces natures désobéissantes. Cet empire lui était venu sans qu’il y songeât. Cela tenait au regard qu’il avait dans les yeux. L’œil de l’homme est une fenêtre par laquelle on voit les pensées qui vont et viennent dans sa tête.

Mettez un homme qui contient des idées parmi des hommes qui n’en contiennent pas, au bout d’un temps donné et par une loi d’attraction irrésistible, tous les cerveaux ténébreux graviteront humblement et avec adoration autour du cerveau rayonnant. Il y a des hommes qui sont fer et des hommes qui sont aimant. Claude était aimant.

En moins de trois mois donc, Claude était devenu l’âme, la loi et l’ordre de l’atelier. Toutes ces aiguilles tournaient sur son cadran. Il devait douter lui-même par moments s’il était roi ou prisonnier. C’était une sorte de pape captif avec ses cardinaux.

Et, par une réaction toute naturelle dont l’effet s’accomplit sur toutes les échelles, aimé des prisonniers, il était détesté des geôliers. Cela est toujours ainsi. La popularité ne va jamais sans la défaveur. L’amour des esclaves est toujours doublé de la haine des maîtres.

[…] Nous avons déjà parlé du directeur des ateliers. Cet homme, haï des prisonniers, était souvent obligé, pour se faire obéir d’eux, d’avoir recours à Claude Gueux qui en était aimé. Dans plus d’une occasion, lorsqu’il s’était agi d’empêcher une rébellion ou un tumulte, l’autorité sans titre de Claude Gueux avait prêté main-forte à l’autorité officielle du directeur. En effet, pour contenir les prisonniers, dix paroles de Claude valaient dix gendarmes. Claude avait maintes fois rendu ce service au directeur. Aussi le directeur le détestait-il cordialement. Il était jaloux de ce voleur. Il avait au fond du cœur une haine secrète, envieuse, implacable, contre Claude, une haine de souverain de droit à souverain de fait, de pouvoir temporel à pouvoir spirituel.

Ces haines-là sont les pires.

***Claude Gueux* de Victor Hugo** (1834)

## L’autorité ne ressemble en rien à de la coercition

Puisque l’autorité requiert toujours l’obéissance, on la prend souvent pour une forme de pouvoir ou de violence. Pourtant l’autorité exclut l’usage de moyens extérieurs de coercition ; là où la force est employée, l’autorité proprement dite a échoué.

L’autorité, d’autre part, est incompatible avec la persuasion qui présuppose l’égalité et opère par un processus d’argumentation. Là où on a recours à des arguments, l’autorité est laissée de côté. Face à l’ordre égalitaire de la persuasion, se tient l’ordre autoritaire, qui est toujours hiérarchique.

S’il faut vraiment définir l’autorité, alors ce doit être en l’opposant à la fois à la contrainte par force et à la persuasion par arguments. (La relation autoritaire entre celui qui commande et celui qui obéit ne repose pas sur une raison commune ni sur le pouvoir de celui qui commande ; ce qu’ils ont en commun, c’est la hiérarchie elle-même, dont chacun reconnaît la justesse et la légitimité, et où tous deux ont d’avance leur place fixée.) Ce point est historiquement important ; un aspect de notre concept de l'autorité est d'origine platonicienne, et quand Platon commença d'envisager d'introduire l'autorité dans le maniement des affaires publiques de la *polis*, il savait qu'il cherchait une solution de rechange aussi bien à la méthode grecque ordinaire en matière de politique intérieure, qui était la persuasion (*peithein*), qu'à la manière courante de régler les affaires étrangères, qui était la force et la violence (*bia*).

Historiquement, nous pouvons dire que la disparition de l'autorité est simplement la phase finale, quoique décisive, d'une évolution qui, pendant des siècles, a sapé principalement la religion et la tradition. De la tradition, de la religion, et de l'autorité (dont nous discuterons plus tard les liens), c'est l'autorité qui s'est démontrée l'élément le plus stable. Cependant, avec la disparition de l'autorité, le doute général de l'époque moderne a envahi également le domaine politique où les choses non seulement trouvent une expression plus radicale, mais acquièrent une réalité propre au seul domaine politique. Ce qui jusqu'à présent, peut-être, n'avait eu d'importance spirituelle que pour une minorité, est maintenant devenu l'affaire de tous. Ce n'est qu'aujourd'hui, pour ainsi dire après coup, que la disparition de la tradition et celle de la religion sont devenues des événements politiques de premier ordre. (…)

***Hannah Arendt, « Qu’est-ce que l’autorité ?*** *» in La Crise de la culture, 1972*

## La vérité sort de la bouche des enfants

**À retrouver dans l'émission sur France Culture (93.5).** [La Transition](https://www.franceculture.fr/emissions/la-transition/saison-24-08-2020-27-06-2021) par [Hervé Gardette](https://www.franceculture.fr/personne/herve-gardette)**, chronique du 10/09/2020 8h50**

**En 68, la jeunesse rejette le monde des adultes. En 2020, elle lui demande sa protection. Ce qui a changé ? La menace du réchauffement climatique.**

Ma fille vient de faire sa rentrée, en classe de terminale. Comme chaque année, cela suppose de sacrifier à quelques rituels, comme par exemple le fait de devoir apposer sa signature de parent au bas des pages du carnet de liaison (autrefois appelé carnet de correspondance).

Je m’apprêtais donc l’autre jour à enchaîner les gribouillis en mode automatique lorsque mon attention fut attirée par une page différente des autres. Sur celle-ci, une image représentant un personnage, parka rouge, jean bleu, bottes en plastique, debout sur un morceau de banquise en phase de décomposition. Et cette phrase, empruntée à Saint-Exupéry : « *Nous n’héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l’empruntons à nos enfants »*.

Je ne sais pas s’il s’agit d’une initiative localisée, ou bien si cette année, tous les carnets de liaison sont du même tonneau, mais je dois dire que cette sentence a immédiatement nourri un profond sentiment de perplexité. Non pas que j’ai quoi que ce soit contre cet auteur ennuyeux qu’est le père du Petit prince, mais je me suis demandé pourquoi avoir glissé, dans un document administratif, ce concentré de moraline (« moraline », terme inventé par Friedrich Nietzsche).

Pourquoi y placer cette phrase, et la soumettre à notre paraphe, si ce n’est pour nous adresser un message culpabilisant, et détourner ainsi l’usage premier de ce carnet, à savoir un outil permettant à l’institution scolaire d’une part, à l’autorité parentale de l’autre, d’exercer leur contrôle sur ces trublions qu’on appelle des enfants, voire pire, des adolescents ?

« *Nous n’héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l’empruntons à nos enfants »* : c’est bien à nous, parents, que cette phrase s’adresse, et j’y vois là à la fois un procédé vénéneux et un signe des temps. Procédé vénéneux en ceci qu’il donne des armes à nos enfants pour se retourner contre nous, à la moindre contrariété. – « Va ranger ta chambre ! » - « Je la rangerai quand tu auras sauvé ma planète ! » Imparable.

On voit de plus en plus d’ailleurs les effets de ce retournement d’autorité en dehors de la sphère familiale. Je vous passe le couplet attendu sur Greta Thunberg. Mais prenons par exemple l’initiative de ces six jeunes Portugais, âgés de 8 à 21 ans, qui viennent d’assigner 33 pays, dont l’ensemble de ceux de l’UE, devant la cour européenne des droits de l’Homme, pour avoir « *échoué à faire leur part afin d’éviter une catastrophe climatique »*.

Initiative isolée ? Que nenni. On apprenait hier qu’une action collective en justice venait d’être déposée en Australie contre le ministre de l’Environnement, cette fois pour empêcher l’extension d’une mine de charbon. Les plaignants ? Un groupe de huit jeunes âgés de 13 à 17 ans (et une nonne !)

A chaque fois, c’est le devoir de protéger qui est mis en avant par ces adolescents pour justifier leurs actions auprès du monde des adultes. Et c’est là qu’on peut sans doute parler d’un ‘signe des temps’. Serions-nous en train de vivre un Mai 68 à l’envers ? A l’époque, la jeunesse se révoltait contre les générations qui l’avaient précédée. Elle les rejetait. Avec le changement climatique, non seulement elle leur demande des comptes, mais elle exige qu’elles assument leurs responsabilités à son égard. C’est sans doute la raison pour laquelle les anciens soixante-huitards sont aussi crispés sur le sujet.

J’avais l’intention de partager mes réflexions avec ma fille, d’autant qu’elle n’aime rien tant que débattre, mais réflexion faite, je les ai gardées pour moi. J’ai trop peur de me faire engueuler.

## Pour aller plus loin

***Entretien avec Fabien Jobard : « Le législateur a consacré l’ascendant de la police sur la jeunesse postcoloniale »***

***Eminent spécialiste des questions policières, le politiste revient sur les spécificités françaises dans les rapports entre les forces de l’ordre et la jeunesse des quartiers populaires issue de l’immigration.***

***Propos recueillis par Anne Chemin***

Directeur de recherche au CNRS, Fabien Jobard est politiste, chercheur au Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales. Il est l’auteur, avec le sociologue Olivier Fillieule, de *Politiques du désordre. La police des manifestations en France* (Seuil, 2020), avec Daniel Schönpflug, de *Politische Gewalt im urbanen Raum* (« violence politique en milieu urbain », Gruyter, 2019, non traduit), avec Jérémie Gauthier, de *Police : questions sensibles* (Presses universitaires de France, 2018) et, avec Jacques de Maillard, de *Sociologie de la police. Politiques, organisations, réformes* (Presses universitaires de France, 2015). Directeur du Groupe européen de recherches sur les normativités, Fabien Jobard publie en septembre une bande dessinée réalisée avec Florent Calvez : de la création des bobbys anglais aux dystopies policières contemporaines, *Global Police. La question policière à travers le monde et l’histoire* (Delcourt/Encrage) interroge la nature et le devenir de nos polices.

**Les événements de Nanterre, qu’il s’agisse de la mort de Nahel M. ou des émeutes qui ont suivi, montrent à quel point les relations entre la police et les jeunes des quartiers populaires sont dégradées. S’agit-il d’une spécificité française ?**

Les événements auxquels nous avons assisté ces derniers jours ne sont pas propres à la France : on en observe de comparables aux Etats-Unis, en Belgique, aux Pays-Bas – parfois au Royaume-Uni ou en Suède. Or, Suède mise à part, ces pays ont en commun une histoire contemporaine marquée soit par la prégnance de l’esclavage des populations noires, soit par la présence d’une population issue des territoires coloniaux. Le contraste avec l’Allemagne est frappant : dans ce pays qui a été privé de ses colonies africaines par le traité de Versailles, en 1919, les tensions avec les populations minoritaires existent mais elles sont bien moins fréquentes et bien moins intenses.

**De quelle manière cette histoire coloniale française pèse-t-elle ?**

La guerre d’Algérie et la colonisation sont à mille lieues des préoccupations des policières et policiers de notre pays : ce ne sont pas eux, individuellement, qui portent cette histoire et la font perdurer. Savoir si les policiers sont racistes ou non n’aide d’ailleurs pas vraiment à comprendre ce qui se joue. Ce qui fait que la police est un lieu de perpétuation du rapport colonial sur notre sol est la collision de deux phénomènes historiques.

Le premier est le fait que les populations issues des territoires nord-africains ont été installées à la va-vite dans des grands ensembles de nos banlieues. Ces villes étaient sous-administrées – pas ou presque pas de police, quelques brigades de gendarmerie, des commissariats isolés. A cette époque, la police faisait avec ce qu’elle avait et, de surcroît, recrutait peu. La doctrine et les chefs disponibles étaient donc ceux des années 1950-1960, ceux de la guerre en métropole, lorsque la gestion des populations nord-africaines reposait sur la mise à distance, le contrôle, l’imposition d’une obligation de déférence permanente – bref, la subordination sous férule policière. Dans un tel schéma, le contrôle d’identité avec fouille est central : c’est l’instrument majeur d’imposition de l’autorité policière comme préalable non négociable.

Une telle gestion des populations subalternes aurait pu s’éteindre peu à peu, silencieusement emportée par la croissance et le renouvellement des générations, tant du côté de la police que du côté de la jeunesse. Mais au milieu des années 1970, la France s’est engagée sur une voie économique singulière, celle de la désindustrialisation – et c’est le second phénomène historique décisif. De 1975 à nos jours, plus de 2 millions d’emplois industriels se sont évaporés : la France est devenue un pays de services et cette mutation a pénalisé en tout premier lieu les jeunes hommes sortis du système scolaire sans qualification – les jeunes femmes s’en sortent mieux. Or, dans quels rangs se recrutent principalement ces jeunes hommes ? Dans ceux des familles les moins favorisées, les moins dotées – les familles immigrées.

C’est un contraste marquant avec la trajectoire historique allemande : l’Allemagne a protégé son industrie. Lorsque les jeunes sortent du système scolaire sans qualification – le système allemand est bien plus soucieux de la formation aux métiers manuels –, une place les attend à l’usine, sur la chaîne, à l’atelier. Outre-Rhin, l’industrie parvient donc à absorber ces « jeunes à problèmes », comme on dit là-bas, comme autrefois Renault et Citroën absorbaient nos blousons noirs.

En France, dès le milieu des années 1970, une population oisive essentiellement formée des jeunes issus de l’immigration coloniale s’est constituée au pied des tours. Cette jeunesse est disponible aux tensions avec la police : de Toumi Djaidja, fils de harki victime, en 1983, un soir de ramadan, aux Minguettes, d’un tir policier dans le ventre alors qu’il tentait de venir en aide à un de ses amis aux prises avec un chien policier, à Nahel, à Nanterre, en 2023, les relations sont explosives. La dynamique socio-économique française a fourni à la police une clientèle, essentiellement issue des populations coloniales, qui est enfermée, avec elle, dans un face-à-face mortifère et sans issue.

**Les pratiques de la police sont encadrées par le droit. Quelle a été l’évolution des textes depuis les années 1970 ?**

Sur ce plan, il est frappant de constater que le droit, notre droit républicain, n’a pas corrigé les pratiques mais les a, au contraire, garanties. Je reprends les contrôles d’identité. Ces pratiques se développaient de manière assez sauvage : le droit positif ne les prévoyait pas. En février 1981, le gouvernement de Raymond Barre a fait adopter une loi décriée par la gauche qui a « créé » les contrôles d’identité (art. 78-2 du code de procédure pénale). En réalité, cette loi consacre ces contrôles : elle « couvre », en quelque sorte, des pratiques dont nos recherches ont démontré qu’elles visent essentiellement la jeunesse postcoloniale. Ce geste, que la gauche n’a pas abrogé, est significatif d’une dynamique qui s’est enclenchée dans d’autres domaines de l’action policière : les pratiques et les perceptions policières ont été relayées par les politiques publiques.

**Quelles étaient ces politiques publiques ?**

A partir des années 1990, une décennie marquée par des émeutes urbaines localisées engendrées par des faits policiers mortels (ou la rumeur de tels faits), deux choix ont été très explicitement arrêtés. Le premier, c’est le renforcement de l’arsenal pénal contre les mineurs auteurs de faits de délinquance de voie publique : les circulaires de politique pénale, puis la loi elle-même, encouragent la fermeté à l’égard de ces jeunes délinquants qui se recrutent essentiellement parmi les jeunes de cité, ce qui vient rétrospectivement légitimer l’action policière à leur égard. La politique pénale est telle qu’aujourd’hui le législateur offre aux policiers la possibilité de sanctionner eux-mêmes des délits par une amende dite « délictuelle ». Or, ces délits étant ceux habituellement commis par les jeunes de cité, ce pouvoir de sanction exorbitant confié par le législateur à la police consacre son ascendant sur cette fraction de la jeunesse.

La seconde trajectoire de politique publique est l’abandon de ce que l’on appelait, il n’y a pas si longtemps encore, les politiques d’accompagnement social de la délinquance. Pour des raisons à la fois idéologiques et budgétaires, les gouvernements successifs ont concentré la dépense publique sur les forces de l’ordre (15 milliards d’euros et 8 500 agents supplémentaires sont prévus dans la loi d’orientation et de programmation du ministère de l’intérieur du 24 janvier 2023) et ont privé les communes et les départements de fonds permettant une action sociale portée par les éducateurs spécialisés, les éducateurs de rue, les travailleurs sociaux. Même les emplois précaires – les emplois-jeunes puis les emplois aidés – ont été supprimés, les premiers sous le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, les seconds sous celui d’Edouard Philippe. J’insiste sur la dimension budgétaire de ces choix : en Allemagne, les communes et l’Etat disposent encore de moyens financiers pour l’action sociale.

**La France pourrait-elle s’inspirer des politiques mises en place en Allemagne ?**

L’Allemagne a perdu ses colonies il y a un siècle, elle n’a pas fait le choix de se défaire de son industrie, elle n’a pas renoncé au social au profit du sécuritaire. Et le caractère décentralisé et régional de la police, qui était une des conditions de la sortie du nazisme en 1945-1949, a fait que « la » police existe à peine en tant qu’institution et, surtout, en tant que groupe d’intérêts. Les syndicats policiers n’y sont pas engagés dans un défi permanent lancé aux politiques et aux magistrats, facteur considérable d’apaisement des passions policières et de discipline dans les rangs. Plus qu’un modèle dont on importerait telle ou telle recette, l’Allemagne offre plutôt un horizon dans lequel s’inscrit la question policière.

Cette question ne pourra pas être dénouée seule : libérer la police française de sa colonialité ne passe pas par je ne sais quelle réforme isolée – type « revenir-à-la-police-de-proximité » – mais par l’investissement massif dans la formation, l’emploi et l’accompagnement social d’une jeunesse que les gouvernements successifs ont bien lâchement confiée aux soins presque exclusifs de la police.

# Critiques et tentations oligarchiques ou populistes

## Athènes, une démocratie qui fait peur

**Pour Platon, la démocratie athénienne (surtout après les réformes de Périclès et le régime des 30 tyrans) ne possède pas une constitution, mais est un « bazar aux constitutions », où chacun choisit de se conduire comme il convient. La démocratie ne peut donc mener qu’au désordre et à l’immoralité, puisque la liberté de tous, qui en est le fondement, est ici entendue en un sens négatif : c’est la « licence » (droit de faire tout ce qu’on veut). La démocratie entraîne inexorablement la tyrannie.**

Eh bien ! A mon avis, la démocratie apparaît lorsque les pauvres, ayant emporté la victoire sur les riches, massacrent les uns, bannissent les autres, et partagent également avec ceux qui restent le gouvernement et les charges publiques ; et le plus souvent ces charges sont tirées au sort. (…) Maintenant, voyons de quelle manière ces gens-là s’administrent, et ce que peut être une telle constitution. Aussi bien est-il que l’individu qui lui ressemble nous découvrira les traits de l’homme démocratique. En premier lieu, n’est-il pas vrai qu’ils sont libres, que la cité déborde de liberté et de franc-parler, et qu’on y a licence de faire tout ce qu’on veut ? Or il est clair que partout où règne cette licence chacun organise sa vie comme il lui plaît. On trouvera donc, j’imagine, des hommes de toute sorte dans ce gouvernement plus que dans aucun autre. Ainsi, il y a chance qu’il soit le plus beau de tous. Comme un vêtement bigarré qui offre toute la variété des couleurs, offrant toute la variété des caractères, il pourra paraître d’une beauté achevée. Et peut-être beaucoup de gens, pareils aux enfants et aux femmes qui admirent les bigarrures, décideront-ils qu’il est le plus beau. Et c’est là qu’il est commode de chercher une constitution, parce qu’on les y trouve toutes, grâce à la licence qui y règne ; et il semble que celui qui veut fonder une cité, ce que nous faisions tout à l’heure, soit obligé de se rendre dans un Etat démocratique, comme dans un bazar de constitutions, pour choisir celle qu’il préfère, et d’après ce modèle, réaliser ensuite son projet. Dans cet Etat, on n’est pas contraint de commander si l’on en est capable, ni d’obéir si l’on ne veut pas, non plus que de faire la guerre quand les autres la font, ni de rester en paix quand les autres y restent, si l’on ne désire point la paix ; d’autre part, la loi vous interdit-elle d’être magistrat ou juge, vous n’en pouvez pas moins exercer ces fonctions, si la fantaisie vous en prend. N’est-ce pas une condition divine et délicieuse au premier abord ? (…) Tels sont les avantages de la démocratie. C’est un gouvernement agréable, anarchique et bigarré, qui dispense une sorte d'égalité aussi bien à ce qui est inégal qu’à ce qui est égal. "

(Suite, 562 b- 564 a) : Mais n’est-ce pas le désir insatiable de ce que la démocratie regarde comme son bien qui perd cette dernière ? I.e., la liberté ? En effet, dans une cité démocratique, tu entendras dire que c’est le plus beau de tous les biens, ce pourquoi un homme né libre ne saurait habiter ailleurs que dans cette cité. (…) Lorsqu’une cité démocratique, altérée de liberté, trouve dans ses chefs de mauvais échansons, elle s’enivre de ce vin pur au-delà de toute décence ; alors, si ceux qui la gouvernent ne se montrent pas tout à fait dociles et ne lui font pas large mesure de liberté, elle les châtie, les accusant d’être des criminels et des oligarques. Et ceux qui obéissent aux magistrats, elle les bafoue et les traite d’hommes serviles et sans caractère. Par contre, elle loue et honore, dans le privé comme en public, les gouvernants qui ont l’air d’être gouvernés et les gouvernés qui prennent l’air d’être gouvernants. N’est-il pas inévitable que dans une pareille cité l’esprit de liberté s’étende à tout ? Qu’il pénètre dans l’intérieur des familles, et qu’à la fin, l’anarchie gagne jusqu’aux animaux ? Que le père s’accoutume à traiter son fils comme son égal et à redouter ses enfants, que le fils s’égale à son père et n’a ni respect ni crainte pour ses parents, parce qu’il veut être libre, que le métèque devient l’égal du citoyen, le citoyen du métèque, et l’étranger pareillement. (…) Or, vois-tu le résultat de tous ces abus accumulés ? Conçois-tu bien qu’ils rendent l’âme des citoyens tellement ombrageuse qu’à la moindre apparence de contrainte ceux-ci s’indignent et se révoltent ? Et ils en viennent à la fin, tu le sais, à ne plus s’inquiéter des lois écrites, afin de n’avoir absolument aucun maître. Eh bien ! c’est ce gouvernement si beau et si juvénile qui donne naissance à la tyrannie. (…) Ainsi, l’excès de liberté doit aboutir à un excès de servitude, et dans l’individu, et dans l’Etat. 

**Platon, *La République*,** VIII, 557b – 558 b.

**Pour le philosophe antique, aristocrate qui a toujours refusé de participer à la vie politique athénienne, la cité idéale, la *Callipolis* se fondant sur la notion de justice et d’intérêt général, serait gouvernée par un système sophocratique donnant le pouvoir politique aux plus sages, aux plus éduqués. Dans *La République*, Platon propose la première utopie du monde des idées politiques.**

## Paix ou démocratie ?

L’expérience paraît enseigner cependant que, dans l’intérêt de la paix et de la concorde, il convient que tout le pouvoir appartienne à un seul. Nul Etat en effet n’est demeuré aussi longtemps sans aucun changement notable que celui des Turcs et en revanche nulles cités n’ont été moins durables que les Cités populaires ou démocratiques, et il n’en est pas où se soient élevées plus de séditions. Mais si la paix doit porter le nom de servitude, de barbarie et de solitude, il n’est rien pour les hommes de si lamentable que la paix.

**Spinoza**, *Traité Politique*, 1677, Chapitre 6

Démocratie comme despotisme

Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie.

Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, prévoyant, régulier et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ?

**Tocqueville**, *De la démocratie en Amérique*, 1840, Ed. Gallimard, 1968

## *La Révolte des masses* de José Ortega y Gasset : le dégoût de la démocratie

**Par Marcela Iacub** in *Le Monde des livres*. Publié le 18 novembre 2010

**En 1930, le philosophe espagnol signait un pamphlet féroce contre la culture de masse. Il nous tend un miroir fascinant.**

Voici un classique de la pensée conservatrice que l'on avait presque oublié, et dont l'humour époustouflant, poétique, justifierait à lui seul cette réédition. *La Révolte des masses*, de José Ortega y Gasset (1883- 1955), parut en Espagne en 1930. La traduction ici reproduite fut publiée chez Stock en 1937. A la différence de l'accueil enthousiaste que connut ce livre en Espagne, en Allemagne et aux Etats-Unis, il fut confiné au silence, en France, pendant quarante ans. C'est Raymond Aron qui le sortit de son inexistence, avec respect mais sans grandiloquence. Certes, avant Aron, Albert Camus avait été ému par Ortega y Gasset, mais il ne réussit pas à convaincre Gallimard de publier les œuvres complètes du philosophe espagnol.

*La Révolte des masses* est un livre contre la démocratie. Plus précisément, l'auteur critique l'irruption des masses dans l'espace public. Le fait que, désormais, chaque voix vaille autant qu'une autre dans la représentation politique, que le débat public soit ouvert à tous, que la liberté de parler soit protégée, tout cela est pour lui la cause d'une dégénérescence culturelle et morale. Ce processus, qui se double d'une croissance économique, démographique et technique inédite dans l'histoire de l'Occident, aurait engendré, selon lui, une nouvelle forme d'humanité : l'"*homme-masse*", ce "*barbare de l'intérieur*" qui a désormais "*le plein pouvoir social*". Cet homme est "*sûr de lui*", "*ingrat envers le passé*", incapable de se soumettre "*à aucun principe supérieur*", en un mot fermé à la vérité.

Selon Ortega y Gasset, la démocratie est un régime incompatible avec la haute culture, les bonnes manières et la moralité. Car "*il n'y a pas de culture là où il n'existe pas le respect de certaines bases intellectuelles auxquelles on se réfère dans la dispute*". Or la démocratie ne se fonde sur aucune vérité transcendante mais sur la souveraineté du peuple. Le vrai et le faux, le beau et le laid, le bien et le mal ne dépendent pas de règles surplombantes auxquelles on puisse se référer, car tout doit être soumis au consensus démocratique. Dès lors, la haute culture ne peut plus faire de l'espace public son terrain d'accueil principal. Elle doit se contenter de cercles plus restreints, plus spécialisés.

**Télé-réalité et dignité**

Telle est donc l'oppression que l'homme-masse fait subir aux minorités cultivées, intelligentes et "*méritantes*". Le scandale que dénonce Ortega y Gasset, ce n'est donc pas la violence de l'Etat contre les idées dissidentes. C'est l'irruption des masses comme productrices légitimes d'idées, d'œuvres, de spectacles. Ce qu'il souhaite, ce n'est pas qu'on permette aux élites de s'exprimer, mais que personne d'autre ne puisse le faire, et que l'espace public leur soit réservé.

Certes, nous, lecteurs de l'an 2010, ne disons plus les choses de cette façon. Nous disons que certaines chansons sont des appels à la violence et non pas des chansons. Nous disons : "*Ceci n'est pas une opinion mais un outrage à la police*." Nous disons que la télé-réalité n'est pas un spectacle mais une atteinte à la dignité humaine. Nous pensons que, sur Internet, les communications ne sont pas des messages mais des déchets.

Mais, au fond, nous avons la même crainte de l'expression publique des masses, et donc de la démocratie, qu'éprouvait Ortega y Gasset en 1930. Ce livre nous permet donc de percevoir le lien qui existe entre, d'un côté, notre façon d'approuver certaines censures, notre mépris de la culture populaire et, de l'autre, les idées que nous nous faisons, sans nous l'avouer, de la démocratie.

Derrière la dénonciation des supposées « dérives » de celle-ci, si caractéristique de nombreux intellectuels français d'aujourd'hui, il y a la nostalgie d'un espace public contrôlé par le Bien, le Vrai et le Beau. Ce livre apparaît ainsi comme un miroir passionnant. Nous pouvons y contempler les impensés de nos débats contemporains. C'est pourquoi il mérite d'être lu.

## Un tiers des Français enclins à essayer un système politique alternatif à la démocratie

**Par Pascal Perrineau** (professeur des universités, responsable du programme Vie politique à Sciences Po). In *Le Monde*. Publié le 7 novembre 2016

**40 % des personnes interrogées dans l’enquête « Les Français, la démocratie et ses alternatives » plébiscitent la participation de tous les citoyens, 20 % un régime autoritaire.**

Après la vague de régimes autoritaires qui recouvrit l’Europe dans les années 1930 et pendant la seconde guerre mondiale, la démocratie revint avec la paix à partir de 1945. La France retrouva alors la République, le parlementarisme et le pluralisme politique. Pourtant, soixante-dix ans plus tard, une grande fatigue démocratique semble saisir des pans entiers de la société française. Cette apparente lassitude se nourrit d’un constat que la démocratie ne fonctionne plus bien aujourd’hui.

57 % des Français interrogés fin octobre considèrent que la démocratie fonctionne mal en France. En termes de dynamique, le constat est encore plus préoccupant puisque 77 % des personnes interrogées pensent que « *le système démocratique fonctionne en France de moins en moins bien* ».

Ce constat est partagé par tous les électorats quels que soient l’âge, le milieu social, le niveau d’études ou l’orientation politique. La dégradation est particulièrement sensible dans les électorats de gauche où la crise de la majorité et du pouvoir en place est aussi perçue comme une véritable crise du régime démocratique.

« *Ah que la République était belle sous l’Empire* » déclarait le républicain déçu Alphonse Aulard en 1885. La démocratie était « belle », elle aussi, sous les régimes autoritaires ou dans leur immédiat souvenir. Aujourd’hui, alors que les derniers vrais régimes autoritaires d’Europe ont disparu depuis 1989, la démocratie peut devenir de moins en moins désirable. En effet, 32 % des Français pensent que « de manière générale, d’autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie ». Ils sont 37 % à penser de même chez les moins de 35 ans, 40 % chez les employés, 38 % chez les ouvriers ou encore 40 % chez ceux qui ont un diplôme inférieur au baccalauréat. Cette contestation de la valeur du régime démocratique est présente dans l’électorat « très à gauche » (31 %) mais surtout dans l’électorat « très à droite » (61 %).

**Système participatif**

L’autoritarisme n’est décidément pas une valeur morte en matière politique. Il ne se nourrit pas seulement de nostalgies de dictatures défuntes mais surtout de déceptions vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie politique. 43 % de ceux qui considèrent que « *la démocratie ne fonctionne pas bien*», pensent que « d’autres systèmes sont aussi bons que la démocratie » soit 11 points de plus que la moyenne.

Bien sûr, cette recherche d’alternatives à la démocratie est complexe et ambiguë. Pour certains, l’alternative est de s’en remettre à un gouvernement de technocrates : 29 % des personnes interrogées pensent qu’un tel régime serait préférable à la démocratie. Pour d’autres, l’alternative a des allures d’un système participatif, horizontal, proche du conseillisme qui avait hanté le mouvement révolutionnaire au début du XXe siècle : 40 % préféreraient cette solution à la démocratie actuelle.

Mais, pour environ un Français sur cinq l’alternative est vraiment un régime autoritaire de « césarisme démocratique » où un chef élu n’aurait pas à s’embarrasser de contre-pouvoirs parlementaires, partisans ou syndicaux : 18 % des Français interrogés préféreraient un tel système à la démocratie. Ils sont 19 % chez les 18-24 ans, 21 % chez les ouvriers, 20 % chez les employés, 24 % chez les artisans, commerçants et chefs d’entreprise, 21 % chez ceux qui se situent en bas de la hiérarchie des diplômes, 29 % chez les sympathisants LR et 25 % chez les frontistes.

Chez ceux qui considèrent que « *les citoyens ont, en démocratie, trop de droits et pas assez de devoirs* », 30 % pensent qu’un gouvernement autoritaire serait le bienvenu. Cinq siècles après qu’Etienne de La Boétie ait mis au jour les mécanismes mystérieux de la « servitude volontaire », nous redécouvrons ceux-ci enfouis au cœur de notre démocratie fatiguée.

## « Le système de gouvernement des démocraties est aujourd’hui menacé »

Propos recueillis par Sylvia Zappi. In *Le Monde*. Publié le 30 janvier 2019

**Pour Yascha Mounk, politologue et professeur à Harvard, la logique du mouvement des « gilets jaunes » est celle des forces populistes, dont la popularité est « sans précédent ».**

Yascha Mounk est politologue, professeur à Harvard et membre du Tony Blair Institute for Global Change, société de conseil et d’expertise à but non lucratif. Dans son ouvrage à succès *Le Peuple contre la démocratie* (Editions de l’Observatoire) paru en août 2018, il assure que le libéralisme et la démocratie sont désormais entrés en conflit. Il s’alarme également d’une tendance des peuples à devenir de plus en plus « antilibéraux ».

**Vous affirmez dans votre dernier ouvrage que la démocratie est en passe de s’effondrer. N’est-ce pas un peu alarmiste ?**

Regardez le nombre de forces autoritaires aujourd’hui dans le monde. Les quatre démocraties les plus peuplées, l’Inde, le Brésil, l’Indonésie et les Etats-Unis, sont gouvernées par des leaders qui proclament être la représentation exclusive du peuple, et tous ceux qui ne sont pas d’accord avec eux y sont considérés comme des traîtres. Mes recherches ont montré très clairement que des gouvernements illibéraux comme ceux de la Turquie, de la Hongrie ou du Venezuela ont détruit des démocraties. C’est aussi la menace qui pointe en Pologne.  
  
On a longtemps cru, comme le disaient les politologues des années 1990, que, quand un pays atteignait un PIB au-dessus de 13 000 euros par an, la démocratie y était définitivement assurée et que les citoyens ne voteraient plus pour un homme fort. On voit aujourd’hui que la popularité des populistes grimpe partout. C’est sans précédent. Voilà pourquoi je dis que le système de gouvernement des démocraties, qui est longtemps apparu remarquablement stable, est aujourd’hui menacé.

**Qu’est-ce qui a donc changé depuis l’après-guerre pour expliquer ce basculement ?**

Le premier facteur qui explique cette dérive, c’est la stagnation du standard de vie. Lors des « trente glorieuses », les citoyens voyaient les répercussions de la croissance économique sur leur niveau de vie, et ils étaient confiants dans l’idée que la vie de leurs enfants serait meilleure que la leur. Ce n’est plus le cas aujourd’hui : la plupart des gens ne sont pas beaucoup plus riches que leurs parents et ils craignent que leurs enfants soient plus pauvres.

**Vous estimez que les changements culturel et démographique ont aussi bouleversé les perceptions politiques.**

La plupart des sociétés démocratiques ont été fondées sur la base d’une identité nationale homogène. Avec les vagues d’immigration, beaucoup de citoyens ont commencé à comprendre qu’ils vivaient dans une société multiethnique et ont changé leur point de vue sur ce que c’est d’être français, anglais ou allemand. Or, une fraction importante de la population a peur des changements culturels induits par l’arrivée des migrants et s’y oppose.

Enfin, Internet et l’utilisation massive des réseaux sociaux ont réduit l’avantage structurel que les élites économiques et politiques ont sur le peuple, celui du contrôle de ce qui est important et de quoi on doit discuter. Si on additionne la stagnation économique, la peur du futur et l’opposition à l’immigration, et cette capacité à mobiliser rapidement la colère permise par les réseaux sociaux, on a un cocktail très dangereux.

**Mais les réseaux sociaux n’ont-ils pas aussi redynamisé le débat public ?**

Ils ont un double effet. D’abord celui d’enlever le monopole des opinions aux élites. Si on regarde le fonctionnement des grands journaux télévisés, il y a quinze ans, les rédactions repéraient ce qui se passait dans le monde, décidaient quel thème devait faire la « une » et les gens discutaient de ce qu’ils avaient vu au journal télévisé. Les rôles sont aujourd’hui inversés. Les gens se tiennent au courant de ce qui se passe dans le monde sur Facebook et sur Twitter, et les thèmes dont ils parlent le plus font un sujet au « 20 heures ».

Deuxième changement majeur, c’est l’organisation de la protestation. Jusqu’à récemment, elle était organisée par un parti politique ou un syndicat qui lançait un appel avec une date, un lieu de la protestation et préparait des autocars pour amener les manifestants. Aujourd’hui, vous pouvez voir un événement appelé de manière chaotique et spontanée sur Facebook déboucher sur une mobilisation virale. Cela pose des questions nouvelles aux gouvernants parce que, s’ils savent mener une négociation avec un syndicat en colère, ils n’ont aucune idée de comment gérer une mobilisation horizontale et sans leader.

**Comment analysez-vous le mouvement des « gilets jaunes » ?**

C’est un mouvement horizontal et spontané, sans définition politique claire qui a commencé en agrégeant des gens de droite, de gauche ou apolitiques. Mais après un certain temps, les craintes que j’avais nourries les premiers jours du mouvement se sont réalisées : la logique du mouvement est très clairement celle des forces populistes. On le voit dans le rejet du système politique, dans l’affirmation de parler pour tout le peuple et le fait qu’ils ne reconnaissent aucune légitimité aux autres acteurs politiques – partis, syndicats, élus, gouvernement. Je trouve que cette rhétorique qui affirme qu’on peut menacer les membres du gouvernement ou détruire la propriété publique parce que « nous sommes le peuple » est particulièrement inquiétante.

**Mais ce mouvement n’est-il pas une réaction contre les excès du libéralisme et l’impression que les gouvernements ignorent la volonté populaire ?**

Certainement. Comme avec tous les mouvements populistes, il faut à la fois analyser les raisons du mécontentement populaire et reconnaître que dans beaucoup de cas, elles sont légitimes. Il y a un vrai problème avec le niveau de vie de la majorité des Français. Des gens qui ont moins de 1 500 euros par mois net ont de bonnes raisons d’être en colère.

Dans le même temps, il faut être clair sur le fait que ce type de mouvement n’apporte pas de solution et qu’il est inquiétant. La différence par rapport à la Ligue de Salvini ou le Fidesz d’Orban, c’est qu’il n’est pas sûr que les « gilets jaunes » sauront se transformer en force politique formelle. Il est donc probable que ce mouvement disparaisse de la même manière qu’il est apparu. Mais il aura montré à quel point une grande partie des Français sont prêts à accorder leur confiance à un mouvement populiste.

**Vous affirmez que la stagnation économique des pays occidentaux affaiblit la crédibilité des politiques. Pourquoi ?**

Les Français ont tendance à se raconter une histoire triomphaliste de la démocratie du fait de la place de la Révolution française dans l’imaginaire collectif. L’idée que les valeurs de la démocratie libérale ont une portée universelle est prégnante dans le discours national. Je crois pourtant, qu’ici comme dans les autres pays européens, on sous-estime la stabilité que la croissance économique a donnée au système démocratique.  
  
Dans les années 1970, le niveau de vie moyen des Français était globalement le double de celui d’un citoyen soviétique par exemple. Il y avait donc des raisons concrètes pour lesquelles ils disaient préférer la démocratie. Cette supériorité économique n’existe plus : pour la première fois en 2019, l’économie des pays autocratiques comme la Chine va dépasser celle des pays européens. Nous sommes peut-être en train de vivre la perte de légitimité des idéaux démocratiques et la montée d’une demande de pouvoir autoritaire.

**Les élections européennes approchent et on sent une méfiance envers les institutions européennes. Comment l’expliquez-vous ?**

Le scrutin européen reste une collection d’élections nationales. Si les populistes y gagnent une voix plus importante – ce qui est, à l’heure actuelle, probable – c’est parce que ces partis sont devenus des forces puissantes dans leur pays. En même temps, beaucoup des citoyens ont l’impression que tout se décide sans eux : on a un système où la majorité des lois sont prises de plus en plus de manière technocratique, par des institutions autonomes et sans contrôle comme les banques centrales ou certaines agences techniques.  
Ce problème existe partout, y compris dans des pays hors de l’Union européenne comme les Etats-Unis ou le Japon. Mais à cause du déficit démocratique de l’UE, il est plus prononcé à Bruxelles. Du coup, les gens voient les élections européennes, en partie, comme une chance pour résister à la domination par les élites et les experts.

## Pierre Vesperini : “Non, Mme Pécresse, le nom d’Angela Davis n’est pas contraire à l’esprit de notre république et de notre histoire”

**Pierre Vesperini** dans *Philosophie Magazine*, publié le 10 juillet 2023

**La semaine dernière, la région Île-de-France a changé le nom du**[**lycée Angela-Davis de Saint-Denis**](https://www.education.gouv.fr/annuaire/93210/saint-denis/lycee/0932667u/lycee-polyvalent-angela-davis.html)**(93),** suscitant la polémique. Sa présidente**, Valérie Pécresse,** juge en effet certaines positions de la [philosophe et militante](https://fr.wikipedia.org/wiki/Angela_Davis) pour les droits civiques américains « contraires aux lois de la République ». L’historien**Pierre Vesperini**explique dans cette tribune pourquoi une telle décision est regrettable.

**La bonne santé d’une démocratie apparaît,**entre autres, dans la culture de la discussion de ses élites gouvernantes, et dans la gravité et le sérieux avec lesquels elles abordent l’histoire. Car dans le domaine par essence si incertain, si périlleux aussi, de l’action politique, l’histoire est notre seule boussole ; on ne peut raisonner sans elle : il faut constamment méditer ses leçons, même – surtout – les plus douloureuses. C’est en ce sens qu’il y a plus de deux millénaires, on disait dans la République romaine que l’histoire *« enseignait à vivre »* ([**Cicéron**, Sur l’orateur, II, 28](http://agoraclass.fltr.ucl.ac.be/concordances/cicero_de_oratore02/lecture/1.htm)).

**S’il en était besoin,**la décision prise par Mme **Pécresse** et la majorité de droite du Conseil régional d’Île-de-France de débaptiser le lycée Angela-Davis de Saint-Denis et de le renommer « Rosa-Parks », suffirait à montrer que notre démocratie ne va pas bien.

**Des arguments qui n’ont pas leur place en démocratie**

**Commençons par envisager cette décision du point de vue de la culture de la discussion.**

D’après Mme Pécresse,les positions d’[**Angela Davis**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Angela_Davis) seraient *« contraires aux lois de la République »* parce qu’elle a signé il y a dix ans une tribune contre l’interdiction du voile dans les crèches associatives, parce qu’elle a déclaré qu’une femme voilée pouvait être *« plus féministe »* qu’une femme qui ne l’est pas, et parce que, dans [une tribune collective](https://www.nouvelobs.com/idees/20210317.OBS41524/nous-voulons-exprimer-ici-notre-solidarite-avec-les-universitaires-francais-par-angela-davis-gayatri-spivak-achille-mbembe.html) publiée par L’Obs (magazine subversif s’il en est !), qui visait [les propos de Mme **Vidal** sur *« l’islamo-gauchisme »*](https://www.philomag.com/articles/islamo-gauchisme-pourquoi-tant-de-haine) (qui nous ont déconsidérés dans le monde entier) et que Mme Davis a co-signée avec 581 intellectuels (!), on peut lire qu’une *« mentalité coloniale se manifeste dans les structures de gouvernance de la France, en particulier vis-à-vis des citoyens et des immigrés racisés »*.

**Qu’on partage ou non ces opinions** – et comme l’a dit le ministre de l’Éducation nationale, *« personne n’est obligé de partager tous* [s]es points d*e vue »* –, personne ne voit en quoi elles sont contraires à nos lois, sauf à prétendre que critiquer nos lois, c’est se mettre dans l’illégalité. Mais dans ce cas, nous ne sommes plus dans une démocratie : nous sommes dans un régime autoritaire. Il en va de même lorsque Mme Pécresse déclare que *« dans un lycée français, on doit apprendre à aimer la France »*. Cela suppose que critiquer le fonctionnement de l’appareil étatique d’un pays, comme n’importe quel citoyen a le droit de le faire, c’est ne pas aimer son pays. Là encore, une telle argumentation a sa place dans un régime autoritaire, pas dans une démocratie.

**Des erreurs historiques flagrantes**

**Voyons maintenant ce qu’il en est de la culture historique.**

**En opposant**[**Rosa Parks**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Rosa_Parks)**(1913-2005) à Angela Davis,** Mme Pécresse a commis une bourde. Dans l’univers mythographique qu’elle partage avec une bonne partie de la bourgeoisie conservatrice, il y a en effet une opposition entre Angela Davis la « radicale » et Rosa Parks la « sage ». Là où la première – communiste, membre des [Black Panthers](https://fr.wikipedia.org/wiki/Black_Panther_Party), féministe, homosexuelle, théoricienne avant l’heure de l’[intersectionnalité](https://www.philomag.com/articles/race-contre-classe-quand-la-convergence-des-luttes-tourne-au-pugilat-ideologique), brillante élève de [Marcuse](https://fr.wikipedia.org/wiki/Herbert_Marcuse), professeure d’université dès 1968 à [UCLA](https://fr.wikipedia.org/wiki/Universit%C3%A9_de_Californie_%C3%A0_Los_Angeles) – fait figure de croquemitaine, la seconde apparaît comme une brave passagère de bus qui, un soir de 1955, à Montgomery, en Alabama, était simplement trop fatiguée pour céder son siège.

**Or, comme le rappelait récemment dans le magazine**[**Jacobin**](https://jacobin.com/2023/02/rosa-parks-radical-politics-civil-rights-movement-activism)**Jeanne Theoharis,** autrice de [The Rebellious Life of Mrs. Rosa Parks](https://www.penguinrandomhouse.com/books/221039/the-rebellious-life-of-mrs-rosa-parks-by-jeanne-theoharis/#:~:text=Rosa%2520Parks%2520(on%2520PEACOCK)%2520is,the%25202022%2520Television%2520Academy%2520Honors.&text=The%2520definitive%2520political%2520biography%2520of,in%2520the%2520civil%2520rights%2520movement.), qui a récemment fait l’objet d’un [documentaire](https://tribecafilm.com/films/rebellious-life-of-mrs-rosa-parks-2022), Rosa Parks *« était une radicale »* : issue d’une famille où l’on soutenait [**Marcus Garvey**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Marcus_Garvey), mariée à dix-huit ans avec un homme, **Raymond Parks**, qu’elle décrit comme *« le premier vrai militant qu*[’elle a]*rencontré »* et qui, aux côtés du parti communiste, faisait campagne pour défendre les [Scottsboro Boys](https://fr.wikipedia.org/wiki/Scottsboro_Boys), elle militait depuis 1943 à la [NAACP](https://fr.wikipedia.org/wiki/National_Association_for_the_Advancement_of_Colored_People) avec un courage exceptionnel. C’est elle notamment qui, face à l’inertie de l’appareil judiciaire, rassemblait au péril de sa vie les témoignages et les preuves qui établissaient ici un lynchage, là un viol collectif, comme celui de[**Recy Taylor**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Recy_Taylor).

**Le refus de céder sa place dans le bus s’inscrivait lui-même dans une tradition militante :** Rosa Parks était précédée par [**Viola White**](https://en.wikipedia.org/wiki/Viola_White), battue par la police en 1944, arrêtée et condamnée à payer une amende qu’elle osera contester en justice (en représailles, sa fille sera [violée en toute impunité dans un cimetière par un officier de police](https://www.goodreads.com/review/show/2249478581), et Viola White mourra dix jours après, à 43 ans), et par [**Hilliard Brooks**](https://crrj.org/efforts/hilliard-brooks/), ancien combattant de la Deuxième Guerre mondiale, tué à 22 ans par la police en 1950.

**Au soir de sa vie,**Rosa Parks n’avait pas oublié les réunions de sa jeunesse, *« revolvers posés sur la table »*, et il n’y avait rien qui l’agaçait plus que le récit habituel de la passagère de bus « fatiguée » voire « vieille » (alors qu’elle avait 42 ans !) : *« Les gens racontent que j’ai refusé de céder mon siège parce que j’étais fatiguée »*, écrira-t-elle dans son autobiographie, *« mais ce n’est pas vrai. Je n’étais pas fatiguée physiquement, ou pas plus que d’habitude à la fin d’une journée de travail. Je n’étais pas vieille, alors que certains donnent de moi l’image d’une vieille. J’avais 42 ans. Non, la seule chose dont j’étais fatiguée, c’était de toujours céder »*.

[**Malcolm X**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Malcolm_X)**était son *«***[**héros personnel**](https://rosaparksbiography.org/bio/mrs-parks-and-black-power/)***»***(voyez encore cette [photographie](https://rosaparksbiography.org/) que m’a envoyée Jeanne Theoharis). Lors du [soulèvement de Détroit en 1967](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89meutes_de_1967_%C3%A0_D%C3%A9troit), Rosa Parks siège au jury d’un *« tribunal populaire »* improvisé par de jeunes *« radicaux »*. Elle assiste l’année suivante à la convention du [Black Power](https://fr.wikipedia.org/wiki/Black_Power), se bat pour obtenir des réparations avec la [National Coalition of Blacks for Reparations in America](https://en.wikipedia.org/wiki/National_Coalition_of_Blacks_for_Reparations_in_America#:~:text=The%2520National%2520Coalition%2520of%2520Blacks,slaves%2520in%2520the%2520United%2520States.&text=U.S.) (N’COBRA), rend visite à [l’école des Black Panthers à Oakland](https://localwiki.org/oakland/Oakland_Community_School), etc. Elle se déclare *« en faveur de toute initiative, quelle qu’elle soit, qui montre notre mécontentement »* (*«*I am in favor of any move to show we are dissatisfied*»*).

**Aussi ne faut-il pas s’étonner de voir Rosa Parks soutenir… Angela Davis,** au moment où **J. Edgar Hoover** – le tristement célèbre chef du FBI, maladivement anticommuniste, raciste et bigot (lire à ce propos [le dernier livre](https://press.princeton.edu/books/hardcover/9780691175119/the-gospel-of-j-edgar-hoover) de **Lerone A. Martin**) – l’a placée sur la liste des « dix personnes les plus recherchées par le FBI » (on la voit sur [cette photographie](https://www.loc.gov/item/2015645724/?loclr=blogloc) en compagnie de la mère d’Angela Davis), ainsi que lors de son procès en 1971. Deux ans après son acquittement, lorsqu’Angela Davis vient à Détroit, Rosa Parks la présente à une foule de 12 000 personnes en l’appelant *« cette chère sœur qui a souffert tant de persécutions »*.

**Une francophone et francophile avertie**

**Il y a encore un point sur lequel Mme Pécresse et sa majorité montrent une ignorance honteuse** – ou volontaire ? – de l’histoire : c’est la relation profonde, exceptionnellement riche, d’Angela Davis avec la France. L’écrivaine [**Alice Kaplan**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Alice_Kaplan), dans ses [Trois Américaines à Paris](https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/271012/alice-kaplan-raconte-trois-americaines-paris) (2012), a magistralement raconté ce que fut, pour la jeune Américaine qui avait grandi dans un quartier de Birmingham (en Alabama) qu’on appelait Dynamite Hill (entre 1957 et 1962, on y compte 50 attentats racistes à la bombe), la France, cette vraie patrie de la révolution, ce pays des droits de l’homme où les Noirs américains, soldats, artistes, musiciens, écrivains, avaient vécu libres et respectés. Angela Davis avait donc voulu apprendre le français, et comme il n’y avait pas de cours de français dans l’école des Noirs (il n’y avait même pas de tables, on parlait de *«*[doghouse education](https://www.jstor.org/stable/2292108)*»*), elle s’était procuré une grammaire et avait appris notre langue toute seule.

**À la Brandeis University de New York,**elle avait lu**Sartre, Beauvoir, Camus, Fanon.** Mme**Micheline Lamotte,** chez laquelle elle logeait, à deux pas de la place de l’Étoile, ancienne partisane des [Croix-de-Feu](https://fr.wikipedia.org/wiki/Croix-de-Feu) (son mari était à la Concorde [le 6 février 1934](https://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_du_6_f%C3%A9vrier_1934)), ancienne résistante, [témoignera encore à Alice Kaplan](https://www.contretemps.eu/wp-content/uploads/RDL-6global-24-35.pdf) du *« français délicieux »*, de la *« magnifique aisance »* d’Angela Davis, qui avait selon elle *« toujours le mot juste »* et devait nécessairement avoir *« un aïeul français »* ! Mais au lendemain de la guerre d’Algérie, Angela Davis découvre une autre réalité de la France : le racisme contre les immigrés, qu’ils viennent d’Afrique du Nord ou des Caraïbes.

**De retour aux États-Unis**, Angela Davis soutient une thèse en 1965 sur les romans **d’Alain Robbe-Grillet,** lit **Althusser, Henri Lefebvre, Daniel Guérin**, les textes de **Pierre Vidal-Naquet** et **d’Henri Alleg** sur la torture. Lorsqu’elle est arrêtée en 1970, des centaines d’intellectuels français se mobilisent pour obtenir sa libération. On trouve parmi eux Sartre et Beauvoir, Robbe-Grillet, **Nathalie Sarraute, Marguerite Duras, Jean Genet, Aragon,**[**Prévert, qui écrit un poème pour elle**](https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/ca-peut-pas-faire-de-mal/angela-davis-et-son-combat-pour-la-liberte-3554843)**,** Daniel Guérin, **Michel Foucault**, la rédaction des Cahiers du cinéma… et le propre directeur du théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, **José Valverde**, qui monte un spectacle intitulé [Libérez Angela Davis tout de suite](https://www.lemonde.fr/archives/article/1971/09/21/liberez-angela-davis-tout-de-suite_2449326_1819218.html).

**C’est ce lien avec la France** que les lycéens, enseignants, parents et agents du nouveau lycée inauguré en 2017 avaient réaffirmé, en choisissant à une très large majorité le nom « Angela Davis ». Voici ce que leur répondait (en français) en novembre 2019, dans une lettre officielle, Angela Davis, que Mme Pécresse ne peut ignorer puisqu’elle la joignait elle-même au « Rapport pour la commission permanente du Conseil régional » de mars 2020 :

*C’est avec une grande humilité que j’ai appris votre volonté de nommer votre nouveau lycée en mon honneur. Ce nouveau Lycée Angela-Davis, situé à Saint-Denis, est dans une ville que je connais bien, de par mon parcours universitaire et mes engagements politiques.  
  
J’ai été touchée de savoir que ce choix est le résultat d’un vote démocratique des élèves, des personnels et des parents d’élèves. Je vous remercie de votre vote, et j’accepte avec plaisir cet honneur.  
  
Votre lycée est touché par de nombreuses difficultés politiques et sociales depuis son ouverture. Mais j’ai eu la chance de rencontrer quelques élèves et membres de l’équipe en juin 2018, j’ai pu voir à quel point vous êtes engagés pour la réussite, la justice sociale et l’égalité pour les jeunes des quartiers populaires.  
Je vous remercie et vous envoie mes plus grandes salutations.*

Angela Davis, lettre officielle au lycée Angela-Davis de Saint-Denis (93), 2019

**Délabrement et mensonges**

**Quelles sont ces *« nombreuses difficultés politiques et sociales »* dont parlait Davis,** qui touchaient le lycée *« depuis son ouverture »* ? Mme Pécresse, lors de l’inauguration, avait parlé d’un *« lycée fleuron »*. En fait de fleuron, les élèves, les enseignants et les agents n’y trouvèrent ni matériel informatique, ni connexion internet (alors que nous sommes sur un territoire particulièrement frappé par la « fracture numérique »), ni téléphone (les fonctionnaires de l’administration devant recourir à leurs portables personnels), des tableaux impossibles à ouvrir sans déplacer les bureaux, et aucun vidéoprojecteur (alors qu’ils sont devenus essentiels). Imagine-t-on une situation pareille dans un quartier du centre de Paris ? Mais à ce mépris matériel, la région a ajouté le mépris symbolique : comment se fait-il que Mme Pécresse ait attendu 2023 pour (ne pas) confirmer un nom qui avait été choisi dès 2018 ?

**À l’entrée du lycée,**aujourd’hui encore, rien n’indique l’objet et le nom de l’établissement, pas la moindre plaque. Il a fallu qu’un agent bricole les mots « Accueil ». Un « totem d’identification » du lycée avec son nom avait été demandé en janvier, ainsi que des panneaux de signalisation autour du lycée, comme il est toujours d’usage. Aucune réponse du Conseil régional. *« Nous sommes là, bateau fantôme dans un quartier où la mutation urbaine est particulièrement visible… »*, peut-on lire sur un communiqué des personnels.

**Plus accablant encore est cet échange,**qui paraît à peine croyable aujourd’hui, entre [**Ghislaine Senée**](https://alternative-idf.fr/candidat-e/ghislaine-senee-78/) et Mme Pécresse, que vous trouverez à la page 15 du compte rendu de la Commission permanente du Conseil régional de mars 2020 :

*Mme Senée. — J’ai vraiment beaucoup de mal sur le rapport Angela-Davis. Nous en avons parlé à trois reprises en Commission permanente. Systématiquement, vous nous expliquez que vous n’avez pas été saisie par courrier.*

**En réalité,**comme le montre un amendement déposé par une élue régionale le 19 mars 2019 que j’ai consulté, Mme Pécresse avait déjà été saisie de cette question publiquement.

Poursuivons :

*Mme Senée. — […] Soyons clairs ! Soit vous refusez cette dénomination, mais je ne parviens pas à comprendre pourquoi c’est encore reporté alors qu’il y a une demande très forte de l’équipe enseignante et de la Direction. Il y a encore un sujet.  
  
Mme la Présidente. — Pour moi, il n’y a aucun sujet. Le lycée s’appelle Angela-Davis sur tous les documents de la Région. Il a été nommé Angela-Davis, il n’y a pas de sujet.*

**Qui imagine une situation pareille**, un tel reniement de sa propre parole, dans un lycée du centre de Paris ? Comment Mme Pécresse, dans ces conditions, peut-elle oser prétendre incarner une République universaliste ?

**Une situation intolérable**

**Aujourd’hui encore, le lycée connaît une situation matérielle inadmissible :** fuites d’eau, vitres cassées et non remplacées, toujours pas d’agent-chef pour diriger le personnel entretien-maintenance-restauration, un manque de cuisiniers tel qu’on a connu un jour où un menu alléchant proposait *« chips et salade »* (imagine-t-on ceci dans un lycée comme Condorcet ou Lavoisier ?). Plus grave encore : il n’y a pas deux mois, une poutre extérieure (en bois) s’est détachée et est tombée au milieu de la cour. C’est un miracle qu’aucun élève n’ait été touché. Cette usure si précoce de la structure du bâtiment est on ne peut plus préoccupante. Et il y a enfin une question gravissime, tant elle touche à la fois l’hygiène, le bien-être et la dignité des élèves : celle des sanitaires.

**Comme me l’apprennent des enseignants,** les grandes toilettes réservées aux élèves, qui représentent à elles seules la moitié des toilettes de l’établissement, ont été construites selon une mauvaise inclinaison : elles sont donc bouchées une fois par mois, et ce depuis l’ouverture du lycée. Les personnels *« jonglent avec des clés pour ouvrir toute toilette digne de ce nom dans tous les recoins du lycée »*, lit-on dans le communiqué que je citais tout à l’heure.

**Tous les courriers de l’établissement,**tous les appels à l’aide n’ont donné jusqu’à présent aucun résultat. Je le demande une dernière fois : une telle situation serait-elle concevable dans le centre de Paris, au lycée Saint-Louis, au lycée Fénelon, au lycée Henri-IV ?

**Oui, notre démocratie est bien malade.**Aucun journaliste, à l’heure actuelle, même dans la presse de gauche, n’a pris la peine de documenter précisément et en profondeur cette histoire honteuse, qui s’achève par un tel [coup de force](https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/lycee-angela-davis-les-enseignants-denoncent-un-coup-de-force-nauseabond-20230706_W4TJ5L6QVRBBLFUNLC2O2LHDDQ/?redirected=1). J’ai donc tenu à établir les faits en philosophe et en historien, afin que le public soit informé de ce qui se cache derrière les revendications d’universalisme dont se pare une droite de plus en plus ouvertement autoritaire et répressive : le pire des particularismes, celui d’une gouvernance qui divise la société en dominants et dominés et modifie ses politiques selon cette division ; le pire des provincialismes, celui du narcissisme national le plus primitif, qui veut ignorer la réalité de l’histoire, dans toute sa complexité, sa complexité heureuse pour qui est capable de la penser, afin de mieux imposer un récit mythologique qui n’a d’histoire que le nom (il faut voir [la vidéo, involontairement comique](https://www.ouest-france.fr/education/un-lycee-angela-davis-en-seine-saint-denis-pour-valerie-pecresse-cest-non-78985b86-ce31-11ed-bbf3-e1e726281547), où Mme Pécresse, grande spécialiste de l’histoire américaine, vous explique que, oui, aux États-Unis, le racisme est systémique, mais chez nous, non, bien sûr).

**Mme Pécresse ne semble s’intéresser aux élèves du lycée Angela-Davis que pour les humilier.** Il est grand temps que [le ministre de l’Éducation nationale](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pap_Ndiaye), lui-même historien et spécialiste des luttes des Noirs pour les droits civiques, sorte de son silence et rappelle fermement à Mme Pécresse que dans une démocratie, les décisions doivent être fondées sur des arguments valides, une conscience historique minimale et le respect de tous les citoyens, quelles que soient leurs origines, quelles que soient leurs orientations politiques, quel que soit le quartier où ils habitent.

## D’Angela-Davis à Rosa Parks : changement de nom polémique pour le lycée de Saint-Denis

Article publié sur le site 94.citoyens.com, juillet 2023.

**C’était le sujet bouillant attendu en commission permanente du conseil régional ce mercredi 5 juillet. Le lycée Angela Davis de Saint-Denis a été rebaptisé Rosa Parks. Comme prévu, le sujet a fait débat, et polémique.**

La majorité a voté en commission permanente cette dénomination officielle, *“faute d’avoir reçu une nouvelle proposition”* de la part de la communauté éducative du lycée, a motivé l’exécutif régional dans l’amendement adopté. Fin mars, la présidente de région, Valérie Pécresse (LR), avait refusé d’entériner le nom d’Angela Davis, choisi en 2018 par le conseil d’administration du lycée et validé par le maire de l’époque, en raison de prises de position critiques vis-à-vis de la France.

En cause, notamment, [une tribune cosignée par l’universitaire en 2021](https://www.nouvelobs.com/idees/20210317.OBS41524/nous-voulons-exprimer-ici-notre-solidarite-avec-les-universitaires-francais-par-angela-davis-gayatri-spivak-achille-mbembe.html) dans le Nouvel Obs, en réaction aux propos de l’ancienne ministre Frédérique Vidal sur *“l’islamo-gauchisme”*à l’université, appelant une enquête sur le sujet. Cette tribune, signée par quelques centaines d’intellectuels de différents pays, estimait que *“la France reste une puissance coloniale (par exemple à la Réunion, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, aux Iles des Saintes, la Désirade, Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, etc.), et néocoloniale en termes de relations économiques, politiques et militaires avec les anciennes colonies”*, et dénonçait une *“mentalité coloniale (qui) se manifeste dans les structures de gouvernance de la France, en particulier vis-à-vis des citoyens et des immigrés racisés, comme en témoignent des mesures comme la dissolution du CCIF (Collectif contre l’islamophobie en France)”* ou encore *“la loi contre le port du voile”.*

**Un changement de nom “pas opportun” pour Pap Ndiaye**

Saisi par Valérie Pécresse à ce sujet, le ministre de l’Education Pap Ndiaye a estimé en avril qu’il n’était *“pas opportun de changer le nom du lycée Angela-Davis”,* une*“grande figure du mouvement pour les droits civiques, dont personne n’est obligé de partager tous les points de vue, mais qui peut cependant figurer sur les frontons de nos écoles”. “De très nombreuses écoles et établissements portent déjà le nom d’Angela-Davis”*, avait ajouté Pap Ndiaye pour qui *“le nom de l’établissement” de Saint-Denis est aussi “entré dans l’usage*” depuis son ouverture en 2017.

**Le ministre “a détourné les yeux”**

Le ministre *“a détourné les yeux de cette question et s’en est remis au choix de la région”*, estime Valérie Pécresse qui indique que le conseil d’administration du lycée a conforté le 21 juin le nom Angela-Davis. *“Faute d’avoir reçu une nouvelle proposition”,*la région qui a autorité sur les lycées choisit donc de le nommer Rosa-Parks, *“figure emblématique de la lutte contre la ségrégation aux Etats-Unis, qui faisait également partie de la présélection du lycée”*.

**Indignation à gauche**

De la *“cancel culture”* a réagi Céline Malaisé, présidente du groupe communiste, regrettant que soient opposées deux femmes qui n’ont jamais eu de positions divergentes. *“Deux femmes pour choisir celle qui lui convient le mieux, sans vraiment les connaître parce que l’image de Rosa Parks a été fabriquée, lissée pour être convenable et respectable*.”

*“Madame Rosa Parks est décédée en 2005. Aujourd’hui je pense qu’elle aurait exactement les mêmes positions”,* a également insisté Annie Lahmer, conseillère régionale EELV, qui a regretté une décision prise *“contre la communauté éducative du lycée”* au lieu de leur faire confiance, particulièrement en cette période, accusant la région de*“séparatisme.”*

## Mortelle démocratie

**In *L’alerte démocratique* (2020) de Nicolas Baverez**

La démocratie reste le seul régime politique qui garantisse la liberté et la dignité des hommes, tout en étant le plus favorable au progrès économique et social. Mais elle ne dispose d’aucune assurance de survie ni de supériorité intrinsèque sur ses adversaires en toutes circonstances. Elle possède des ressources insoupçonnées mais aussi des fragilités profondes, qui peuvent entraîner son effondrement rapide. La liberté politique n’a en effet rien de naturel. Elle repose sur des principes contradictoires –la passion de l’égalité pouvant à tout moment se retourner contre la liberté-, sur des institutions et des procédures complexes, sur la modération. Surtout, elle a pour garants ultimes l’esprit de responsabilité et l’engagement absolu des citoyens à la défendre. La démocratie n’est donc jamais donnée : elle est bien moins simple et immédiate que les systèmes tyranniques, fondés sur le devoir d’obéissance et sur l’organisation hiérarchique de la société et du pouvoir. On ne naît pas libre, on le devient par l’éducation et l’exercice de la raison critique. Et on le reste seulement dans la mesure où l’on assume le primat de la liberté politique et la responsabilité de sa défense.

Voilà pourquoi les démocraties ont plus souvent été emportées par leurs dérèglements intérieurs, par la corruption et par les démagogues que par des défaites militaires-telle la IIIe République à la suite de la débâcle de juin 1940-, par des coups d’Etat- à l’image des *golpe* en Amérique latine ou des colonels grecs –ou par des guerres civiles-comme en Espagne entre 1936 et 1939. Lénine a pris le pouvoir en Russie par un coup de force qui a remis en question la première élection libre d’une assemblée, puis institué d’emblée la terreur. Mais ce n’est qu’après avoir emporté la majorité absolue aux élections législatives de 1924 et l’assassinat de Giacomo Matteotti que Mussolini met en place l’Etat fasciste. Ce n’est qu’après les élections de mars 1933 que Hitler lance la révolution nationale-socialiste en érigeant le NSDAP en parti unique, en entreprenant la liquidation de ses opposants, en concentrant tous les pouvoirs à la tête d’un Etat racial – révision constitutionnelle validée par 90% des électeurs lors du plébiscite du 19 août 1934. Le fascisme et le nazisme ont donc gagné politiquement et intellectuellement avant de mettre en place les institutions de la dictature.

Dans le domaine de l’histoire, il n’est pire erreur que l’anachronisme. Les mouvements populistes ne sont pas des réincarnations du fascisme ou du nazisme, contrairement à ce que prétend Madeleine Albright, secrétaire d’Etat du président Bill Clinton[[3]](#footnote-3). Ils ne se réclament pas d’idéologies totalitaires. Ils rassemblent des mouvements contestataires hétérogènes, conduits par des chefs charismatiques, qui se saisissent du désarroi créé par la mondialisation, la révolution numérique, les mouvements migratoires ou le déclin de l’Occident face à l’ascension de la Chine pour dresser le peuple contre les élites et exacerber les passions identitaires.

Le moment populiste entend ainsi substituer au *demos*, peuple constitué politiquement par des citoyens libres, le *laos*, plèbe inorganisée composée d’individus atomisés : ne croyant plus à rien, ils sont prêts à tout, par désespoir et par détestation de la société. Il met à son service les technologies de l’information, notamment les réseaux sociaux qui contribuent à la fragmentation de la société et de la nation tout en favorisant une propagande fondée sur la manipulation de l’information. Le principal point commun avec les idéologies du XXe siècle demeure les passions profondes sur lesquelles les populistes construisent leur succès : la haine sociale ; la fascination pour les hommes forts et la violence ; le protectionnisme ; la convergence entre les passions égalitaires, nationales et raciales.  
  
Le défi du populisme à la démocratie n’est ni un accident, ni une parenthèse ponctuelle destinée à se refermer rapidement. Il pèsera durablement sur le destin du XXIe siècle qui s’organise autour de la liberté politique. L’enjeu n’est plus le combat de la démocratie contre les sociétés de l’ancien Régime comme au XIXe siècle ou contre le totalitarisme comme au XXe siècle, mais celui de la démocratie contre la démocrature, dont le populisme est le meilleur allié. (Pp.15-17)

# Démocratie et liberté d’expression

## De la liberté

**De John Stuart Mill**, Ed. du Grand Midi, 1987.   
  
**Paru en 1859, cet essai promeut le mouvement libéral radical. Théoricien de l’utilitarisme, auquel il donne son nom, John Stuart Mill invente également la logique inductive à laquelle seront formées des générations d’étudiants. Auteur du premier grand ouvrage d’économie à connaître un succès populaire, il initie, en Angleterre, un débat politique sur l’égalité des droits entre l’homme et la femme, il a donc dans la formation de notre vision du monde une part très large »**. (*in* Introduction de l’ouvrage)

La lutte entre la liberté et l’autorité est le caractère le plus marquant des parties de l’histoire avec lesquelles nous nous familiarisons d’abord dans notre jeunesse, comme c’est le cas en particulier dans l’histoire de la Grèce, de Rome et de l’Angleterre. Mais, dans les temps anciens, cette contestation opposait les sujets ou certaines classes de sujets au gouvernement. Par liberté, on entendait la protection contre la tyrannie des dirigeants politiques. (…) Le gouvernement était dans les mains d’un individu, d’une tribu ou d’une caste qui tiraient leur autorité de l’héritage et de la conquête, mais qui, en tout cas, ne la tenaient pas du consentement des gouvernés. Et les hommes n’osaient pas, ni ne désiraient peut-être, contester sa suprématie (…). Le pouvoir des souverains était considéré comme nécessaire, mais en même temps comme très dangereux : comme une arme qu’ils chercheraient à utiliser contre leurs sujets autant que contre les ennemis extérieurs. Pour empêcher que les membres les plus faibles de la communauté deviennent la proie d’innombrables vautours, il était nécessaire qu’il y eût un animal de proie plus puissant que les autres, chargé de les contenir. Mais, comme le roi des vautours n’aurait pas moins tendance à faire sa proie du troupeau que les harpies inférieures, il fallait rester perpétuellement sur la défensive contre son bec et ses serres. Aussi le but de patriotes était-il de fixer des limites au pouvoir qu’on permettait au souverain d’exercer sur la communauté ; et c’est cette limitation qu’ils nommaient liberté. On cherchait à la réaliser de deux manières. Premièrement, en obtenant la reconnaissance de certaines immunités, appelées libertés en droits politiques, dont on estimait que la violation constituait de la part du souverain un manquement à son devoir, justifiant une résistance spécifique ou la rébellion générale. Un deuxième expédient, généralement plus tardif, était l’établissement de contrôles constitutionnels grâce auxquels le consentement de la communauté, ou d’un corps quelconque censé représenter ses intérêts, était posé comme condition nécessaire à certains des actes les plus importants du souverain. Dans la plupart des pays européens, les souverains furent plus ou moins contraints de se soumettre au premier de ces modes de limitation. Il n’en alla pas ainsi du second ; et le réaliser, ou le réaliser plus complètement lorsqu’il l’était déjà à un certain degré, devint partout le principal objet des amis de la liberté. Et aussi longtemps que l’humanité se contenta de combattre un ennemi par l’autre, et d’être gouvernée par un maître à condition d’être garantie plus ou moins efficacement contre sa tyrannie, elle n’aspira à rien de plus.

Il vient pourtant un moment dans le progrès des affaires humaines où les hommes cessèrent de considérer qu’une nécessité naturelle exigeait que leurs gouvernements constituent une force indépendante. Il leur sembla préférable que les divers magistrats de l’Etat fussent leurs tenants ou délégués, révocables à leur gré. C’est de cette seule façon, semblait-il, qu’ils pouvaient avoir l’entière assurance qu’on n’abuserait jamais à leur désavantage des pouvoirs du gouvernement. Peu à peu cette nouvelle revendication de souverains électifs et temporaires devint le but principal des efforts du parti démocratique partout où un tel parti existait, et elle remplaça dans une très large mesure les efforts antérieurs pour limiter le pouvoir des souverains. (…)

De même que les autres tyrannies, c’est surtout en tant qu’elle opère par l’action des autorités publiques que la tyrannie de la majorité fut d’abord redoutée, comme elle l’est encore communément. Mais les gens réfléchis s’aperçurent que, quand la société est-elle-même le tyran – la société collectivement, sur les individus séparés qui la composent -, ses moyens de tyranniser ne se limitent pas aux actes accomplis par la main de ses fonctionnaires politiques. La société peut exécuter et exécute effectivement ses propres ordres. Et si, au lieu d’ordres justes, elle ne donne d’injustes, ou si elle se mêle simplement de donner des ordres qui ne la concernent pas, elle pratique une tyrannie sociale plus terrible que maintes formes d’oppression politique, vu que, si elle ne s’appuie pas sur des punitions extrêmes, elle laisse en revanche moins de moyens d’échapper, pénétrant bien plus profondément dans les détails de la vie, et rendant esclave l’âme d’elle-même. La protection contre la tyrannie des magistrats ne suffit donc pas : il faut aussi une protection contre la tyrannie de l’opinion et des sentiments dominants, contre la tendance de la société à imposer comme règles de conduite, par d’autres moyens que les sanctions pénales, ses idées et ses mœurs propres à ceux qui ne sont pas de son avis, il faut une protection contre sa tendance non seulement à entraver le développement de tout individu qui ne vit pas en harmonie avec ses mœurs, mais encore la tendance à empêcher si possible la formation de telles individualités et à forcer tous les caractères à se modeler sur son propre modèle. Il y a une limite à l’ingérence légitime de l’opinion collective dans l’indépendance individuelle : trouver cette limite et la défendre contre les empiètements est aussi indispensable à une bonne condition des affaires humaines que la protection contre le despotisme politique. »

## **Qu’est-ce que la démocratie d’opinion : une définition complexe**

La philosophie.com

Bien sûr, en cette période électorale, la question n’a rien d’innocent, plusieurs candidats étant taxés de sacrer la “démocratie d’opinion“, notamment Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. Nous ne discuterons pas ici la véracité de ce reproche.

Pourtant, peu parviennent à donner un sens à cette expression. Cependant essayons de prendre ensemble du recul. Un auteur contemporain allemand, Jürgen Habermas a répondu à la question de la démocratie d’opinion. Dans un ouvrage, [*L’espace public*](http://la-philosophie.com/espace-public-et-democratie), il nous donne quelques clés pour définir les contours de cette désormais fameuse “démocratie d’opinion” en passant en revue toutes les évolutions de la démocratie depuis le 18ème siècle.

**Emprise des sondages**

Le Parlement, c’est-à-dire l’Assemblée et le Sénat, soutient Habermas, a subi une évolution majeure. D’organes du public, ils se sont autonomisés au point de ne plus servir les intérêts des citoyens. L’introduction du marketing, de la communication et des relations publiques en politique témoigne du glissement du citoyen au consommateur, puisqu’il consiste à établir des techniques de séduction et d’influence du comportement de l’électeur. Les campagnes ne sont alors plus des luttes d’opinion, mais des luttes d’influence et de manipulation. Les partis se sont transformés en vendeur de programmes et ne s’appuie, non sur l’opinion publique, mais sur l’opinion non-publique (= privée), recueillie grâce aux méthodes d’échantillonnage, élaborées par le marketing politique, qui est un artefact grossier de l’opinion publique. Toujours est-il que l’emprise des médias et des sondages correspond à ce que nombre d’auteurs nomment la « démocratie d’opinion ».

Cette notion désigne la tendance de la démocratie à se faire directe et individualisée. La publicité (au sens de Kant) moderne, au contraire, fonde le caractère représentatif des démocraties, c’est-à-dire fonde le débat. La démocratie d’opinion, considéré par ses partisans comme une forme de plus-value démocratique, est en réalité la forme dégénérée de la démocratie car elle entend comme légitime que chaque membre du corps politique soit omniprésent dans l’espace public : tout le monde doit tout savoir pour avoir un avis sur tout. L’information, dans le modèle de la démocratie d’opinion, entend être totale, les individus capables de s’exprimer sur tous les sujets, le pouvoir exposé en permanence dans l’espace public. Les défenseurs de la démocratie d’opinion font des sondages le principal levier d’action du politique. Ainsi, Monique Dagnaud, ex-membre du Conseil Supérieur de l’Audiovisuel (CSA), affirme que « *les sondages interviennent comme garde-fou, comme instrument de bord dans le pilotage gouvernemental* ».

**Politique et opinion publique**

La démocratie d’opinion s’ajuste sur les sondages, lesquels ne sont qu’une représentation faussée de l’opinion publique, une pure somme des opinions privées. Et quand bien même seraient-ils fidèles à la réalité de l’opinion publique, il reste à se demander si l’action politique peut s’indexer, de manière immédiate, sur elle. Est-il possible et souhaitable que l’action politique s’ajuste sur l’opinion publique ? [Derrida](http://la-philosophie.com/citations-de-derrida) répond doublement non : « Celle-ci [la représentation politique] ne lui [l’opinion publique] ne sera jamais adéquate, elle respire, délibère et décide à d’autres rythmes. On peut aussi redouter la tyrannie des mouvements d’opinion. La vitesse, ‘’au jour le jour’’, même dans la ‘’longue durée’’, affecte parfois la rigueur de la discussion, le temps de la ‘’prise de conscience’’, avec des retards paradoxaux de l’opinion sur les instances représentatives ».

Ainsi, la démocratie d’opinion, consacrant le principe de transparence, s’oppose à la démocratie représentative, fondée sur le principe de publicité. Dans un brillant article sur la démocratie d’opinion, Olivier Mongin, dans un article publié par la revue *Esprit* concluait à sa double nocivité : « *En raison de l’illusion qu’elle laisse planer d’une société qui se connaîtrait mieux elle-même d’une part, et en raison de la mise à mort de l’action politique qu’elle provoque d’autre part* ». Avec la démocratie d’opinion, le public perd sa fonction critique pour adopter un comportement acclamatif, a-politique, il n’est, à vrai dire, plus un public, mais une masse passive. Habermas dit de l’opinion publique qu’elle est devenue : « *L’instance ‘réceptrice’ de la publicité de démonstration et de manipulation, vantant des biens de consommation, des programmes politiques, des institutions* ».

**Démocratie d’opinion et dépolitisation**

L’opinion publique s’est ainsi dépolitisée pour devenir consumériste et attentiste. Le regroupement des personnes privées en public n’a plus pour fonction de participer au pouvoir, mais d’acclamer les organisations, privées ou publiques, qui se substituent à lui. Il n’assure plus la médiation entre la société et l’Etat, puisque ce rôle est assigné aux partis et aux associations. La communication n’est plus horizontale, c’est-à-dire entre membres du public, qui permettait la discussion, mais uniquement verticale et non-réciproque, allant du pouvoir vers le public, ce qui entraîne la manipulation. Le public s’est donc vassalisé, lié au pouvoir, au lieu de s’y opposer.

**En résumé, la démocratie d’opinion désigne un modèle de régime dans lequel la transparence doit être totale, mais elle a pour contrepoids l’exposition permanente du public des citoyens, avec les risques de manipulation qu’il en résulte. La démocratie d’opinion est le contraire de la démocratie délibérative.**

## Le droit, rempart contre les dérives autoritaires

**Par Florent Georgesco, janvier 2019**  
https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/26/le-droit-rempart-contre-les-derives-autoritaires\_5414847\_3232.html

**Seule la justice est garante des libertés publiques et individuelles, rappelle l’avocat et essayiste François Saint-Pierre dans *Le Droit contre les démons de la politique*.**

La scène se tient à l’Assemblée nationale, le 20 juillet 2016. Alors que, cinq jours plus tôt, à Nice, un attentat islamiste a tué 86 personnes, le gouvernement de Manuel Valls s’apprête à faire voter une prorogation de l’état d’urgence. Mais cela ne suffit pas aux députés de la droite : les Français, selon eux, ne seront protégés que si l’on se donne les moyens d’enfermer dans des centres de rétention les individus soupçonnés de radicalisme – les fameux « fichés S ».

La passe d’armes qui va suivre condense le propos de l’avocat et essayiste François Saint-Pierre dans *Le Droit contre les démons de la politique*, où elle figure en bonne place. Elle oppose Laurent Wauquiez, alors député LR de la Haute-Loire, et le premier ministre, qui rejette avec force une mesure *« inconstitutionnelle »*: on ne peut pas, affirme-t-il, enfermer des gens sur *« une simple présomption »* hors toute procédure, sauf à renoncer au droit.

Réponse de M. Wauquiez : *« Changez le droit ! Cela fait un an et demi qu’on vous le demande ! Changez le droit ! »* Et pourquoi non ? Une assemblée souveraine, émanation de la volonté populaire, n’a-t-elle pas toute la légitimité requise ? Le bon sens, cette nuit-là, pouvait sembler du côté de ce député qui ne demandait, après tout, qu’à exercer son rôle : voter des lois.

**Un ordre symbolique**

Sauf qu’une question demeurait ouverte. Que se passe-t-il si le pouvoir devient tyrannique ? Qui sauvera la liberté, s’il décide de l’abolir ? Il y a, dans la loi, plus que la loi. Un ordre symbolique la fonde, au sein duquel des biens supérieurs à la volonté contingente des peuples, définis par les différentes chartes des droits de l’homme, doivent être préservés. Vouloir « changer le droit » sans accepter d’être limité par ces principes fondamentaux revient à accorder à la politique une place disproportionnée, à en faire cette réalité close, autosuffisante et potentiellement abusive, qu’il s’est agi, après la déflagration de la seconde guerre mondiale, d’empêcher de renaître.

Ainsi, note François Saint-Pierre, la Convention européenne des droits de l’homme et des libertés fondamentales adoptée en 1950 fait-elle reposer la défense des *« libertés fondamentales »*, selon les termes de son préambule, *« sur un régime politique véritablement démocratique, d’une part, et, d’autre part, sur une conception commune et un commun respect des droits de l’homme »*. Le balancement résume le message : la Convention n’a de raison d’être que parce qu’un *« d’une part »* appelle un *« d’autre part »* ; parce qu’il y a une incomplétude nécessaire de chacun des ordres, politique et juridique, dans laquelle les libertés trouvent leur garantie la plus solide. (…)

# ****Démocratie, médias et Internet****

## [Dominique Cardon](https://journals.openedition.org/lectures/2855), *La démocratie Internet. Promesses et limites*

**Marin Dacos. Seuil, coll. « La république des idées »,** 2010, 102 p., EAN : 9782021026917.  
<https://journals.openedition.org/lectures/1162>.

Ce compte rendu est initialement paru sur *Homo Numericus*, à l'adresse suivante : <http://homo-numericus.net/spip.php?breve1007>

Dans *La démocratie Internet*, Dominique Cardon réussit la prouesse de rédiger une synthèse claire, problématisée, pédagogique et, ce n'est pas la moindre de ses qualités, courte, sur une question majeure touchant Internet : sa dimension politique. L'intérêt principal de l'ouvrage de Dominique Cardon est sa cohérence et sa capacité à montrer que les éléments qui peuvent paraître éloignés entre eux et isolés constituent en réalité la trame d'une même histoire politique d'Internet. Il défend la thèse selon laquelle Internet est une opportunité pour la démocratie, grâce aux fondements égalitaires qui ont présidé à sa naissance et à son développement, mais qu'il doit affronter deux tendances fortes qui risquent, si l'on n'y prend garde, de le transformer en média de masse vertical : le développement d'une logique d'audience par les industriels dominant le secteur et la massification de la fréquentation d'internet, qui impose d'élargir le panel des interventions collaboratives du peuple du réseau.

Ce livre s'adresse d'abord à un lectorat non initié et non convaincu, curieux de comprendre et d'agir dans une société évoluant rapidement, mais ne disposant pas de clés suffisantes pour se forger une opinion sur les questions politiques que pose Internet. En effet, le lecteur est d'abord exposé au bruit médiatique dominant, largement webophobe, abusant des anecdotes rapides et des postures craintives, des approximations et des jugements à l'emporte-pièce. Sans instruire le procès des médias dominants, il les décrit tout de même comme des *gate keepers* (p. 9), ces gardiens de l'ordre culturel et politique, qui souhaitent conserver le monopole de la transmission de la bonne parole à des citoyens considérés comme incapables de se forger une opinion de façon autonome. En décrivant éditeurs et journalistes comme les intermédiaires culturels incontournables entre l'information et un citoyen « infantilisé » (p. 100), Dominique Cardon aide à comprendre la diabolisation dont font trop souvent l'objet des initiatives aussi abouties et aussi sophistiquées que *Wikipédia*. Cette posture défensive s'explique sociologiquement, car Internet menace un ordre établi, forgé au XIXe siècle, au moment de la massification de la presse à bas prix (p. 97). Il remet en cause une hiérarchie des émetteurs de savoir et de vérités dont l'autorité n'était quasiment pas contestable dans le modèle vertical des médias de masse (p. 37).

Pour comprendre l'Internet d'aujourd'hui, il n'est pas possible de faire l'économie d'une approche historique, ce qui permet de comprendre les racines du réseau des réseaux. Dominique Cardon rappelle que les militaires n'ont pas conçu Internet, même s'ils ont participé au financement de sa conception : « *La chose est désormais bien établie : Internet est surtout né de la rencontre entre la contre-culture américaine et l'esprit méritocratique du monde de la recherche* » (p. 13). Plus encore, Internet est né des besoins de ses inventeurs, essentiellement des chercheurs et des informaticiens (p. 16), sans plan préconçu, mais avec une méthode égalitaire et méritocratique, nécessitant la mise en place de consensus et empêchant le contrôle du réseau par quelque acteur que ce soit. Cet ensemble de valeurs libertaires et solidaires est ancrée profondément dans les gênes du réseau. La notion de consensus, par exemple, qui a présidé à l'établissement des normes du réseau, se retrouve au cœur des principales réussites collaboratives du Web, trente à quarante ans plus tard (p. 86-87). La liberté de l'information et la liberté du code se retrouvent ici pour jeter les bases d'un espace contributif puissant, dans lequel chacun peut apporter ses compétences, mais personne ne peut stopper le processus d'innovation. En cela, le droit est un élément décisif du modèle proposé par Internet : le logiciel libre et les licences *creative commons* constituent, de ce point de vue, des modèles. Cette démarche est favorable aux libertés individuelles et d'essence libertaire. Elle est compatible avec une autre tendance politique, le libéralisme. Ces deux mouvements se sont conjugués pour produire une alliance d'opportunité (p. 28, p. 32).

Il n'est pas non plus possible de comprendre la « démocratie Internet » sans lumières sur la façon dont le réseau des réseaux est organisé. Car, contrairement à une opinion répandue, le Web n'est pas un immense sac dans lequel sont jetés quelques milliards de documents... L'auteur insiste, en effet, sur la forte hiérarchisation de l'information sur le Web. Il dénonce, au passage, les pamphlétaires et les journalistes pressés qui confondent accessibilité d'une page et visibilité de celle-ci. Dans l'océan des pages web, la hiérarchisation de celles-ci s'est imposée par la mise en place d'algorithmes d'essence démocratique, dont le parangon est le Page Rank de Google, qui donnent plus de visibilité aux pages qui sont les plus citées, les plus liées, les plus commentées. S'il n'est pas difficile de trouver des pages web choquantes et menaçantes pour la démocratie, celles-ci sont en général marginalisées par la hiérarchisation de l'information sur le réseau (p. 42). Cette pratique emprunte son modèle au monde scientifique, qui considère qu'un article cité par un chercheur est un article d'intérêt (modèle du *Science citation index*, p. 43). Cependant, l'organisation des contenus du réseau par les moteurs de recherche semble prendre une tournure de plus en plus médiatique, en s'approchant des logiques de l'audimat et du plébiscite (p. 95). Cette tendance inquiétante pourrait être tempérée par le développement des « métriques communautaires » (p. 96), mais celles-ci restent fragiles et le monde analogique a désormais pris position sur le réseau et entend rétablir un ordre dans lequel les médias et les plus grosses entreprises disposent de la plus imposante puissance de feu. De plus en plus, les poids lourds industriels reconquièrent sur le réseau les positions qu'ils n'ont jamais perdues dans le monde médiatique (p. 97). La puissance du modèle conversationnel apparaît cependant difficile à contrer : en 2005, les géants qu'étaient AOL ou Amazon ont commencé à reculer face aux nouveaux géants des contenus collaboratifs et des communautés numériques : YouTube, MySpace, Wikipédia et Facebook (p. 54). Ce mouvement a atteint en 2010 un point symbolique, puisque Google a cédé à Facebook la place de site le plus fréquenté du monde.

Il reste que ces champions des contenus collaboratifs sont devenus de puissants acteurs industriels, qui traitent des données issues de centaines de millions d'individus, où les fondateurs d'Internet pourraient voir avec déception des « bavardages » remplacer la conversation (p. 54) et des interactions rudimentaires remplacer l'argumentaire et la régulation procédurale (p. 87). Nombreux sont les pionniers du réseau qui considèrent le bouton « I like » de Facebook (p. 80) comme le degré zéro de l'argumentation, signant la fin d'une aventure démocratique. La massification du public d'Internet va-t-elle les faire retourner à leur condition de foule (p. 72) ou de public exclusivement nourri par les *gate keepers*traditionnels ? Ce serait compter sans « *la force des coopérations faibles* » (p. 81). Dominique Cardon explique en détail les mécanismes de l'exposition de soi, leurs motivations et la forme qui en découle (p. 66) : « *La communication privée en public est l'un des formes d'échange les plus originales qui soient apparues avec les réseaux sociaux de l'Internet* (...) *Cet étrange jeu théâtral, dans lequel les utilisateurs miment l'aparté tout en parlant au su et au vu des spectateurs potentiels, permet de parader devant eux* (...) [ouvrant] *une microscène* » (p. 63).

Ces « petites » conversations (p. 68) finissent par croiser les « grandes » conversations et donner une forme nouvelle d'action collective, opportuniste, sans centre, volatile et puissante. Ces mouvements ont inspiré la démocratie participative que les politiques veulent mettre au service de leurs candidatures. Mais ceux-ci ont bien du mal à reproduire en laboratoire ce qui émerge si spontanément là où on ne l'attend pas. Dominique Cardon y voit la manifestation d'une liberté des acteurs du réseau et un encouragement pour l'acceptation de la massification du celui-ci. Loin de croire que 100% des internautes contribuent à égalité aux contenus et à la vitalité du réseau, il rappelle la règle des 1/10/100 : une fraction de contributeurs est très active, une petite minorité participe régulièrement et la masse n'apporte pas de contribution décisive (p. 19).

Mais l'ouvrage répète avec force que les « *participations minimes, comme la correction des fautes d'orthographe sur Wikipédia, la notation de la qualité des articles*, *voire* *la présence silencieuse d'utilisateurs inactifs*, sont indispensables à la motivation des plus actifs ». C'est pourquoi il ne faut pas négliger ou mépriser les coopérations faibles. Il propose de considérer que le bouton « I like » est une des adaptations à la massification des usages, et qu'il contribuera, à sa mesure, au sein d'un dispositif contributif aux multiples formes, à l'organisation du grand « bazar » (p. 77) qu'est le Web. Internet constitue une opportunité démocratique. Il doit aujourd'hui négocier le virage de la massification sans changer de nature, c'est-à-dire évoluer sans perdre ses qualités créatives et ses principes égalitaires initiaux.

## **Les vrais responsables des fausses nouvelles**

**Evgeny Morozov, 13 janvier 2017 in Le Monde diplomatique** (Traduction depuis l’anglais : Métissa André)

**Les fausses nouvelles, de l’anglais « fake news », engloutissent la démocratie. Telle est la récente conclusion tirée par le camp des perdants de 2016, qui rassemble les déçus du Brexit, des élections américaines et du référendum italien. Un raisonnement valable, à condition d’identifier les vrais responsables de ce naufrage, intimement lié au développement du capitalisme numérique.**

Apparemment, tous les candidats malheureux de 2016, des gens bien sous tous rapports, du genre honnête et rationnel, auraient perdu les élections à cause d’une dangereuse épidémie de « fausses nouvelles », de vidéos virales et de mèmes (1). Le problème après tout n’est pas tant que le capitalisme navigue en eaux troubles. Il est toute façon de mauvais goût de discuter de son naufrage imminent dans la bonne société. Non, la préoccupation principale, c’est bien plutôt ces folles rumeurs qui imaginent des icebergs géants à l’horizon.

D’où la recrudescence soudaine de fausses solutions : interdiction des mèmes (proposition du Parti populaire espagnol) ; création de commissions d’experts chargées de valider la véracité des informations (projet avancé par l’autorité antitrust italienne) ; ouverture de centres de défense contre les fausses nouvelles qui infligeraient des amendes à Twitter, Facebook et consorts pour les avoir propagées (suggestion des autorités allemandes).

Cette dernière approche constitue un excellent moyen de promouvoir la liberté d’expression pour des sites comme Facebook, qui a récemment censuré la photo d’une statue de la ville de Bologne représentant Neptune nu — ô comble de l’indécence. Un conseil aux gouvernements autoritaires : si vous voulez censurer Internet sans faire d’histoire, il vous suffit de qualifier les articles qui vous déplaisent de « désinformation », et personne en Occident ne viendra protester.

Faut-il voir dans cette crise des fausses nouvelles la cause de la décadence de la démocratie ou bien la conséquence d’un malaise structurel, plus ancien et plus profond ? Tout le monde admet l’existence d’une crise, mais toute démocratie digne de ce nom devrait s’interroger sur sa nature : trouve-t-elle son origine dans la circulation massive de fausses nouvelles ou dans tout autre chose ?

Mais nos élites s’obstinent à faire l’autruche. Elles attribuent aux fausses nouvelles des explications erronées et superficielles en refusant de reconnaître l’existence d’un problème systémique. L’aisance avec laquelle les grandes institutions, des partis politiques aux think tanks en passant par les médias, se sont alignées pour faire des fausses nouvelles leur angle d’approche favori en dit long sur l’étroitesse de leur vision du monde (2).

**Deux figures du déni**

Le véritable risque encouru par les sociétés occidentales ne réside pas tant dans l’émergence d’une démocratie autoritaire que dans la persistance d’une démocratie immature. Ce manque de maturité, dont les élites font preuve tous les jours, se manifeste par deux sortes de déni : d’un côté le déni des causes économiques des problèmes actuels, de l’autre le déni de la corruption des experts.

Le premier s’exprime chaque fois que l’on attribue des phénomènes comme le Brexit ou la victoire de Donald Trump à des facteurs tels que le racisme ou l’ignorance des électeurs. Le deuxième chaque fois que l’on refuse de voir que l’immense frustration suscitée par les institutions en place provient non pas d’un manque de connaissance sur celles-ci, mais au contraire d’une connaissance trop avancée !

Aveuglés par ces deux types de déni, les décideurs préconisent d’intensifier ce qui avait déjà contribué à aliéner les citoyens : plus d’expertise, plus de centralisation, plus de règlementation. Forts de leur incapacité à penser en termes d’économie politique, ils finissent inévitablement par règlementer là où il ne faut pas.

La panique morale qu’entraînent les fausses nouvelles illustre la manière dont ces deux formes de déni condamnent la démocratie à une immaturité perpétuelle. Le refus de reconnaître les origines économiques de la crise des fausses nouvelles fait du Kremlin le bouc-émissaire idéal, au lieu de remettre en cause l’intenable modèle économique du capitalisme numérique.

Mais n’est-il pas évident qu’aucune intervention étrangère, qu’il s’agisse de la Russie ou d’autres États, ne serait capable de produire des informations virales à une telle échelle ? Les mouvements délirants qui font leur commerce des fausses nouvelles ne datent pas d’hier. Souvenez-vous de Lyndon LaRouche, cet homme politique américain adepte des théories du complot (3). Ce qui manquait aux tendances de ce type pour que leurs théories farfelues deviennent virales, ce n’est pas le soutien politique et financier de la Russie mais la puissante infrastructure numérique actuelle, abondamment subventionnée par la publicité en ligne.

Les fausses informations posent moins problème pour leur contenu que pour la rapidité et la facilité de leur diffusion, lesquelles sont rendues possibles par le capitalisme numérique d’aujourd’hui : pour des sociétés comme Google et Facebook, il est très rentable de produire et de faire circuler les informations les plus susceptibles d’être partagées.

Mais pour comprendre la crise de l’information, les élites doivent surmonter ces dénis et s’attaquer à l’économie politique de la communication. Or, personne ne veut admettre qu’au cours des trente dernières années, ce sont les partis de centre-gauche et de centre-droit qui ont vanté les mérites de la Silicon Valley, privatisé les télécommunications et adopté une attitude laxiste à l’égard des procédures antitrust.

L’autre forme de déni consiste à fermer les yeux sur la corruption des experts, à l’heure où des *think tanks* acceptent volontiers des financements provenant de gouvernements étrangers ; où des fournisseurs d’énergie subventionnent des projets de recherche douteux sur le réchauffement climatique ; où même la reine d’Angleterre — une populiste invétérée, comme chacun sait — interroge publiquement les économistes sur leur incapacité à prévoir la crise. Dans un monde où les médias agissent sous les ordres des professionnels des relations publiques et autres conseillers en com’, où des commissaires européens quittent leur poste pour aller travailler à Wall Street — peut-on reprocher aux citoyens leur scepticisme envers ces soi-disant experts ? Pire encore, la réprobation des fausses nouvelles émane parfois de ces mêmes médias qui, du fait des difficultés économiques de l’édition en ligne, colportent des fausses nouvelles de leur cru. Prenez l’exemple du *Washington Post,* l’un des rares journaux qui génère encore des profits, mais qui a perdu en crédibilité ce qu’il a gagné en rentabilité (4).

Après avoir imprudemment accusé des sites d’information sérieux de faire le jeu de la propagande russe en se basant sur un rapport réalisé par une organisation douteuse, le journal a récemment mis en garde contre des cyber-attaques russes sur un réseau électrique de l’État du Vermont. De toute évidence, ces attaques ne se sont pas produites et le *Washington Post* n’a même pas pris la peine de vérifier les faits auprès du fournisseur d’énergie. À croire que cette économie gouvernée par la publicité en ligne a produit sa propre théorie de la vérité : la vérité, c’est ce qui attire le plus de paires d’yeux.

Les lamentations de journalistes qui exemptent leur profession de toute responsabilité achèvent d’ébranler la confiance dans l’expertise. Que la démocratie se fasse engloutir par les fausses nouvelles ou pas, une chose est sûre : elle se noie dans l’hypocrisie de son élite.

Pris entre les deux formes de déni exposées, la classe politique et le monde des affaires n’auront de cesse de rechercher des solutions innovantes au problème des fausses nouvelles, comme elles continuent à le faire pour le dérèglement climatique. Un autre point commun rapproche ces deux phénomènes : de même que le dérèglement climatique est une conséquence logique du capitalisme fossile, de même les fausses nouvelles sont des émanations du capitalisme numérique.

On ne tardera pas à voir apparaître un réformateur providentiel, qui pour rompre avec la tendance autoritaire des propositions actuelles, donnera carte blanche à l’inventivité des marchés pour tout résoudre. Pourquoi pas, par exemple, un système d’échanges d’émissions post-vérité, dans lequel des organes de presse pourraient acheter auprès des gouvernements des permis pour diffuser de fausses informations ? Aussi ridicule et inefficace soit-il, un tel système ne manquerait pas de recevoir des prix d’innovation sociale.

Pour remédier à cette crise en évitant de former de mauvais diagnostics ou d’accorder trop de pouvoir aux élites, nous devons impérativement repenser les fondements du capitalisme numérique. Il faudrait pour cela donner moins de place, dans notre manière de vivre, de travailler et de communiquer, à la publicité en ligne et la compulsion malsaine du « click and share » qu’elle génère. En parallèle, il est nécessaire de déléguer davantage le pouvoir décisionnel aux citoyens plutôt qu’aux experts aisément corruptibles et aux entreprises vénales.

En d’autres termes, il s’agit de construire un monde où Facebook et Google auront cessé d’exercer une telle influence, un monde qui aura renoncé au solutionnisme technologique. Un défi ambitieux que seules des démocraties accomplies pourraient relever. Malheureusement, l’aveuglement des démocraties actuelles les conduit à désigner toutes sortes de coupables sans se remettre en question, tout en confiant toujours plus de problèmes à la Silicon Valley.

1. De l’anglais *Internet meme,* qui désigne une image, une vidéo ou un texte repris et déclinés en masse sur Internet, le plus souvent de manière humoristique (Wikipédia).
2. Lire Frédéric Lordon, « Politique post-vérité ou journalisme post-politique ? », Les blogs du Diplo, 22 novembre 2016.
3. Voir le dossier du *Monde diplomatique* de mai 1987, « L’art de la désinformation », et celui de mai 2015, « Vous avez dit “complot” ? ».
4. Lire Pierre Rimbert, « Les chauffards du bobard », *Le Monde diplomatique,* janvier 2017

## Réseaux sociaux et démocratie

**Nicolas Carr est un auteur américain qui a principalement travaillé sur les technologies et leur impact. Dans cet article, publié sur le site Politico.com en 2015, il met en lumière l’influence des réseaux sociaux sur la communication politique. Il affirme ainsi que ce nouveau mode de communication à grande échelle favorise un certain type de profil : celui du « buzz » et de la provocation. Incarné ici par Donald Trump, candidat qui a été élu président des USA l’année suivant la publication de cet article.**

Depuis la soi-disant élection Facebook de 2008, Obama a été un pionnier dans l'utilisation des médias sociaux afin de se connecter avec le public. Mais il n'a rien à envier aux candidats de cette année. Ted Cruz diffuse en direct ses apparitions sur Periscope. Marco Rubio diffuse des "Snapchat Stories" lors de ses arrêts le long des routes. Hillary Clinton et Jeb Bush se disputent au sujet de la dette étudiante sur Twitter. Rand Paul et Lindsey Graham produisent des vidéos YouTube loufoques. Même Bernie Sanders, le vieux grincheux, a attiré près de deux millions de likes sur Facebook, ce qui a conduit le New York Times à le [qualifier](http://www.nytimes.com/2015/05/19/us/politics/bernie-sanders-wants-to-be-president-but-hes-already-facebook-royalty.html) de "roi des médias sociaux".

Et puis il y a Donald Trump. Si Sanders est un roi, Trump est un dieu. Troll né, habile à publier des bulletins incendiaires aux moments opportuns, il est le premier candidat optimisé pour l'algorithme de Google News. Dans un [tweet typique](https://twitter.com/realDonaldTrump/status/638318502059880450) , envoyé lundi matin à la première heure, il a décrit Huma Abedin, l’assistante de Clinton, comme "un risque majeur pour la sécurité" et "l'épouse du pervers Anthony Wiener". Incroyablement impolitiques, de tels messages attirent une vaste audience auprès de Trump – quatre millions de followers rien que sur Twitter – tout en donnant aux journalistes et aux experts un nouvel os à ronger. Ce que Trump a bien compris, c'est que le meilleur moyen de dominer la discussion en ligne n'est pas d'informer, mais de provoquer.

L’éclat de Trump peut s'estomper – la mèche de la célébrité a une combustion rapide - mais sa capacité à contrôler l’ordre du jour au cours de cet été en dit long sur l’évolution de la dynamique des compétitions politiques. Si la presse écrite et audiovisuelle traditionnelle exigeait des candidats qu’ils soient des noms - des figures stables et cohérentes - les médias sociaux les poussent à être des verbes, des moteurs d'activité. L'autorité et le respect ne s'accumulent pas sur les réseaux sociaux ; ils doivent être gagnés à nouveau à chaque instant. Vous n’êtes pertinent qu’aussi longtemps que votre dernier tweet l’est.

Les candidats les mieux installés cette année ont été lents à apprendre cette leçon. C'est particulièrement vrai pour Clinton et Bush, les deux candidats les plus en vue. Leur dispute sur Twitter était une exception à leur présence généralement anodine sur les réseaux sociaux. Ils ont joué la carte de la sécurité, soignant leur image de fonctionnaires fiables tout en essayant d'éviter le moindre faux pas susceptible de déclencher une controverse à la télévision. Les divers fils d’informations de Bush sur les médias sociaux apparaissent comme une réflexion après coup. Ils font la promotion de ses apparitions, félicitent ses sponsors et fournissent des liens vers sa boutique de produits dérivés. Ce qu'ils ne font pas - du moins jusqu'à ce qu'il attaque Trump hier sur Twitter - c'est l'actualité. Les messages de Clinton sont tout aussi fades. Son fil Facebook est le reflet de son fil Twitter, et tous deux visent à donner aux abonnés une image chaleureuse et réconfortante de la candidate.

La situation de Clinton est particulièrement pénible. Elle a passé des années à éliminer les aspérités de sa personnalité, pour finalement découvrir que ces dernières sont capitales. En juin, sa campagne arborait sur Spotify une playlist officielle « Hilary 2016 », regorgeant de morceaux optimistes et forts ("Brave", "Fighters", "Stronger", "Believer"), mais cela sonnait davantage comme un anachronisme dans une campagne plus punk que pop.

Au cours des cent dernières années, ce fut à deux reprises qu’un média réussit à transformer les élections. Dans les années 1920, la radio désincarnait les candidats, les réduisant à des voix. Cela rendait également les campagnes nationales beaucoup plus intimes. Les politiciens, habitués à hurler dans les fêtes foraines et les gares, se sont retrouvés à parler aux familles dans leurs maisons. La rhétorique bruyante qui agitait de grandes foules partisanes s'est révélée stridente et rebutante lorsqu'elle elle fut diffusée dans un salon ou une cuisine. Rassemblés autour de leurs postes sans fil, les citoyens voulaient de l’homme d'État qu’il soit comme une figure parentale, et non un agitateur. Avec Franklin Roosevelt, maître de la conversation apaisante au coin du feu, le nouveau média avait trouvé son messager idéal.

Dans les années 1960, la télévision a rendu aux candidats leur corps, au moins en deux dimensions. Avec ses coupes raides et ses gros plans impitoyables, la télévision mettait l'accent sur les phrases courtes, le sourire parfait et l’aisance relationnelle. L'image devient tout, tandis que la frontière entre le politicien et la célébrité s'estompe. John Kennedy a été le premier candidat à succès de l'ère de la télévision, mais l’on doit à Ronald Reagan et Bill Clinton d’avoir perfectionné la forme. Acteurs nés, ils pouvaient projeter une image rustique plus vraie que nature.

Aujourd'hui, alors que le public se tourne vers les smartphones pour s’informer et se divertir, nous semblons être au début de la troisième grande métamorphose technologique de la campagne électorale moderne. La campagne présidentielle devient alors un flux comme les autres, son courant rapide et superficiel s'entrelaçant avec tous les autres flux qui traversent nos appareils. Cette évolution modifie la manière dont les hommes politiques communiquent avec les électeurs, ainsi que le ton et le contenu du discours politique. Et ce n’est pas tout ! Cette évolution marque également un tournant dans ce que le pays veut et attend de ses potentiels dirigeants.

Ce qui importe, désormais, ce n'est pas tant l'image que la personnalité. Mais, comme le révèle le phénomène Trump, ce n'est qu'un type particulier de personnalité qui fonctionne - une personnalité suffisamment grande pour attirer l'attention des perpétuellement distraits, mais suffisamment petite pour s’immiscer parfaitement dans un millier d’écrans minuscules. Afin de décrire au mieux ce phénomène, nous utiliserons le terme de « Snapchat Personality ». Cette dernière surgit à intervalles réguliers, sans jamais nécessiter un intense travail de concentration.

Les réseaux sociaux privilégient le petit au gros, le coupé par rapport au réfléchi. Ils privilégient également l'émotivité à la raison. Plus le message est viscéral, plus il circule rapidement, et plus longtemps il retient l'attention du public. Dans une sorte de retour à l’ère pré-radio, le populiste fougueux semble désormais plus désirable, plus digne d'attention, que l’homme d’affaires cool. C'est le croustillant Bernie et le caustique Donald qui sont aimés et hashtagés, ajoutés en amis et suivis. Faut-il s'étonner que "Feel the Bern" soit devenu le cri de ralliement de la campagne Sanders ?

Les appels à l’émotion peuvent être bénéfiques à la politique. Ils peuvent stimuler l'engagement civique, même parmi les personnes privées de leurs droits et désenchantées. Ils peuvent également galvaniser l'attention du public en la focalisant sur les injustices et les abus de pouvoir. Un lien émotionnel immédiat peut, dans le meilleur des cas, s'approfondir dans un engagement politique durable. Néanmoins, il y a un côté sombre à l’émotivité suscitée par les médias sociaux. La popularité de Trump n'a décollé qu'après avoir [diabolisé](http://www.usatoday.com/videos/news/2015/06/25/29292957/) les immigrés mexicains, qu’après avoir joué sur les frustrations et les peurs du public. C'est la tactique ancestrale du démagogue, et cela a fonctionné. La campagne de Trump a peut-être des allures de farce, mais elle suggère également qu'un candidat Snapchat, passionné mais creux, pourrait faire un parfait réceptacle pour un culte de la personnalité.

Nicolas G. Carr, *Comment les médias sociaux ruinent la politique,* Politico.com, 2015

(Traduit de l’anglais par le département SHC)

https://www.politico.com/magazine/story/2015/09/2016-election-social-media-ruining-politics-213104/

## Les médias participent-ils à une crise de l’autorité ?

**Marc Abélès, anthropologue et ethnologue français, se questionne sur le rôle des médias dans la réussite ou l’échec des hommes politiques. Pourquoi les « chouchous des médias » échouent-ils à accéder aux fonctions suprêmes ? Quel rôle les médias jouent-ils dans l’échec d’une candidature ? Et inversement, comment contribuent-ils à rendre une figure « sympathique » ?**

Ce qui frappe quand on considère l’histoire politique récente, c’est l’incroyable décalage entre la France politique rêvée et la France réelle. Si l’on en croit les enquêtes d’opinion, des personnalités comme Simone Veil, Rocard, Delors, Kouchner semblaient réunir toutes les qualités pour accéder aux plus hautes destinées. À côté d’eux Mitterrand, Chirac ou Giscard faisaient pâle figure. Est-ce un hasard si aucun d’entre eux n’a jamais exercé le pouvoir suprême, comme si entre la France rêvée et la France réelle, il y avait un décalage insurmontable.

On remarquera que les chouchous des sondages atteignent le zénith de la popularité lorsqu’ils apparaissent comme l’exact contraire des « politiciens ». Ils proposent dans leurs discours et dans leurs actes une approche désintéressée, humaniste, innovante. Les médias les présentent comme l’exacte antithèse des leaders partisans. Leur capacité d’attraction correspond à leur faculté d’incarner le rêve d’une France politique échappant, au moins idéalement, à la logique des oppositions traditionnelles. Ni droite, ni gauche : ils représenteraient un sens de l’intérêt collectif et proposeraient une vision du monde où l’éthique prendrait le dessus par rapport aux passions politiques. « Parler vrai », « gouverner autrement », ces formules jalonnent le cimetière des illusions perdues. Car les stars des médias se sont le plus souvent révélés de piètres challengers en matière électorale, alors que les « vieux chevaux de retour », ainsi qu’on a parfois qualifié sans élégance les quelques leaders des grandes formations politiques, capables de ferrailler sans merci dans les joutes électorales, obtenaient seuls des résultats concluants.

L’une des facettes de l’échec en politique réside tout entière dans l’ambivalence de la représentation. La représentation médiatique, le spectacle et son aptitude à faire rêver ne s’ajuste pas à la représentation politique, ce processus par lequel nos démocraties fabriquent leurs dirigeants et qui se résume dans l’acte de voter. La compétition politique met en présence des partis ; elle implique un travail de et dans l’organisation. L’affrontement entre Chirac et Balladur en 1995 est exemplaire. Le favori des sondages et des médias ne fit pas le poids face à son rival qui, lui, maîtrisait l’appareil du RPR. Et surtout, l’échec d’un personnage qui tire sa popularité d’un rapport au public où la composante partisane est faible, s’avère toujours sans appel. Dans des contextes différents, les cas de Balladur comme avant lui Rocard en sont d’éclatants exemples.

Ainsi les médias ne peuvent à eux seuls assurer la réussite en politique. Ils permettent, en tout cas, aux ténors de se faire reconnaître, et face à l’offre politique, l’effet de reconnaissance joue un rôle essentiel. Les Français ont leurs habitudes. Ils se sont attachés à ces personnages tant et tant caricaturés. Giscard, Chirac, Mitterrand, et tous les autres, sont devenus nos familiers ; grâce au média télévisé, ils sont entrés dans notre quotidien. C’est d’ailleurs plus par leurs travers et leurs ridicules, via les Guignols et autres émissions satiriques, qu’ils ont capté l’attention. On a appris à connaître leurs petits côtés, ils font désormais un peu partie de notre famille.

Même Le Pen a fini par être apprivoisé, quitte à jouer le rôle du méchant dans le bestiaire où se mire la société du spectacle. Ce fut sans doute sa plus belle victoire, et le début d’une déstabilisation en profondeur du processus politique. Inversement on a plus de mal avec les « inclassables », ceux auxquels il est difficile de coller une étiquette, parce qu’ils sont perçus comme au-dessus de la mêlée. D’où ce paradoxe : loin d’être vecteurs d’échec, le vieillissement, la répétition, l’obsession partisane sont en fait de sérieux atouts, ce qui ne les empêche pas d’être sans cesse critiqués par l’opinion et les médias.

Dans un univers dominé par le spectacle, tout responsable politique devient très vite prisonnier d’une apparence qu’il a nolens volens contribué à façonner. Lorsqu’une personnalité de premier plan se fait connaître, elle suscite la création d’un ou plusieurs stéréotypes qui vont désormais lui coller à la peau. Mitterrand « le Florentin », Chirac et « le cul des vaches », Fabius la prudence (« l’homme qui ouvre le parapluie ») et/ou la suffisance. Ces stéréotypes qu’on retrouve dans les caricatures et que reprennent à satiété les humoristes sont partie intégrante du spectacle politique. La force des stéréotypes vient de ce que le superficiel, la mise en relief d’un ridicule avéré, fonctionne comme un révélateur – ce trait en dit long sur la nature profonde de l’individu. Il y a des stéréotypes qui suscitent la sympathie (ex : la somnolence de Barre) ; d’autres à l’inverse, ont un fort impact négatif, surtout quand ils soulignent le décalage entre l’aspect extérieur et les intentions inavouées du personnage. Un stéréotype récurrent de ce genre est celui du jeune et dynamique politicien qui cache son ambition sous sa bonne mine.

**Marc Abélès, « De la communication en négatif : l’échec politique »*,   
Le Temps des Médias,* 2006/2 n° 7, pp. 151 - 160**

## Geoffroy Lejeune, une croisade réactionnaire jusqu’au « Journal du dimanche »

**L’ancien directeur de la rédaction de « Valeurs actuelles » est officiellement nommé aux rênes de l’hebdomadaire dominical, détenu par Vincent Bolloré. Les journalistes ont voté à 96 % une grève de vingt-quatre heures reconductible.**



Geoffroy Lejeune, alors directeur de la rédaction de « Valeurs actuelles », invité avec Eric Zemmour d’un meeting organisé par les Eveilleurs, à Versailles, le 19 octobre 2021. CYRIL BITTON / DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Geoffroy Lejeune savoure son hold-up. Vendredi 23 juin, le jeune homme de 34 ans a été officiellement nommé nouveau directeur de la rédaction du *Journal du dimanche* (*JDD*), [comme l’a révélé *Le Monde*](https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/06/22/geoffroy-lejeune-devrait-prendre-la-direction-du-journal-du-dimanche_6178717_823448.html). Celui qui remplacera Jérôme Béglé à la tête du titre évoque un *« immense honneur »* dans le communiqué officialisant sa promotion. Sonnés, les journalistes de l’hebdomadaire ont voté à 96 % une grève reconductible de vingt-quatre heures. [L’ancien patron de la rédaction de *Valeurs actuelles*](https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2023/06/03/geoffroy-lejeune-mis-a-pied-de-valeurs-actuelles-sur-fond-de-bataille-editoriale_6176070_3236.html) s’en moque ; il a un plan de route et se délecte de provoquer les esprits *« bien-pensants »*.

Le monde des médias est en ébullition ? Geoffroy Lejeune fête dans un restaurant italien l’anniversaire de Charlotte d’Ornellas, vedette du magazine d'extrême droite qui se tenait à ses côtés dans le carré VIP des meetings d’Éric Zemmour, lors de la campagne présidentielle de 2022, avec laquelle il s’apprête à débarquer au *JDD*. Autour de la table, [Mathieu Bock-Côté](https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/12/13/mathieu-bock-cote-la-doublure-d-eric-zemmour-sur-cnews_6105799_823448.html), journaliste canadien devenu star de la chaîne CNews, Dimitri Pavlenko, animateur quotidien d’Europe 1 – ses amis de la galaxie Bolloré avec qui il mène une croisade réactionnaire.

*« Tout le monde pensait que c’était une mauvaise blague »*, soupire un ténor de Valmonde, maison mère de *Valeurs actuelles,* d’où Geoffroy Lejeune a été évincé début juin, après une vive altercation avec son président. Le plan était bien rodé. Malgré leurs yeux embués de larmes lorsqu’ils annoncent leur départ sur CNews, Lejeune et d’Ornellas avaient tout négocié des semaines avant le clash.

Un coup, encore un. Geoffroy Lejeune est un as en la matière. Avec sa bande de jeunes loups de V*aleurs actuelles*, il avait l’habitude de les orchestrer au Bizetro, un bistrot du 16e arrondissement de Paris, à deux pas du siège du magazine – parmi eux, Louis de Raguenel, aujourd’hui chef du service politique d’Europe 1, et [Tugdual Denis, son numéro deux, qui lui succède à *Valeurs actuelles*](https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2023/06/19/tugdual-denis-remplace-geoffroy-lejeune-licencie-a-la-tete-de-valeurs-actuelles_6178345_3236.html). Une décennie qu’il fait sien le conseil livré en 2012 par l’idéologue d’extrême droite Patrick Buisson : *« Investissez les médias. »*

*« Ce n’est pas ma créature mais c’est un garçon dynamique »*, loue aujourd’hui M. Buisson, ancien directeur de *Minute,* lié d’amitié avec la famille Bolloré par l’oncle du milliardaire breton. *« Il ne faut pas se tromper, c’est une bataille politique qui s’est ouverte. La question est : « qui cédera ? »,* poursuit l’ancien conseiller de Nicolas Sarkozy à l’Elysée. *Jusqu’ici, Bolloré a toujours gagné. Il s’est heurté à une bronca à i-Télé, il a fait le ménage, il est arrivé à ses fins. Bolloré est un homme habité de foi catholique et de convictions, il ira jusqu’au bout. Cette grande figure du capital n’est pas mue que par l’argent et le culte du veau d’or. C’est son droit de choisir des gens qui partagent les idées auxquelles il croit. »*

**Mener le « combat culturel »**

Dans le communiqué de nomination du nouveau venu, Arnaud Lagardère vante *« un talent brut du journalisme français »*.Au *JDD*, Geoffroy Lejeune *« aura la mission d’incarner l’excellence journalistique : à savoir, les faits, l’investigation, le devoir d’informer »*, poursuit-il. Un oxymore tant Lejeune, ami revendiqué d’Éric Zemmour et de Marion Maréchal, a porté haut le journalisme d’opinion – radicale – poussé à l’extrême.

Quelques exemples ? En novembre 2022, [après la saillie du député (Rassemblement national, RN) Grégoire de Fournas](https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/11/04/le-bureau-de-l-assemble-nationale-demande-d-exclure-le-depute-rn-gregoire-de-fournas-pendant-quinze-seances-apres-ses-propos-a-teneur-raciste_6148541_823448.html) à l’Assemblée, il avait réussi à mettre Pascal Praud mal à l’aise, en assénant sur CNews qu’il *« y* [avait] *eu manipulation, mensonge »* : *« Moi je pense que de Fournas a le droit de dire “qu’il retourne en Afrique”* [au député (La France insoumise, LFI) Carlos Martens Bilongo, qui est noir, lors d’une intervention de ce dernier].*»* En octobre 2022, il disait de l’invasion de la Russie en Ukraine, sur CNews toujours, que *« les Américains ont été à l’origine de ce conflit »*, flirtant avec l’antienne anti-OTAN des milieux souverainistes.

Il *« a réussi à redresser ce titre en lui insufflant une nouvelle ligne éditoriale, faite de partis pris et d’enquêtes iconiques »*, écrit encore Lagardère. Sans dire que, sous sa direction, les « unes » de *Valeurs actuelles* ont surtout repris les obsessions de l’extrême droite.

Un numéro de 2022 appâte le lecteur sur « le vrai coût du grand remplacement », reprenant cette théorie raciste popularisée par Eric Zemmour. D’autres, aux relents complotistes, s’acharnent sur l’homme d’affaires juif George Soros : « Le milliardaire qui complote contre la France » (2018), « Le scandale Soros » (2020), « Le coup d’Etat Soros » (2021), « La mafia Soros » (2023). En août 2020, un article caricaturant la députée (LFI) de Paris Danièle Obono en esclave avait suscité un tollé, et même fait réagir Emmanuel Macron. L’hebdomadaire fut condamné pour injure publique à caractère raciste.

Dans son ancien bureau parisien, rue Georges-Bizet, où il n’a plus droit de mettre les pieds depuis son éviction, Geoffroy Lejeune a juste eu le temps de décrocher la peinture d’un légionnaire – son père commandait des régiments de la Légion étrangère – et un portrait de Zidane, puis d’emballer les livres de Zemmour qui voisinent avec une petite statue de la Vierge Marie. Issu d’une famille catholique de cinq enfants, il a étudié un an au collège Saint-Michel à Niherne (Indre), lié à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X. « J’ai détesté, ça m’a vacciné à vie contre les prêtres tradi », nous confiait-il en 2020, loin de s’imaginer que la revue titrerait, la semaine de son licenciement, « Cathos : le renouveau tradi ».

A sa sortie de l’Ecole supérieure de journalisme de Paris et d’un stage au *Point*, en 2011, Geoffroy Lejeune atterrit à *Valeurs actuelles*, recruté par le patron de l’époque, Guillaume Roquette, actuel directeur de la rédaction du *Figaro Magazine*. Le titre des droites antigaullistes vivote. Un nouveau directeur, Yves de Kerdrel, doit le relancer pour en faire le journal de *« la droite qui s’assume »*. En 2016, la revue célèbre ses 50 ans, [le milliardaire franco-libanais Iskandar Safa vient de la racheter](https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/12/30/iskandar-safa-un-magnat-tres-discret_6024358_3234.html). Geoffroy Lejeune est promu directeur de la rédaction, il a 27 ans. Sa mission : faire oublier les excès, comme cette « une » sur les Roms ayant valu au journal d’être condamné pour provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence.

Déterminé à mener le *« combat culturel »*, Geoffroy Lejeune fait venir Charlotte d’Ornellas, qui a débuté au site d’extrême droite *Boulevard Voltaire*, proche des catholiques traditionalistes et des sphères identitaires. Mais aussi son propre frère, Bastien Lejeune, promu rédacteur en chef. Son ami Tugdual Denis, venu du *Point*, devient son adjoint. *« Les Charlotte d’Ornellas, Eugénie Bastié, Alexandre Devecchio restent des exceptions dans le milieu médiatique »*, déplore-t-il, en appelant au *« sursaut »* à l’école créée par Marion Maréchal, l’une de ses amies les plus chères depuis l’adolescence.

**Pas de deux avec la Macronie jusqu’à l’irruption de Zemmour**

Outre la nièce de Marine Le Pen – à qui il consacre de nombreux numéros –, ses intimes comptent le chanteur Vianney, l’humoriste Gaspard Proust, avec qui il part en vacances dans son chalet des Alpes, ou encore l’écrivain aux accents réactionnaires Michel Houellebecq. En avril 2019, ce dernier l’invite à l’Elysée pour sa remise de Légion d’honneur, décision à laquelle Geoffroy Lejeune a concouru… à travers son ami Bruno Roger-Petit, actuel conseiller mémoire d’Emmanuel Macron.

Tous deux se sont rencontrés il y a onze ans, lors d’un duel sur i-Télé. Roger-Petit, alors éditorialiste de *Challenges,* manie la joute contre *« les fachos »* mais lui tape dans le dos en loge. Lejeune apprend auprès de lui, souvent autour d’une entrecôte au gorgonzola qu’ils partagent dans leur gargote habituelle. *« Il me confia avoir une théorie, ou plutôt un sortilège, pour réussir ses coups : un tiers infos, un tiers éditos, un tiers pamphlets »*, relate Lejeune dans la revue *Deux mille vingt-deux.* Roger-Petit lui fait visiter le palais de l’Elysée dès l’été 2017, le journaliste chante Sardou et Goldman avec Jonathan Guémas, alors plume d’Emmanuel Macron, rencontre le tout-puissant Alexis Kohler… En octobre 2019, le président [Macron lui-même accorde un entretien à *Valeurs actuelles*](https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/10/30/immigration-communautarisme-voile-macron-s-explique-dans-valeurs-actuelles_6017465_823448.html) sur l’immigration et l’islam.

Ce pas de deux avec la Macronie prend fin avec l’irruption d’Éric Zemmour, que Geoffroy Lejeune admire et imagine président de la République dès 2015 dans son roman *Une élection ordinaire* (Ring). *Valeurs actuelles* s’engage pour le champion de Reconquête ! et, en janvier 2022, affiche Emmanuel Macron en « une » titrée « L’emmerdeur ». La *« nouvelle ligne éditoriale faite de partis pris »* de l’ex-patron de l’hebdomadaire *« a permis au titre de retrouver sa bonne santé économique »*, selon le communiqué de Lagardère. Depuis le tournant pro-Zemmour, pourtant, le magazine endure une dégringolade. Entre 2021 et 2022, il a perdu 10 % de ses quelque 100 000 abonnés, la moitié de ses visiteurs en ligne – passant de quatre millions à deux millions –, vu la publicité fondre et le recul de la vente en kiosque… Même Robert Ménard, le maire de Béziers, longtemps ami d’Éric Zemmour, ne lit plus l’hebdomadaire d’extrême droite, qu’il juge trop partisan.

**Talent de la mise en scène**

L’actionnaire, Iskandar Safa, perd patience. Geoffroy Lejeune se sait menacé. A l’automne 2022, il organise une démonstration de force. Entouré de son équipe, il tourne une vidéo devant l’Arc de triomphe, à Paris : *« Chers lecteurs, nous avons pris l’habitude, à* Valeurs actuelles*, d’avancer sous la mitraille… »* Il appelle ses soutiens sur les réseaux sociaux à s’abonner en masse ; son public et son talent de la mise en scène le sauvent.

Le 13 avril, il organise au Palais des sports de Paris un « grand débat des valeurs », qui réunit le gratin du RN, de Reconquête ! et de la droite conservatrice. Entre l’intervention de Jordan Bardella, président du RN, et de Christine Kelly, présentatrice de CNews, il monte sur scène, sa guitare à la main. Après avoir moqué des personnalités de gauche, il entonne une réinterprétation d’un tube de Vianney, *Pas là* : *« T’es pas là, Mélenchon, mais t’es où ? T’es pas là, eh Macron, mais t’es où ? » …* L’opération provoque un trou financier d’au moins 60 000 euros, relève le comité social et économique de *Valeurs actuelles.* Tant pis, Geoffroy Lejeune fait parler de l’hebdomadaire et vante un succès sur CNews. Un coup de plus.

[**Ivanne Trippenbach**](https://www.lemonde.fr/signataires/ivanne-trippenbach/)**et**[**François Krug**](https://www.lemonde.fr/signataires/francois-krug/)**, *Le* Monde, le 24 juin 2023**

## Débat en ligne : comment lutter contre les risques de l’entre-soi ?

**Comment améliorer le débat sur le Net ?** Le juriste américain Cass Sunstein propose la création d’outils qui nous exposent à des points de vue plus variés. **Professeur de droit à Harvard et juriste de renom, Cass Sunstein est un spécialiste du droit constitutionnel américain**. De 2009 à 2012, il a dirigé à la Maison Blanche le Bureau des affaires réglementaires, la principale agence régulatrice de l’Etat fédéral américain. Cass Sunstein vient de faire paraître *Republic, Divided Democracy in the Age of Social Media* (République, une démocratie divisée à l’ère des réseaux sociaux, Princeton University Press, 328 p.). [**A travers sa théorie du « *nudge* », du coup de pouce, il prône la mise en œuvre de politiques publiques qui incitent l’individu à adopter certains comportements sans restreindre sa liberté.**](http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/06/08/l-approche-nudge-doit-beneficier-du-soutien-affirme-de-l-executif-et-de-l-administration_5140729_3232.html)

**Selon vous, chacun d’entre nous crée sur Internet un « Daily Me », une espèce de quotidien hyper personnalisé. Pourquoi cela représente-t-il un risque pour la démocratie ?**

L’idée du « Daily Me » décrit un phénomène propre à Internet par lequel chacun d’entre nous peut créer son propre univers de communication, peut choisir ce qu’il souhaite lire, entendre ou voir à tout moment. Si vous ne souhaitez vous intéresser qu’à un seul enjeu, par exemple l’immigration clandestine, et les dangers qu’elle soulève, ou encore sur Voltaire, et combien il était intelligent, vous pouvez le faire. Une telle personnalisation semble séduisante de premier abord et, d’une certaine façon, elle étend notre liberté. Après tout, avons-nous vraiment envie d’être confrontés à des points de vue que nous rejetons, ou de nous intéresser à des sujets qui nous ennuient ?

Le problème, c’est que la démocratie et la liberté exigent que l’on soit aussi exposé à des expériences que nous n’avons pas présélectionnées ou prévues – mais aussi des expériences que nous partageons avec d’autres. Cela implique de s’intéresser à ce que les autres pensent, de découvrir des problématiques qui nous sont étrangères (par exemple les défis rencontrés par l’Afrique du Sud, les problèmes de santé en Italie, ou l’innovation technologique en Allemagne, etc.). Pensez aux expériences personnelles que vous faites à Paris, ou à la lecture d’un grand journal de référence. Vous êtes est alors loin d’un « Daily Me », d’un repli sur vos préférences personnelles, mais plus proche d’un quotidien commun, d’un « Daily Us ». Cela élargit notre horizon, et c’est de cette manière, en réalité, que notre liberté s’accroît.

**Vous craignez également ce que vous nommez les « chambres d’écho » créées par des communautés d’internautes…**

Vous vivez dans une chambre d’écho quand vous n’êtes exposé qu’à un seul point de vue, ou aux mêmes sempiternelles questions. Nous savons bien que Staline et Hitler ont créé des chambres d’écho. De ce que j’en sais, la Corée du Nord est une énorme chambre d’écho. Or aujourd’hui, les technologies modernes de communication et les réseaux sociaux nous permettent de créer par nous-mêmes nos propres chambres d’écho, en se concentrant par exemple sur un seul enjeu politique : les syndicats devraient être plus forts ; l’ONU est une mauvaise chose ; le président Trump rend sa grandeur à l’Amérique ; le changement climatique est un canular, etc. Ce phénomène de chambres d’écho est largement répandu aux Etats-Unis, mais aussi en France, en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni…

Dans cet entre-soi, le conformisme, et pire, l’extrémisme, trouvent un riche terreau pour prospérer. Quand des personnes de même avis ne parlent qu’entre elles, elles ont tendance, à mesure qu’avancent leurs échanges, à se radicaliser. Si vous doutez de la réalité du réchauffement climatique et que vous discutez avec des climatosceptiques, votre dialogue vous conduira sans doute tous à croire que [l’accord signé à Paris en 2015](http://abonnes.lemonde.fr/cop21/) est une très mauvaise idée. Les chambres d’écho sont une prison, même si nous choisissons d’y vivre.

**Le Web accroît, selon vous, le conflit entre la souveraineté du consommateur et la souveraineté politique. Qu’entendez-vous par là ?**

La souveraineté du consommateur permet à celui-ci de choisir ce qu’il veut : ces céréales, ces chaussures, cet ordinateur, ces livres. La souveraineté politique est, pour le citoyen, le droit de se gouverner lui-même – aspiration qui était au cœur des révolutions américaine et française. La dictature rejette ces deux types de souveraineté, qui sont des idéaux propres à la démocratie. C’est pourquoi il faut les défendre, mais en étant conscient qu’ils peuvent entrer en conflit. En tant que consommateur, nous pouvons faire des choix que nous regrettons en tant que citoyen. On peut acheter des produits qui nuisent à l’environnement alors qu’en tant que citoyens, on peut souhaiter l’adoption de lois visant à le protéger.

Parfois, nous devons accorder la priorité à la souveraineté politique – lorsqu’il s’agit de protéger l’environnement, lutter contre le tabagisme, empêcher la discrimination raciale ou religieuse –, même si cela contrevient aux souhaits des consommateurs. En ce qui concerne la liberté d’expression, l’Etat doit être très prudent avant de la restreindre, mais les citoyens ont le droit de demander l’interdiction sur les réseaux sociaux de la fraude, du recrutement terroriste, des menaces, comme de certaines formes de discours haineux.

**Le recours au hashtag peut accentuer, dites-vous, certaines tendances néfastes des réseaux sociaux. Pour quelle raison ?**

J’aime les hashtags ! Ils ont une grande utilité, car ils permettent d’organiser la discussion en ligne et qu’ils simplifient la vie. En tapant dans le champ de recherche #Macron, #StarWars, ou [#BlackLivesMatter](http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2016/07/11/black-lives-matter-la-nouvelle-voix-des-noirs-aux-etats-unis_4967977_3222.html), vous accédez plus rapidement et plus facilement à des contenus qui vous intéressent. [Mais les mots-dièse peuvent aussi servir à se retrancher dans une chambre d’écho.](http://abonnes.lemonde.fr/pixels/article/2015/10/30/hashtag-no-filter-le-cote-obscur-des-reseaux-sociaux_4800178_4408996.html) Certains internautes les utilisent pour construire des niches politiques facilement identifiables, et peuvent donc grâce à eux interagir plus facilement avec des gens qui pensent la même chose qu’eux. [La radicalisation et l’extrémisme trouvent dans le hashtag un nouvel outil de propagation.](http://abonnes.lemonde.fr/technologies/article/2012/10/14/unbonjuif-un-concours-de-blagues-antisemites-derape-sur-twitter_1775233_651865.html)

**Que peut-on faire pour assainir le débat politique en ligne ?**

Des spécialistes des nouvelles technologies et des théoriciens de la démocratie doivent travailler ensemble à l’amélioration de la discussion en ligne. Au cours des derniers mois, de nombreuses innovations intéressantes ont vu le jour. Par exemple, une nouvelle application, nommée [Read Across the Aisle](http://www.readacrosstheaisle.com/) (Lire sans partisanerie) a été lancée aux Etats-Unis. Elle propose des articles venus de sources différentes et de sensibilités politiques opposées. Cette application vous indique aussi si vos lectures sont d’une seule couleur politique. Je l’utilise avec beaucoup de plaisir.

Par ailleurs, plusieurs débats politiques portent sur des faits et non des questions de valeurs. Par exemple, il me semble que les discussions sur le changement climatique doivent d’abord porter sur les faits. Nous devons donc aider ceux qui participent à l’émergence des faits et à leur diffusion, afin qu’ils deviennent des acteurs déterminants dans la définition des politiques publiques.

On pourrait aussi imaginer un bouton “point de vue opposé” qui nous permettrait d’être confronté à d’autres arguments que les nôtres.

Sous l’administration Obama, j’ai eu le privilège de travailler à la Maison Blanche pendant près de quatre ans et j’ai pu me rendre compte chaque jour de l’immense importance d’établir les faits, sur quelque sujet que ce soit : sécurité, qualité de l’air, immigration, protection contre le terrorisme. A chaque fois, les questions centrales sont les mêmes : quels sont les bénéfices attendus d’une éventuelle réforme ? Quel est le prix à payer ? Etablir d’abord les faits permet de s’entendre plus facilement sur la marche à suivre. A l’inverse, s’enfermer dans une chambre d’écho ne nous expose qu’à du bruit.

**Vous défendez l’idée d’une autorégulation des acteurs d’Internet. Mais est-ce suffisant, alors que** [**le « Guardian » nous apprenait récemment que Facebook respecte les lois interdisant le négationnisme de la Shoah dans seulement quatre des quatorze pays où ce discours est prohibé ?**](https://www.theguardian.com/news/2017/may/24/how-facebook-flouts-holocaust-denial-laws-except-where-it-fears-being-sued)

Je crois que Facebook, de manière générale, avance dans la bonne direction [en ouvrant son News Feed, une nouvelle centrale d’information](http://abonnes.lemonde.fr/pixels/article/2016/09/13/dix-ans-apres-sa-creation-le-fil-d-actualite-de-facebook-divise-toujours-ses-utilisateurs_4996885_4408996.html). Cette entreprise a pris d’elle-même des mesures pour créer des nouvelles chambres d’écho ou encore contrer celles existantes. Elle a notamment revu son algorithme afin d’encourager ses utilisateurs à découvrir des contenus plus variés. Je fais donc confiance aux animateurs de Facebook pour poursuivre en ce sens.

L’une des choses que ce réseau pourrait faire, ce serait par exemple de créer un bouton « heureuses trouvailles » qui vous amènerait à découvrir des informations dans des domaines qui vous sont étrangers. On pourrait aussi imaginer un bouton « point de vue opposé » qui vous permettrait d’être confronté à d’autres arguments que les vôtres. Votre page Facebook ressemblerait alors beaucoup moins au Daily Me, mais à un bon quotidien normal. Quant à la controverse que vous évoquez, je n’en sais pas assez à son sujet pour me prononcer. Mais j’aime vraiment Facebook, et je crois que cette société va dans le bon sens.

*Le Monde*, 03 août 2017, propos recueillis par [Marc-Olivier Bherer](file:///C:\signataires\marc-olivier-bherer\)

## Pour aller plus loin

**Dans leur ouvrage *Network Propaganda* (non traduit) publié en 2018, Robert Faris, Hal Roberts et Yochai Benkler interrogent l’influence des médias et des réseaux sociaux sur la campagne présidentielle américaine de 2016. Ils montrent ainsi comment les médias, en fonction de leur ligne éditoriale, cherchent à mettre sur le devant de la scène certaines thématiques, tout en reconnaissant que cette mise en avant est souvent liée à de fausses informations, partagées par certains groupes précis. L’ouvrage met ainsi en évidence l’impact que peuvent avoir des *fake news* lorsqu’elles sont massivement relayées, notamment par des médias institutionnalisés.**

Media and academic discussions of the post- truth moment have identified a set of actors and technological drivers as the prime suspects in causing the present state of information disorder, such as fake news purveyors, Russians, and so forth. These discussions have also employed a broad range of definitions of the problem. Before turning to our analysis, we offer, first, the list of actors who have been described as potentially responsible for disrupting American political communications, and second, precise definitions of the terms we will use in describing the sources and forms of misperceptions that spread through the American media ecosystem.

**“Fake News” Entrepreneurs/ Political Clickbait Fabricators**. — Before Donald Trump appropriated the term, the “fake news” phrase took off in the wake of Craig Silverman’s reporting on BuzzFeed about the success of fake election news stories. This reporting built on Silverman’s earlier story describing over 100 pro- Trump websites run from a single town in the former Yugoslav Republic of Macedonia. The Macedonian teenagers responsible had little interest in American politics but had found that by imitating actual news sites, and pushing outlandish hyperpartisan stories, they got lots of Facebook engagements from Trump supporters, which translated into very real advertising dollars. For a while, these websites received a lot of media attention. Their operators had figured out how to leverage a core affordance of Facebook— its ability not only to connect publishers with audiences, but also to generate revenues and distribute them to publishers able to elicit “engagements” on the platform. The social media entrepreneurs who created these sites were the perfect target of anxiety for traditional media: they diverted attention and advertising dollars from “legitimate” media, they manipulated Facebook’s algorithm, they were mostly foreign in these stories, and they were purely in it for the money. Here, we call them “clickbait fabricators,” (…). By “clickbait” we mean media items designed to trigger an affective response from a user that leads them to click on the item— be it an image, a video, or a headline— because the click itself generates revenue for the clickbait purveyor. While this can easily apply to many news headlines and much of online advertising, “clickbait fabricators” are individuals or firms whose product is in effect purely the clickbait item, rather than any meaningful underlying news or product. We use the “fake news” moniker to introduce them here because it was used early on to identify this particular threat of pollution from political clickbait fabricators. Elsewhere, we avoid the term itself because it is too vague as a category of analysis and its meaning quickly eroded soon after it was first introduced.

**Russian Hackers, Bots, and Sockpuppets** — Claims of Russian intervention in the U.S. election surfaced immediately after the hacking of the Democratic National Committee (DNC) email server, in June 2016. By the end of the year, it had become an official assessment of the U.S. intelligence community. Over the course of 2017 and 2018 this set of concerns has been the most politically important, not least because of the criminal investigation into alleged connections between the Trump campaign and Russia. Reports and documentation released by congressional committees shone particular attention on Russian propaganda use of Facebook advertising. Facebook itself, and later Twitter, issued reports confirming that they had identified instances of Russian interference. A range of independent academic and nonprofit reports confirmed the effort. The types of interventions described included the email hacks themselves— primarily the DNC and John Podesta emails— which provided grist for the partisan mill in the months before the election; and the use on Facebook and Twitter of automated accounts (“bots”), and “fake” accounts masquerading as something other than Russian agents (“sockpuppets”), which incited people on both the right and the left to protest, and pushed and gave particular prominence to anti- Clinton and pro- Trump messages. (…)

**The Facebook News Feed algorithm and Online Echo Chambers** — A third major suspect was centered on the Facebook News Feed algorithm, although it extended to other social media and the internet more generally as well. To some extent, this was simply a reprise of the nearly 20- year- old concern that personalization of news, “the Daily Me,” would drive us into “echo chambers” or “filter bubbles.” To some extent it reflected a wave of newer literature concerned in general with algorithmic governance, or the replacement of human, legible, and accountable judgments with “black box” algorithms. In particular it reflected the application of this literature to politics in the wake of a series of experiments published by Facebook research teams on the News Feed algorithm’s ability to affect attitudes and bring out the vote. It was this algorithm that rewarded the clickbait sites circulating the hyperpartisan bullshit. It was this algorithm that reinforced patterns of sharing in tightly clustered communities that supported the relative insularity of user communities. As a result, many of the most visible reform efforts in 2017 and 2018 were focused on revisions of the Facebook News Feed algorithm to constrain the dissemination of political clickbait and Russian propaganda. As with the case of the Russians, concern over the Facebook News Feed algorithm in particular, and over algorithmic shaping of reading and viewing habits in general, is legitimate and serious. In our observations, Facebook appears to be a more polluted information environment than Twitter or the open web. In Chapters 2, 3, and 9, we show that sites that are particularly prominent on Facebook but not on Twitter or the open web tend to be more prone to false content and hyperpartisan bullshit, on both sides of the political divide, although there is more than enough pollution on these other media as well. But, we will explain why manipulations of Facebook’s platform, like Russian intervention, were nonetheless not the primary driver of disinformation and confusion.

Fake news entrepreneurs, Russians, the Facebook algorithm, and online echo chambers provide normatively unproblematic, nonpartisan explanations to the current epistemic crisis. For all of these actors, the strong emphasis on technology suggests a novel challenge that our normal systems do not know how to handle but that can be addressed in a nonpartisan manner. Moreover, focusing on “fake news” from foreign sources and on Russian efforts to intervene places the blame onto foreigners with no legitimate stake in our democracy. Both liberal political theory and professional journalism consistently seek neutral justifications for democratic institutions, so visibly nonpartisan explanations such as these have enormous attraction. The rest of the actors, described below, lack this nonpartisan characteristic.

**Cambridge Analytica** — Another commonly blamed actor is the Trump campaign’s use of Cambridge Analytica to manipulate behavior using artificial intelligence (AI)- driven social media advertising. The extent to which Cambridge Analytica, a U.K.- based data analytics political consultancy that had used tens of millions of Facebook profiles to develop techniques for manipulating voters, in fact used psychographic data and manipulated targets is debatable. What is clear is that the social media companies, Facebook in particular, helped the Trump campaign, as they would any paying customer, to use their deep data and behavioral insights to target advertising. It is less clear, however, that there is anything wrong, from the perspective of American norms of electoral politics, with this campaign usage of cutting edge, data- driven behavioral marketing. In 2012, when the Obama campaign used then- state- of- the- art data- driven targeting, post- campaign analyses feted the campaign geeks. If there is a problem here, it is part of a much broader and deeper critique of behavioral marketing more generally, and how it undermines consumer and citizen sovereignty. (…)

**White Supremacist and Alt-Right Trolls** — One of the most troubling aspects of the 2016 election and the politics of 2017 was the rise of white supremacists in American politics. As Alice Marwick and Rebecca Lewis carefully documented, white supremacists, neo- Nazis, and other long- standing denizens of the American far- right found fellow travelers in young, netnative subcultures on Reddit, 4chan, and 8chan, graduates of the Gamergate controversy, and other online trolls, to undertake a meme war. The core argument is that these decentralized, politically mobilized, and meme- savvy activists deployed a set of disinformation memes and framings that altered the election. Serious anthropological and computational work, in addition to the work of Marwick and Lewis, supports the argument that these meme campaigns had significant impact on the campaign. Our own work detailed in the following chapters, however, aligns with that of researchers, including Whitney Phillips, Jessica Breyer, and Gabriella Coleman, who were more skeptical of the central role assigned to “alt- right” online activists by some. In Chapter 4 we document how isolated the white supremacist sites were from the overall Islamophobic framing of immigration that typified rightwing media. (…)

The impact of the white supremacists matters a great deal, because fear over their impact has created nettlesome problems for Americans concerned with democracy and the First Amendment; and for Europeans concerned with far right propaganda on one hand, and the fear of American companies imposing their speech standards on Europeans on the other hand. Far- right activist meme wars undoubtedly represent core political speech, by a politically mobilized minority. It is hard to think of a clearer case for First Amendment protection. But many of the techniques involved in these campaigns involve releasing embarrassing documents, hateful drowning- out of opponents, and other substantial personal offenses. The substantive abhorrence of explicitly racist and misogynistic views and the genuine concern with the effects of the intimidation and silencing campaigns have increased calls for online censorship by privately owned platforms. The most visible results of these calls were the decisions by GoDaddy, Google, and Cloudflare to deny services to the Daily Stormer, a neo- Nazi site, in the wake of the white supremacist demonstrations in Charlottesville, Virginia, in the middle of 2017. In Europe explicitly Nazi content is an easier constitutional case, but questions of what counts as illegal and worthy of removal will remain central. A German law called the ‘NetzDG’ law, effectively enforced since January 2018, became the most aggressive effort by a liberal democracy to require online platforms to police their systems. Aimed at hate speech in particular, the law imposed very large fines on major online platforms if they failed to remove speech that violates a broad set of German criminal prohibitions, some of which applied to much broader and vaguer categories than obvious hate speech. (…) That law will undoubtedly inform other countries in Europe and elsewhere as they decide to create their own versions of laws that push private platforms to impose what some would call “editorial control” and others “private censorship.” Our data support the more reticent approach, based on the scarcity of evidence of transformational impact of these extremists on the U.S. media ecosystem. Throughout our case studies we observe instances of alt- right memes trickling through the media ecosystem, but to do so they rely overwhelmingly on transmission by the more prominent nodes in the rightwing media network. These major right- wing outlets, in turn, are adept at producing their own conspiracy theories and defamation campaigns, and do not depend on decentralized networks of Redditors to write their materials. Given the secondary and dependent role that these sites have on the shape of the American media ecosystem, the gains from silencing the more insulated far- right forums may be less significant than would justify expansion of the powers of private censorship by already powerful online platforms in relatively concentrated markets.

# ****Démocratie et système judiciaire****

## **Juger des crimes sans jurés : Caen teste la nouvelle cour criminelle**

***Le Monde* avec AFP Publié le 05 septembre 2019**

**Un homme doit comparaître jeudi pour « tentative de viol » devant cinq magistrats professionnels. Cette expérimentation d’une nouvelle juridiction est l’une des mesures-phares de la réforme de la justice.**

La mesure est censée apporter une justice plus rapide et plus efficace. Pendant trois ans, des cours criminelles vont juger des crimes punis de quinze à vingt ans de réclusion sans jury populaire. Cette expérimentation d’une nouvelle forme de juridiction prévue par la réforme de la justice commence jeudi 5 septembre à la cour d’appel de Caen, où un homme doit comparaître pour « tentative de viol » devant cinq magistrats professionnels.

**Comment vont fonctionner ces cours criminelles ?**

Issues de la réforme de la justice promulguée en mars, ces cours criminelles sont une nouvelle forme de juridiction, à côté des assises (où trois magistrats et six citoyens tirés au sort doivent juger les crimes passibles d’au moins dix ans et jusqu’à la réclusion criminelle à perpétuité) et des tribunaux correctionnels (où un juge et deux assesseurs jugent des délits, jusqu’à dix ans d’emprisonnement).

Dans ces cours criminelles, cinq magistrats sont chargés de juger les crimes punis de quinze à vingt ans de réclusion, principalement les viols et les vols à main armée. Elles seront expérimentées pendant trois ans dans sept départements (Ardennes, Calvados, Cher, Moselle, La Réunion, Seine-Maritime et Yvelines).Les cours d’assises continueront pour leur part à juger les crimes passibles de peines plus lourdes ou commis en état de récidive, et l’ensemble des crimes jugés en appel.

**Pourquoi expérimenter une nouvelle juridiction ?**

Ces cours criminelles visent à désengorger les cours d’assises et à raccourcir les délais de jugement. [Selon l’arrêté du ministère de la justice](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=EB06A53E706FF6B67BE4451214CC1E41.tplgfr31s_3?cidTexte=JORFTEXT000038418327&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000038418308) relatif à cette expérimentation, ces cours criminelles doivent permettre également « *de limiter la pratique de la correctionnalisation* ». Actuellement, des crimes passibles des assises sont requalifiés en délits, pour être jugés plus rapidement en correctionnelle. C’est le cas de nombreux « viols », requalifiés en « agressions sexuelles ». On estime qu’environ 60 % des affaires qui seront jugées dans ces instances concerneront des crimes sexuels.  
Pour Jean-Frédéric Lamouroux, procureur général près la cour d’appel de Caen, candidate pour participer à l’expérimentation, le délai maximal d’audiencement (le temps entre la décision de renvoyer une personne en procès et le premier jour de l’audience) sera d’un an, contre deux ans aux assises. « *Les délais de jugement des affaires criminelles ne sont pas satisfaisants* » en l’état, a déploré M. Lamouroux. Pour le procureur général, il n’est pas question de « *renoncer à la qualité* (…), *les principes fondamentaux, comme le droit de citer des témoins et des experts, ne sont pas remis en cause* ».

**Pourquoi ces nouvelles cours font débat ?**

Mais les cours criminelles sont aussi très critiquées, surtout par les avocats pénalistes. Beaucoup dénoncent une « *régression démocratique* », qui éloignera davantage les citoyens de la justice. La justice « *rendue par le peuple* » est un héritage de la Révolution française « *qui a du sens, pas seulement historique ou esthétique*», souligne Christian Saint-Palais, président de l’Association des avocats pénalistes, « *très hostile* » aux cours criminelles.  
  
Pour lui, la *« seule motivation* » est de pouvoir « *juger dans des délais raisonnables* ». « *La solution qui est trouvée, c’est un pis-aller médiocre qui fait fi de la qualité qu’on attend de la justice* », dénonce-t-il. Des avocats redoutent également une réduction du temps des débats au détriment de la qualité du procès.  
  
La réforme introduit une *« gradation dans les crimes »*, avec des infractions considérées comme plus graves que d’autres, déplore par ailleurs Sophie Legrand, secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature.  
  
Les cours d’assises ont connu ces dernières années bien des évolutions : en 2012, le jury a été réduit, passant de neuf à six citoyens ; et de douze à neuf en appel. Avant cela, une loi avait instauré en juin 2000 la possibilité de faire appel des verdicts des cours d’assises. Puis en 2011 était rendue obligatoire la motivation des décisions, auparavant rendues selon la seule *« intime conviction »* du jury.

Pour M. Saint-Palais, *« c’est un nouveau pas vers la disparition des jurés, inéluctable »*. *« On a déjà supprimé les jurés pour le terrorisme, les trafics de stupéfiants en bande organisée* [jugés depuis 1986 par une cour d’assises spéciale]. *On rogne des deux bouts »*, s’insurge-t-il.

## Le jury de la cour d’assises, idéal démocratique ?

L’histoire de la cour d’assises, depuis sa création, il y a deux siècles, épouse les avancées et les reculs de notre démocratie. Histoire autant politique que judiciaire, elle touche à la procédure criminelle mais aussi aux rapports entre juges et politiques, aux alternances violentes de césarisme et de parlementarisme que la France a connues. Avec son jury populaire, la cour d’assises est le miroir d’un idéal démocratique soumis à l’épreuve des faits.  
  
Mais ce modèle subit une inflexion ces dernières années. Le droit d’appel de l’accusé (en 2000) et la motivation des verdicts (en 2011) changent la perspective. Au nom des droits individuels, ces réformes déplacent le centre de gravité auparavant fondé sur l’équation « souveraineté populaire = infaillibilité du jury ». On se félicite que le verdict ne soit plus souverain, indiscutable et immotivé. Mais sait-on bien au nom de quoi on l’a maintenu si longtemps ? Le temps n’est-il pas venu de réinterpréter cet héritage démocratique pour mesurer l’érosion de son mythe fondateur ? Ces réformes consomment-elles la défaite de la souveraineté populaire dont le jury est l’emblème ou consacrent-elles l’ascension du procès équitable ?  
  
Ce mythe fondateur, quel est-il ? Il prend naissance dans l’élan révolutionnaire qui, en 1791, confie aux citoyens le soin de juger leurs semblables. Dès l’origine, on voit poindre une nouvelle manière de juger. Derrière la suprématie de la loi et la volonté d’enfermer le juge dans l’application de celle-ci, on entrevoit la question que l’on ne peut éviter : comment juger dans un horizon d’égalité démocratique ? Au nom de quels critères juger et punir ? Cet homme qui est accusé, n’est-il pas mon égal en droit, mon alter ego ? Qu’est-ce que juger en intime conviction sans règles préétablies ? L’histoire de la cour d’assises, c’est cela d’abord : un chemin, encore mal connu, par lequel des hommes ont entrepris de juger leurs semblables dans le sillage d’une démocratie au parcours accidenté.  
  
Les interrogations actuelles viennent de l’effacement du jury conçu comme la « figure judicaire de la Nation ». N’oublions pas que dans notre pays, jusqu’à la Libération, le jury juge seul et sans appel de la culpabilité de l’accusé. Au premier plan, l’alliance entre l’appareil judiciaire et l’idéal démocratique est moins discutée. En profondeur, son héritage le plus invisible, tant il est combattu et ignoré par notre culture légaliste, est l’autonomie de la fonction de juger. Aujourd’hui, le centre de gravité se déplace : nous demandons désormais à nos cours d’assises de mieux respecter les droits de l’accusé.

**Denis Salas** (magistrat et essayiste), Introduction de *Juger en démocratie*.

# ****Autorité et Management****

## Les incompétents, ça ose tout

[**Apolline Guillot**](https://www.philonomist.com/fr/personne/guillot-apolline) **est journaliste et philosophe des techniques**. Normalienne agrégée de philosophie de l’École normale supérieure de Lyon, elle a fini ses études à HEC-Paris où elle s’est spécialisée dans l’innovation et les médias avant de rejoindre l’équipe de *Philonomist*.

18/07/2022

**L’effet Dunning-Kruger, ou effet de surconfiance, est un biais cognitif qui conduit les moins qualifiés dans un domaine à surestimer leurs compétences, et les plus qualifiés à les sous-estimer.**

**D’où ça vient ?**

Pittsburgh, 1995. McArthur Wheeler dévalise deux banques à visage découvert. Identifié par les caméras de surveillance, il avoue s’être enduit de jus de citron avant de passer à l’acte. Son raisonnement : le jus pouvant être utilisé comme encre sympathique, il devait le rendre invisible ! Deux psychologues américains, David Dunning et Justin Kruger, se demandent d’où lui vient cette confiance disproportionnée en son propre génie. Ils invitent alors des étudiants à s’autoévaluer et comparent ces appréciations à leurs compétences réelles. Le résultat, publié en 1999 dans le *Journal of Personality and Social Psychology*, est sans appel : les moins qualifiés se surestiment, tandis que les meilleurs du groupe se sous-évaluent.

C’est que les incompétents n’ont aucune idée de l’ampleur du domaine dont ils se pensent expert ; en effet, « *les qualités requises pour être bon dans une tâche sont souvent nécessaires pour reconnaître que l'on n'est pas bon dans cette tâche*». Les plus qualifiés, à l’inverse, ont tendance à imaginer que ce qui leur semble facile l’est pour tout le monde. Pire : si on tente d’annuler cet effet en montrant à la personne moins qualifiée qu’elle se trompe, elle pensera avoir raison contre la majorité ! Le seul moyen de supprimer le biais : s’améliorer suffisamment pour pouvoir réévaluer après coup sa performance passée. Nuance, cependant : en 2002, le psychologue Steven Heine reproduit le test en Asie, au cours duquel les participants se sous-évaluent massivement.

**Un exemple ?**

Le 6 mars 2020, dans un hôpital d’Atlanta, le « génie très stable » Donald Trump vante son incroyable compréhension de la science héritée de son oncle, ingénieur électricien et inventeur : « Les médecins me disent : “comment en savez-vous autant ?”. Peut-être que j'ai une capacité naturelle. ». Six mois et 200 000 morts plus tard, on peut en douter.

**Et ensuite ?**

Les incompétents qui se surévaluent par rapport aux experts sont semblables aux « demi-habiles » décrits par Blaise Pascal au paragraphe 337 des Pensées (1670). Ces derniers pensent comprendre comment fonctionne le pouvoir simplement parce qu’ils ont identifié certaines failles des puissants et qu’ils les rejettent haineusement pour se démarquer du « peuple » qui en sait moins qu’eux – les « pigeons », dirait-on aujourd’hui. « Le peuple honore les personnes de grande naissance. Les demi-habiles les méprisent, disant que la naissance n'est pas un avantage de la personne, mais du hasard. »

Ces derniers peuvent se révéler dangereux à force de miner la confiance et le respect qui sont la base de toute société. Pascal est janséniste, il sait que le rang social et le pouvoir sont artificiels. Pas question de renoncer à les critiquer sous prétexte de manquer de compétence pour les juger. Être « *habile* », c’est «*avoir une pensée de derrière »*: juger lucidement des limites des puissants et savants sans céder au ressentiment, en comprenant pourquoi ils sont nécessaires au fonctionnement de la société. On peut critiquer l’OMS et l’industrie pharmaceutique sans pour autant remettre en cause les notions même d’objectivité, de protocole expérimental, ou de vérité scientifique – trois concepts à la base d’une certaine idée de l’humanité.

**Et concrètement ?**

Un collègue demande une promotion non méritée ou s’exprime à tort et à travers sur des sujets qu’il ne maîtrise pas ? Cette confiance en soi inébranlable passe pour du culot, et se révèle payante. En 2016, une enquête de la Harvard Business Review montre que de plus en plus de personnes incompétentes se retrouvent à des postes à hautes responsabilités. Une vraie bombe à retardement !

## Pourquoi votre chef a besoin de vous

**La dialectique du manager et du managé**

[**Isadora Nebot**](https://www.philonomist.com/fr/personne/nebot-isadora) est étudiante à l’ESSEC et à l’ENS-Ulm en philosophie. Elle écrit pour Philonomist.

**Votre chef vient sans cesse vous voir ? Il vous envoie mille messages par jour et propose des « visios » à tout bout de champ ? Ce n’est pas pour admirer vos beaux yeux ou profiter de votre compagnie. C’est qu’il a besoin de vous ! D’abord en un sens purement pratique : il a besoin que vous exécutiez les tâches qu’il vous confie. Mais aussi en un sens plus existentiel : car sans vous, il n’est rien. Explication, avec l’aide de La Boétie et de Hegel.**

**Au sein d’une entreprise, les liens de dépendance entre les collègues ne sont pas ceux auxquels on pense intuitivement.** Certes, tous les collaborateurs sont interdépendants. Mais c’est le manager qui est le plus dépendant de ses employés. L’adhésion des uns et des autres au télétravail reflète cette étrangeté. Les managers vivent particulièrement mal le travail à distance, et semblent souffrir du fait d’être séparés de leurs subordonnés.

Dans une [étude](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3741644) menée sur des milliers d’Américains en 2021, les économistes Jose Maria Barrero, Nicholas Bloom et Steven Davis constatent que l’employé de base préfère travailler de chez lui la moitié du temps, alors que la majorité des managers veulent limiter le télétravail de leurs subordonnés à un seul jour par semaine. Serait-ce pour les surveiller ? Après tout, ils sont nombreux à avoir imposé à leurs subordonnés de se connecter sans cesse en visio pour vérifier qu’ils ne lambinaient pas pendant leurs heures de boulot. Mais n’y aurait-il pas une autre raison qui se cacherait derrière ce besoin d’être tout le temps auprès d’eux ?

**La puissance de votre chef ne dépend que de vous**

Le pouvoir de votre chef ne dépend que de celui que vous lui donnez. En effet, vous pouvez ne pas réaliser ce qu’il vous demande, même si cela vous expose au risque du licenciement. En réalité, c’est vous qui avez les cartes en main. Sans vous, il est aussi impuissant qu’un dictateur privé du peuple qui lui donne son pouvoir.

**“*Je voudrais seulement comprendre comment il se peut que tant d’hommes […] supportent quelquefois un tyran seul qui n’a de puissance que celle qu’ils lui donnent” — Étienne de La Boétie***

Dans son *Discours de la servitude volontaire*(1576), La Boétie s’étonne de la facilité avec laquelle le peuple renonce à son propre pouvoir alors qu’il ne tient qu’à lui de le récupérer : *« Je voudrais seulement comprendre comment il se peut que tant d’hommes […] supportent quelquefois un tyran seul qui n’a de puissance que celle qu’ils lui donnent, qui n’a pouvoir de leur nuire qu’autant qu’ils veulent bien l’endurer, et qui ne pourrait leur faire aucun mal s’ils n’aimaient mieux tout souffrir de lui que de le contredire. »*

Il en va de même de la relation qui vous unit à votre chef. Certes, il n’est pas tout à fait un tyran (du moins je l’espère pour vous), mais votre rapport fonctionne selon la même logique. Sans votre allégeance, il n’a aucune puissance. Et votre propre soumission ne dépend que de vous.

**Sa dignité repose sur votre reconnaissance**

Contrairement à ce que vous pouvez croire, si votre supérieur s’incruste à toutes les réunions et veut tout le temps vous faire des retours, ce n’est pas forcément qu’il doute de vos compétences. Au contraire, c’est peut-être qu’il a besoin d’être reconnu pour son travail.

**“Votre manager a besoin que vous approuviez ce qu’il fait pour se sentir exister”**

Le philosophe Axel Honneth, chef de file de l’École de Francfort, explique dans *La Lutte pour la reconnaissance* (1992) que nous sommes toujours en quête d’estime et de respect. Votre manager a besoin que vous approuviez ce qu’il fait pour se sentir exister : *« Sans cette reconnaissance, l’individu ne peut en venir à se penser en sujet à part entière de sa propre vie »*, confie Axel Honneth dans un entretien à [Philosophie Magazine](https://www.philomag.com/articles/axel-honneth-sans-la-reconnaissance-lindividu-ne-peut-se-penser-en-sujet-de-sa-propre). Or votre chef, contrairement à vous, n’a pas de collègues du même niveau hiérarchique capables de juger en toute objectivité le résultat de ses efforts. Sa dignité repose donc en grande partie sur le regard que lui portent ses subordonnés. En ce sens, que serait-il sans vous ?

**La servitude du chef**

L’autre raison de son besoin insatiable de reconnaissance, c’est qu’il ne fait pas grand-chose lui-même. C’est tout le drame d’une carrière réussie : lorsqu’on monte les échelons de la hiérarchie, on s’éloigne du travail concret… et l’on finit par avoir le sentiment de ne plus savoir exactement à quoi l’on sert, puisqu’on passe son temps à donner des ordres au lieu de réaliser des tâches par soi-même.

Cela provoque d’ailleurs des reconversions chez certains managers : les exemples de cadres délaissant leur profession pour se reconvertir dans la poterie, la céramique ou la charpenterie se font de moins en moins rares. Ce phénomène est analysé par Jean-Laurent Cassely dans son livre *La Révolte des premiers de la classe. Métiers à la con, quête de sens et reconversions urbaines* (Arkhé, 2017). Il y explique que le sentiment de dépossession qui touche les dirigeants est lié au caractère trop abstrait de leurs tâches.

**“L’esclave obtient sa reconnaissance à la fois à travers le regard du maître et par le travail qu’il a fourni, tandis que la reconnaissance du maître, elle, ne dépend que d’autrui”**

L’absence d’épanouissement dans un travail dont on ne peut jauger l’impact concret provoque en effet un vertige existentiel : au fur et à mesure qu’il s’éloigne du terrain, le chef se sent de moins en moins exister. Hegel peut nous aider à saisir ce paradoxe. Dans sa*Phénoménologie de l’esprit*(1807), le philosophe expose ce qu’on appelle la « dialectique du maître et de l’esclave ». Il y montre que si dans un premier temps c’est l’esclave qui est dépendant du maître, cette logique bascule nécessairement. En effet, l’esclave obtient sa reconnaissance à la fois à travers le regard du maître et par le travail qu’il a fourni, tandis que la reconnaissance du maître, elle, ne dépend que d’autrui : *« c’est une autre conscience qui fait advenir la reconnaissance du maître, qui fait qu’il est reconnu »* alors que la *« servitude de l’asservi […] se renversera en autonomie véritable »*.

Finalement, c’est le serviteur qui est véritablement libre et qui ne dépend de personne, car c’est lui qui a façonné le monde dans lequel le maître vit, de même que ce sont les employés qui ont fabriqué l’univers dans lequel le manager évolue. Votre chef, en ne faisant rien lui-même, risque ainsi de sombrer dans une perte de sens liée au fait qu’il ne se confronte jamais à la résistance de la matière, et ne peut éprouver ses propres capacités à travers cette épreuve.

**Un management en crise de légitimité**

Enfin, n’oubliez pas que votre boss souffre sans doute de la piètre réputation de ses homologues. Le chercheur Ghislain Deslandes, dans *La Recherche et l’enseignement en éthique*(dir. E. Rude-Antoine et M. Piévic, L’Harmattan, 2020), fait le double constat d’une *« crise de légitimité du management »* et d’une *« image déplorable des dirigeants dans les sociétés »*. Comment imaginer qu’il soit facile de jouer son rôle de chef dans un contexte où l’on vous attend au tournant ?

**“Le fait de comprendre les doutes de votre manager vous permettra de considérer ses lubies avec un peu plus de distance”**

Alors, est-ce que vous comprenez davantage la souffrance de votre manager ? Bien sûr, il ne s’agit pas de supporter le moindre de ses caprices pour satisfaire son ego. Mais vous pouvez tâcher de le soulager de ses affres. Et surtout, le fait de comprendre ses doutes vous permettra de considérer ses lubies avec un peu plus de distance. Non pas pour les accepter sans limite, mais pour apprendre à les contrer habilement.

Saisir le besoin de reconnaissance qui se cache derrière la volonté de votre supérieur de vous donner du *feedback* en permanence ou d’exprimer des critiques lors de chaque réunion d’équipe vous permettra en effet de les vivre sur un mode moins paranoïaque. En vous rappelant qu’il ne vient pas vous dévaloriser mais qu’il cherche à légitimer sa place grâce à vous, vous pourrez à votre tour lui donner une certaine place sans vous aplatir. En lui offrant de s’exprimer plus souvent sur le travail que vous effectuez, par exemple, sans pour autant appliquer toutes ses idées. Soyez donc indulgent avec votre chef, et n’oubliez pas : ses critiques à votre égard révèlent souvent son manque de confiance en lui.

## Comment convaincre le monde que vous êtes le patron ?

**De RuPaul à Didier Raoult**. [Ariane Nicolas](https://www.philonomist.com/fr/personne/nicolas-ariane) est journaliste et essayiste. Son premier essai, *L’Imposture antispéciste*, a paru en 2020 chez Desclée de Brouwer. (18/07/2022)

***« Fake it until you make it »* – fais semblant jusqu'à ce que ça marche. L'aphorisme, en vogue ces dernières années, s'apparente à un remède idéal contre le manque de confiance en soi, notamment au travail. Il paraît pertinent d'assumer une part de théâtralité pour vaincre ses inhibitions et s'imposer, et c'est ce que clame haut et fort l'iconique *drag queen* RuPaul, qui distille ses conseils dans son émission de télé-réalité à succès. Mais *quid* de l'authenticité ? Suffit-il vraiment de jouer au leader pour en devenir un(e) ? Faisons le tour de la question avec la philosophe américaine Judith Butler, référence majeure du féminisme et penseuse du genre comme *« performance »*.**

***« On naît tout nu et le reste, c’est du travestissement.* »** Si vous êtes familier de Netflix, vous avez sans doute déjà entendu cette devise de RuPaul, présentateur de l’émission *RuPaul’s Drag Race* et *drag queen* la plus en vogue du moment. RuPaul y officie comme juge impitoyable d’un concours où des candidat(e)s se disputent la couronne de *drag queen* de l’année. Il y endosse aussi le costume de coach attentionné, chargé de donner confiance aux prétendantes au trône.

RuPaul ne s’intéresse toutefois pas qu’aux perruques et aux paillettes. Celui qui a fait la couverture de *Vanity Fair* fin 2019 questionne aussi les représentations sociales et les attributs du pouvoir. *« Numéro un depuis vingt-cinq ans »*, comme il le clame fièrement dans l’épisode 3 de la saison 11, RuPaul estime qu’il faut assumer une part de théâtralité pour s’imposer face aux autres. Jouer un rôle permettrait de devenir cette personne socialement. Appliqué au domaine de l’entreprise, est-ce à dire que jouer au boss permettrait d’en devenir un ? Les managers sont-ils des *drag* *queens* qui s’ignorent ?



*La couverture de Vanity fair mettant RuPaul à l’honneur. © Annie Leibovitz*

**« Le monde n’est qu’une illusion »**

Avant de répondre, voyons un peu ce que prône cette reine du déguisement. Dans son interview à *Vanity Fair*, RuPaul compare notre réalité au *Magicien d’Oz* et à *Matrix*, deux films où le réel n’est pas ce qu’il paraît. *« De la même manière, l’art du*drag*suppose de reconnaître que le monde n’est qu’une illusion*, dit-il*. Tout ce que vous dites, ce que vous faites, ce que vous êtes, c’est une illusion. J’ai toujours vu l’envers du décor. Je sais qu’au fond, le roi est nu. »* RuPaul étend ainsi la notion d’actorat à toutes les sphères de la vie sociale, et pas seulement aux arts de la scène. En vérité, selon lui, nous sommes tous des *drags* qui jouent un rôle, sans le savoir.

Comparer l’identité de tout un chacun à l’art *drag*, c’est justement ce que fait la philosophe Judith Butler, dans *Trouble dans le genre*(1990). Cette théoricienne du féminisme écrit à propos de l’identité de genre : *« Il n’y a pas d’identité préexistante à l’aune de laquelle jauger un acte ou un attribut. »* L’identité de genre est une construction sociale qui ne correspond à aucune réalité intérieure préexistante. Ce n’est pas une *« substance »* ni un *« fait »*, mais le résultat de l’intériorisation de normes sociales que nous imitons sans cesse. Et selon elle, les *drag queens* mettent bien en lumière ce subtile jeu de dupes.

**“Pour paraphraser le mot fameux de Simone de Beauvoir, on ne naît ni femme, ni homme, on le devient”**

Parce qu’ils poussent cette logique de l’imitation à son paroxysme, à force de faux-cils et de talons aiguilles caricaturant la féminité, les *drags* montrent que nous sommes toutes et tous contraints à ce jeu depuis notre enfance. *« En imitant le genre, le*drag*révèle implicitement la structure imitative du genre lui-même, ainsi que sa contingence »*, poursuit Judith Butler. Le genre est un pastiche, *« une imitation sans original ».* Pour paraphraser le mot fameux de Simone de Beauvoir, on ne naît ni femme, ni homme, on le devient.

**L’authenticité, une notion-clé (mais relative)**

Est-il possible de transposer cette analyse du genre à la sphère du travail ? Dans l’épisode cité plus haut, RuPaul conseille à ses élèves *drags*: *« Jouez votre propre rôle. »* Nous avons contacté Pierre Bultel, auteur de *Mobilité interne. Comment réussir ?* (Eyrolles, 2009), pour savoir s’il adhère à ce précepte. Le consultant met d’emblée en garde contre une application trop littérale de la méthode RuPaul : *« Le leadership repose prioritairement sur la notion d’authenticité*, prévient-il*. Quelqu’un qui surjouerait ce côté*“je suis le boss”*serait à côté de la plaque. L’arrogance et le calcul sont de moins en moins tolérés. »*

***“L’important dans le management, c’est d’assumer son rôle dans la durée”*– Pierre Bultel, consultant**

On pourrait objecter que certaines personnalités, comme Didier Raoult ou Lady Gaga en « font des caisses » et risquent la caricature pour mieux asseoir leur position dominante. Chacun a en tête le souvenir d’un collègue de travail excessif, qui a quand même été promu. Comment expliquer que cette stratégie marche par moments ? *« Didier Raoult a certes généré du buzz*, concède Pierre Bultel, *mais il est aussi responsable d’un bordel monstre*. *Le risque de ne pas être authentique, c’est de faire la politique de la terre brûlée. L’important dans le management, c’est d’assumer son rôle dans la durée. »* Si l’on peut *« céder quelquefois à la théâtralité »*, lors d’une présentation par exemple, mieux vaut s’en tenir aux expériences ponctuelles. *« Les gens voient assez vite si vous êtes un écran de fumée ou pas. »*

**Performance et performativité du genre**

Chez Judith Butler, les actes qui construisent le genre sont précisément menés sans calcul. Ils sont le fruit d’habitudes façonnant notre personnalité au fil du temps. C’est d’ailleurs ce qui les rend si difficiles à déconstruire. À travers une série d’actes, de gestes et de postures, l’individu finit par se fondre dans les modèles sociaux qu’il est censé incarner. L’autrice appelle ce mécanisme *« la performativité du genre »* : *« De tels accomplissements sont performatifs, c’est-à-dire que l’essence ou l’identité qu’ils sont censés refléter sont des fabrications [...] Le genre n’étant pas un fait, il ne pourrait exister sans les actes qui le constituent. »*

À la différence des actes *« expressifs »*, les actes *« performatifs »* créent quelque chose au moment où ils apparaissent. Se comporter *comme* un homme, c’est *devenir* un homme. Si authenticité il y a, alors elle est seconde, jamais première. La philosophe s’inspire des travaux de John Austin sur la performativité du langage, pour étayer sa thèse. Le terme utilisé (*performativity*) se rapproche de l’idée de *performance*, qui qualifie le jeu d’acteur : *« L’identité de genre est un acte performatif que le grand public, y compris les acteurs et les actrices elles/eux-mêmes, viennent à croire et à reprendre [perform] sur le mode de la croyance.”*

**“En somme, plus les personnes croient en vous, et plus elles ont le sentiment que vous êtes authentique”**

En somme, plus les personnes croient en vous, et plus elles ont le sentiment que vous êtes authentique. Inutile, donc, de venir au bureau avec une perruque dorée et des bas résille roses... Être promu fait appel à d’autres qualités que l’imitation, insiste Pierre Bultel. *« La question centrale, c’est comment se rendre disponible et le faire savoir à sa hiérarchie. C’est important d’exprimer sa volonté clairement, les salariés l’oublient trop souvent. »* L’entretien annuel reste ainsi un moment privilégié pour en parler. Autres conseils, *« il faut observer les autres managers de l’entreprise, pour apprendre d’eux, y compris lorsqu’ils font des erreurs »* et surtout *« réfléchir en termes de solutions, et non de problèmes : l’esprit d’initiative fait la différence ».*

**Durée et répétition**

La question qui fâche, à ce stade, est de savoir si tout le monde peut prétendre aux postes à responsabilité. Y a-t-il des décideurs-nés ? Au risque de froisser quelques ambitions, le consultant estime que « *tout le monde n’est pas fait pour être capitaine. Même si l’on peut toujours travailler sur soi, certains tempéraments correspondent davantage aux exigences requises »*. Comme chez Judith Butler, ce tempérament doit beaucoup, selon lui, à notre parcours de vie : *« On se construit soi-même en fonction des retours de notre environnement. Si on a la chance d’être né dans un milieu où l’on est encouragé et soutenu, par nos parents comme nos professeurs, cela a un impact sur la façon dont on se projette plus tard, comme leader. »*

**“Avant d’être une problématique sociale, l’authenticité renvoie à un rapport intime qui suppose une certaine connaissance de soi”**

Mais par-dessus tout, le souhait d’évoluer en interne suppose d’être *« en congruence avec ses aspirations et son entreprise »*, selon Pierre Bultel. Cela ne sert à rien de chercher à devenir le patron si vous n’en avez pas envie ou si vous n’êtes pas dans un environnement qui vous rassure. *« Parfois, il faut changer d’employeur pour se découvrir une volonté de leadership »*, précise-t-il. Avant d’être une problématique sociale, l’authenticité renvoie à un rapport intime qui suppose une certaine connaissance de soi. Un *drag queen* n’est pas nécessairement moins authentique qu’un *senior executive* dans une grande boîte, tant qu’il est porté par un désir dans lequel il se reconnaît pleinement.

Ce qui relie RuPaul, Judith Butler et le monde de l’entreprise, c’est finalement l’importance de la *répétition*. Au travail comme sur scène, les actes doivent être repris plusieurs fois afin d’être perçus, compris et intégrés par l’entourage : *« L’action de genre demande une performance répétée*, note Judith Butler. *Cette répétition reproduit et remet en jeu un ensemble de significations qui sont déjà socialement établies. »* Donner confiance à votre hiérarchie peut prendre un certain temps. Ne baissez donc pas les bras trop vite !

## Avoir de l’autorité sans être un petit-chef

**Plus personne ne veut devenir manager. Pourquoi ? Sans doute par peur de devenir un « petit chef », du genre à se fâcher tout rouge en tapant du pied à la moindre contrariété. Et pourtant, il est clair qu’on ne peut se passer d’autorité au travail. Alors, comment incarner une autorité saine ? En se tournant vers l’œuvre d’Alexandre Kojève, Anne-Sophie Moreau identifie différents modèles dans lesquels puiser pour réinventer le leadership.**

Aujourd’hui, de moins en moins de gens veulent devenir « manager ». Pourquoi ? Parce que plus personne ne veut être un « petit chef », faire régner la discipline de manière autoritaire. De nos jours, on considère qu’un salarié doit être autonome, on a envie de pouvoir lui faire confiance. Et pourtant on sent bien qu’on a tout de même besoin d’autorité au travail : parce que, quand il n’y a pas de chef, il y a quand même des rapports de pouvoir, c'est-à-dire des gens qui s’imposent, des grandes gueules qui influencent les autres. Et on se rend compte qu’on peut en souffrir encore plus que lorsqu’un chef est là pour trancher les conflits. Mais aussi parce qu’on a besoin de savoir où on va, et qui suivre dans les moments incertains. La question est : est-ce qu’on peut incarner une forme d’autorité saine, sans devenir une sorte de dictateur insupportable ?  Cela implique de définir ce qu’est l’autorité.

**Autorité ou charisme ?**

Selon la philosophe Hannah Arendt, l’autorité n’est ni la contrainte ni la persuasion. L’autorité se passe même d’arguments. Au fond, elle a quelque chose de magique. C’est pourquoi on la confond souvent avec le charisme. L’autorité charismatique, c’est la personnalité qui nous inspire sans qu’on sache exactement pourquoi. C’est le leader qui nous fascine parce qu’il a une certaine aura, et qui, contrairement au manager qui vérifie tout en détail, nous permet d’aller plus loin que ce qui était prévu, sans trop nous préoccuper des règles et des contraintes.

**“On est entré dans la bureaucratie : pour échapper à l’arbitraire du chef, on a voulu mettre en place des règles. Et du coup, on risque de se retrouver dans un excès de rationalité”**

Cette figure correspond à ce que le sociologue Max Weber appelle la domination charismatique, qu’il oppose à l’autorité traditionnelle et à l’autorité bureaucratique. Au fond, au XXe siècle, on est passé par trois modèles d’autorité : on a voulu sortir de l’autorité traditionnelle et surtout de la tyrannie. La discipline, c’est fini. Le problème, c’est qu’on est entré dans la bureaucratie : pour échapper à l’arbitraire du chef, on a voulu mettre en place des règles. Et du coup, on risque de se retrouver dans un excès de rationalité.

On connait ça en entreprise avec les process. À force de mettre en place des règles, il devient impossible de sortir du cadre. Mais aujourd’hui, on fait face à un autre écueil. On risque, en voulant échapper à la domination bureaucratique, de se retrouver avec des gourous, avec des figures certes fascinantes, mais qui nous manipulent, comme dans les régimes totalitaires où un chef charismatique entraîne les foules en mobilisant, non pas par des arguments rationnels, mais par l’émotion. En entreprise, cela peut être le beau-parleur qui ne donne pas d’ordres officiels mais qui impressionne tout le monde par ses blagues et ses beaux discours, quitte à écraser les autres. On parlerait aujourd’hui de masculinité toxique.

**Quatre formes d’autorité à distinguer**

La question, c’est : comment exercer une bonne autorité ? Qui respecte la liberté de chacun au lieu d’aliéner son jugement ? Pour y répondre, on peut s’inspirer de l’œuvre d’Alexandre Kojève, qui dans *La Notion d’autorité* distingue quatre formes d’autorité. La première, c’est l’autorité du Père, celle qui, en gros, respecte la tradition. La deuxième, c’est l’autorité du Maître, qui repose sur une inégalité. C’est l’autorité du noble, ou encore du maître sur l’esclave.

*A priori*, on ne veut plus de ces deux formes d’autorité au travail. Mais on peut vouloir des deux dernières qu’identifie Kojève, à savoir : l’autorité du Chef, qui, elle, est tournée vers l’action. Le chef, c’est celui qui est clairvoyant, c’est celui qui conçoit un projet, qui le dirige, mais surtout qui entraîne des hommes égaux vers un objectif commun.

**“Une autorité saine cherche non pas à influencer les autres, mais les incite à agir ensemble en vue du bien commun”**

Enfin, et c’est la dernière forme d’autorité qu’identifie Kojève :  l’autorité du Juge, qui est fondée sur l’idée de justice et d’équité. L’autorité du Juge, c’est celle qui ne protège pas ses propres intérêts, mais qui a une valeur supérieure à défendre. Elle correspond à une exigence qui transcende les intérêts de chacun. Au fond, une autorité saine, aujourd’hui, c’est une autorité qui cherche non pas à influencer les autres, mais qui les incite à agir ensemble en vue du bien commun.

Cela implique non pas d’impressionner les autres par une aura mystérieuse, mais de les inciter à débattre, de les autoriser à contester ses propres idées, et surtout de les encourager à exercer leur esprit critique pour que le groupe puisse agir en fonction d’une véritable ambition éthique. Soit l’exact inverse de ce que ferait un « petit chef ».

# Conclusion, provisoire : réarmer la démocratie ou la citoyenneté ?

## L’islamophobie est la dernière chose dont nous avons besoin

[**Kenneth Roth**](https://www.hrw.org/fr/node/222346)**, *Executive Director* de l’ONGI Human Rights Watch**. Publié dans [*Le Monde*](http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2016/09/27/l-islamophobie-est-la-derniere-chose-dont-nous-avons-besoin_5004241_3232.html) le 27 septembre 2016

**Pour contrer la montée de la vague populiste, il faut témoigner plus étroitement encore notre solidarité avec les réfugiés et défendre nos valeurs démocratiques estime le directeur exécutif de Human Rights Watch, Ken Roth.**

La démocratie doit être ancrée dans les droits humains. Pour beaucoup, c’est une évidence. Et pourtant, de plus en plus de personnes en Europe semblent considérer que la démocratie consiste simplement à gagner des élections et à faire tout ce que souhaitent les électeurs. La démocratie devient pour eux une sorte de « dictature de la majorité ».

Oui, chaque gouvernement doit refléter les aspirations de la majorité, exprimées lors d’élections régulières, libres et équitables. Mais il doit aussi être limité par les garanties qu’exigent la protection des droits humains et le respect de l’État de droit. Certaines choses devraient être proscrites de l’action des gouvernements, même si elles sont soutenues par une majorité d’électeurs : appliquer la peine de mort, jeter des personnes en prison pour des motifs politiques, entraver leur capacité à s’exprimer et à se réunir librement, ou pratiquer des discriminations fondées sur le sexe, la race, l’origine ethnique, la religion ou l’orientation sexuelle. Si l’on garde à l’esprit cette conception profonde, il est clair que la démocratie vit des heures sombres, tant en Europe qu’aux États-Unis, où aujourd’hui, la capacité à respecter les droits humains dépend, in fine, de l’adhésion du public. Or, plus que jamais au cours des trente dernières années au moins, de plus en plus de personnes remettent en question les principes des droits humains fondamentaux.

**Insécurité économique et physique**

Les causes de cette intolérance croissante sont assez faciles à discerner. Nous traversons des temps d’insécurité économique, et nombreux sont ceux qui se sentent laissés pour compte. Ce sont aussi des temps d’insécurité physique, où des gens profitant d’une soirée à écouter de la musique dans une salle de concert à Paris, regardant un feu d’artifice à Nice ou attendant d’embarquer sur un vol à Bruxelles voient leurs vies stoppées nettes, juste parce qu’ils se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment. Enfin, ce sont aussi des temps d’insécurité culturelle, où l’arrivée d’un grand nombre de migrants génère la crainte d’une perte d’identité nationale ou européenne. Dans ces moments-là, l’on tend à se renfermer, à se réfugier parmi ses semblables, à fermer la porte aux autres. Cet instinct offre un véritable tremplin aux voix prônant la haine et l’intolérance, qui ont gagné un tel ascendant aujourd’hui. Malheureusement, de nombreux politiciens sont désireux d’exploiter ces peurs à des fins politiques.

Face à la gravité des enjeux, l’on pourrait penser que des responsables politiques plus modérés tireraient la sonnette d’alarme, qu’ils s’élèveraient contre les populistes, qu’ils réaffirmeraient à quel point les droits et les valeurs de liberté sont essentiels à nos démocraties. Mais peu relèvent ce défi. Certains dirigeants se contentent de baisser la tête, en espérant que les vents de la haine s’apaisent d’eux-mêmes, que le silence pourrait en quelque sorte sortir vainqueur du débat. D’autres tentent d’affaiblir les populistes en les imitant, s’appropriant leurs politiques xénophobes ou leur vocable, dans l’espoir naïf de séduire les partisans des extrêmes en légitimant leurs points de vue. Il y a eu quelques exceptions notables : Angela Merkel, Justin Trudeau et Alexis Tsipras ont parlé positivement des réfugiés. Mais trop peu de responsables politiques rejettent ouvertement ces idées. Ne parlons même pas de défendre la démocratie et les libertés individuelles.

Pourtant, il faut la défendre : pas seulement une défense de principe, pour expliquer que la diabolisation et l’intolérance sont des erreurs, mais aussi d’un point de vue pragmatique, pour montrer que l’approche populiste, loin d’être la panacée promise, nous plongera dans une situation pire encore. Par exemple, il est important d’expliquer que l’islamophobie est la dernière chose dont nous avons besoin si nous voulons intégrer nos communautés d’immigrés, mettre un terme à la radicalisation et encourager la coopération des citoyens avec la police. De fait, l’EI n’aurait pu rêver meilleur recrutement ou plan opérationnel que l’islamophobie des populistes.

Et nous devrions ardemment questionner les actions et programmes qui sacrifient nos droits au nom de la lutte contre le terrorisme. La France a-t-elle vraiment besoin d’un État d’urgence sans cesse renouvelé, alors que l’affaiblissement des garde-fous a entraîné des abus de la part de la police contre des gens ordinaires ? Pourquoi sommes-nous tellement épris de surveillance de masse alors que nous sommes si dramatiquement sous-investis dans la surveillance ciblée des suspects connus des services ? Il est plus facile de porter atteinte à nos droits que d’assurer la coordination entre les différentes composantes des forces de l’ordre ou l’échange de renseignements au-delà des frontières nationales.

Évidemment, je ne prétends pas que tout va bien dans nos démocraties. La réaction populiste devrait nous alerter sur les problèmes réels qu’il nous faut régler : le piètre travail accompli en matière d’intégration de nombreux immigrés, l’influence indue de l’argent sur la politique, l’injustice de nos systèmes d’imposition, la tendance du commerce international à donner la priorité aux besoins des entreprises au détriment des droits des travailleurs et de la protection de l’environnement, le dysfonctionnement de l’Union Européenne et les divisions en son sein.

Pour une réponse efficace aux populistes, il faut s’attaquer aux vrais problèmes qu’ils soulèvent tout en rejetant l’affront à nos valeurs qu’ils représentent. Et nous devons puiser de la force dans la solidarité témoignée aux réfugiés par tant d’Européens ordinaires. Cessons de faire l’autruche. La menace qui pèse sur les principes et les institutions démocratiques ne disparaîtra pas toute seule. Nous devons défendre publiquement et avec ardeur cette conception vigoureuse de la démocratie – ce sont ces droits et ces valeurs qui rendent nos sociétés plus fortes.

## La démocratie, en danger, doit se réinventer

**Par** [**Françoise Fressoz**](https://www.lemonde.fr/signataires/francoise-fressoz/)**. In *Le Monde***. Publié le 11 mars 2019

**Pour contrer la montée des régimes populistes, il serait temps de « remoraliser » la mondialisation et d’y inclure les peuples.**

**Le Cercle des économistes.** En mai 2017, le V-Dem Institute, un institut de recherche international basé en Suède, avait placé la France en tête des démocraties libérales. En compilant plus de 300 indicateurs à travers 174 pays, il avait distingué l’Hexagone pour la stabilité de ses institutions, la régularité de ses élections, la présence de contrepoids efficaces à l’exécutif et l’existence de puissants mécanismes de redistribution permettant de réduire les inégalités.  
  
Moins de deux ans plus tard, toute une partie de la population aux fins de mois difficiles –caristes, aides-soignantes, artisans, intérimaires, chauffeurs routiers, caissières, ouvriers, femmes de ménage, retraités, petits patrons – a investi les ronds-points pour dire « stop » à la hausse des taxes et revendiquer le droit d’être reconnue, elle qui, depuis des années, se vit, au sein de la République française, comme « invisible ».

**Epidémie**

La révolte sociale se double d’un sérieux coup de semonce démocratique : le système représentatif a failli, il est mis en cause. Du grand débat national lancé par Emmanuel Macron en janvier remonte une forte aspiration à plus de justice sur fond de critiques des élus perçus comme hors-sol et trop rémunérés. « *L’esprit public est devenu délétère* », constate les larmes aux yeux Alain Juppé au moment de quitter la mairie de Bordeaux pour rejoindre le Conseil constitutionnel. En ce début d’année 2019, la France n’a plus rien du modèle démocratique vanté par le V-Dem Institute. Elle traverse un épisode populiste qui l’oblige à une sérieuse introspection. Elle n’est pas la seule.  
  
Le populisme ronge les démocraties libérales comme une épidémie. Il se nourrit de la contestation de la mondialisation libérale accusée de creuser les inégalités et de laminer les classes moyennes. Il prospère aussi bien dans les pays émergents que dans les anciens pays du bloc de l’Est ou dans les vieilles démocraties comme les Etats-Unis, fragilisant les principes sur lesquels elles s’étaient constituées. « *Pour la première fois, la plus ancienne et puissante démocratie du monde a élu un président qui n’hésite pas à exprimer publiquement son dédain pour les principes constitutionnels les plus élémentaires* », s’alarme Yascha Mounk, professeur de théorie politique à Harvard (Massachusetts), dans son livre *Le Peuple contre la démocratie* (L’Observatoire, 2018).  
  
Le phénomène est insidieux car, pour la plupart des chercheurs, le populisme ne peut être considéré comme une remise en cause de la démocratie. Il s’en réclame, au contraire, pleinement : profitant d’un contexte favorable, le « leader peuple » utilise le suffrage universel pour rétablir, à travers sa personne, la souveraineté populaire dans un combat dénonciateur de l’élite « corrompue » qui aurait capté le pouvoir à son seul profit.  
  
Autour de ce schéma se greffent de multiples variantes : le populisme de droite aura tendance à associer l’autoritarisme et l’ethnicisme, le populisme de gauche à mettre l’accent sur les inégalités sociales mais, dans les deux cas, l’adversaire déclaré est la démocratie libérale. En s’arrogeant le pouvoir de décider qui est le peuple et quels sont ses ennemis, en postulant que rien ne doit limiter sa volonté, l’idéologie populiste rejette les notions de pluralisme et de droits des minorités et fait fi des garanties institutionnelles qui avaient été érigées pour les protéger. Aujourd’hui, « *les quatre démocraties les plus peuplées, l’Inde, le Brésil, l’Indonésie et les Etats-Unis, sont gouvernées par des leaders qui proclament être la représentation exclusive du peuple, et tous ceux qui ne sont pas d’accord avec eux y sont considérés comme des traîtres* », souligne Yascha Mounk.

**« Fin du cycle néolibéral »**

Cette dissociation entre démocratie et libéralisme est le grand phénomène politique du moment. Elle donne naissance à de nouvelles formes de démocraties dites « illibérales » à l’instar de ce que connaît la Hongrie depuis l’élection de Viktor Orban en 2010. Dans les cas extrêmes, on peut même assister à la rupture du régime démocratique comme au Pérou où, à la fin des années 1990, le populiste Alberto Fujimori s’était appuyé sur l’armée pour poursuivre son mandat. Ce que tente aujourd’hui Nicolas Maduro au Venezuela y ressemble beaucoup.  
  
« *Pour la première fois en 2017, le nombre de régimes démocratiques a légèrement reflué* », s’est alarmé [Christine Lagarde, la patronne du Fonds monétaire international (FMI), dans une interview aux *Echos* (9 novembre 2018),](https://www.lesechos.fr/09/11/2018/lesechos.fr/0600104364464_christine-lagarde-----les-elites-n-ont-pas-conscience-de-ce-qui-se-passe--.htm) en faisant un lien direct avec « *le tassement du niveau de vie des classes moyennes et une aggravation des inégalités, surtout aux Etats-Unis et en Chine, mais aussi en Allemagne* ». L’inquiétude est telle que, dans les forums internationaux, une nouvelle notion vient de faire son apparition : « *l’inclusion des peuples*» dans la mondialisation. « *Nous sommes à la fin du cycle néolibéral*», pronostique l’historien et philosophe Marcel Gauchet car, dit-il, « *on ne peut pas fonctionner dans un système de compétition aussi intense et avec des joueurs qui ne sont pas tous d’une loyauté parfaite sans un minimum de cohérence politique visant à préserver une société relativement unifiée, ce qui est le propre des démocraties* ».

**Réarmer le citoyen**

Le Forum économique mondial de Davos (Suisse), longtemps considéré comme le temple de « la mondialisation heureuse », commence tout juste à en prendre conscience. Début janvier, Klaus Schwab, le fondateur du forum, a appelé à une « remoralisation de la mondialisation » mais sans préciser quels outils il mettait derrière ce concept. Et pour cause : « *Comment faire de l’humanité un sujet pertinent de la démocratie, alors que seulement 1 % des ressources du monde servent à assurer les droits élémentaires de l’homme et seulement 1 % du budget européen est consacré à la citoyenneté ?* », s’interroge l’historien Pierre Rosanvallon qui, aujourd’hui, consacre toutes ses recherches au populisme.

Ouvrage après ouvrage, il insiste sur la nécessité de lutter contre « *la fatigue des démocraties* » en réarmant le citoyen. Les classes populaires se sentent ignorées ? Il faut trouver une instance où elles puissent raconter leur vie et ce faisant, compter. Les parlementaires sont discrédités ? Ils doivent accepter que d’autres institutions accomplissent le travail de délibération et de contrôle qu’ils n’effectuent plus qu’imparfaitement. Le citoyen se sent trahi ou mal représenté ? Il doit pouvoir exercer entre deux élections un pouvoir de contrôle, de surveillance et pourquoi pas de proposition. Pour survivre, la démocratie doit se réinventer.

## L’école a-t-elle les moyens de sauver nos démocraties en danger ?

**Marion Rousset Publié le 19/09/20 in *Télérama***

**Autoritarisme, désinformation, xénophobie, inégalités, complotisme… Attaqué de toutes parts, le modèle de nos démocraties occidentales vacille sérieusement. L’institution scolaire peut-elle se porter à son secours ? Oui, répondent chercheurs et philosophes, à condition de renouer avec une mission d’éducation civique qu’on lui a toujours réclamée sans forcément lui offrir les ressources nécessaires pour la mener à bien.**

Sale temps pour la démocratie. Entre l’ascension de démagogues, l’explosion des théories du complot et le torrent des fake news, c’est peu dire que la foi dans la raison, l’esprit critique et le principe de tolérance sont mis à mal. L’actualité fournit toujours plus de motifs de s’en inquiéter. Jusqu’à la récente ruée sur le Reichstag des « anti-masques » allemands, dont l’extrême droite est venue grossir les rangs… Et si c’était de la faute de l’école ? Ou du moins la marque de son incapacité à éduquer des citoyens aptes à faire vivre les valeurs de la démocratie ?

*« En tant qu’institution publique, elle a forcément une responsabilité »,* lance [Laurence De Cock,](https://anamosa.fr/book_author/laurence-de-cock/) historienne et autrice d’un petit livre intitulé *École.* Un aveu d’impuissance difficile à entendre en France : *« Chez nous, l’école républicaine a toujours eu une vocation de salut »,* rappelle le sociologue [François](https://www.seuil.com/ouvrage/l-ecole-peut-elle-sauver-la-democratie-francois-dubet/9782021459708) [Dubet,](https://www.seuil.com/ouvrage/l-ecole-peut-elle-sauver-la-democratie-francois-dubet/9782021459708) co-auteur de *L’école peut-elle sauver la démocratie ?* Pourtant, même [Philippe Meirieu,](https://www.meirieu.com/) infatigable pédagogue, en convient : *« Il y a quelques années, j’aurais sans doute écrit, comme Freinet et Montessori, comme Neill, Ferrière, Decroly et tant d’autres, “C’est par l’éducation que nous changerons le monde, construirons la démocratie, accéderons à la justice et irons vers la paix”. Mais l’histoire nous assigne aujourd’hui à plus de modestie »,* confesse-t-il dans son dernier opus, [Ce que](https://www.meirieu.com/LIVRES/ce-que-lecole-peut-encore-pour-la-democratie.htm) [l’école peut encore pour la démocratie](https://www.meirieu.com/LIVRES/ce-que-lecole-peut-encore-pour-la-democratie.htm)*.*

**Trop de compétition, pas assez de coopération ?**

Car le miracle n’a pas eu lieu : l’école, même ouverte à tous, a échoué à repousser la menace xénophobe et autoritaire. Parce que, au-delà des beaux discours, notre système éducatif met encore trop l’accent sur la compétition, et pas assez sur la coopération ? *« L’école pourrait former à la démocratie si elle fonctionnait elle-même de façon démocratique ! »* assure la sociologue [Marie Duru-Bellat.](https://www.sciencespo.fr/osc/fr/node/1352.html) Face à l’idéal méritocratique, les faits sont têtus : en France, le parcours scolaire épouse, sauf exception, la hiérarchie des professions. Les meilleurs en maths feront les pdg, les plus faibles seront caissiers, livreurs, aides- soignants… De quoi produire du ressentiment chez les derniers de la classe, dont la colère aura tôt fait,à l’âge adulte, de se retourner contre l’institution. La vengeance des *« perdants »* est un plat qui se mange froid : *« Ceux qui ont échoué peuvent finir par haïr les valeurs auxquelles s’identifie l’école : la raison, le scepticisme, l’humanisme… »*, avance François Dubet.

Aujourd’hui, la bonne volonté des enseignants ne suffit pas à corriger les défauts d’un système qui persiste à distribuer les bons et les mauvais points. *« Les enquêtes Pisa le montrent, les petits Français ont peur de l’échec, ils hésitent à prendre la parole en classe, beaucoup se sentent nuls »*, insiste Marie Duru-Bellat. *« Notre modèle reste très peu fondé sur le travail collectif, alors que l’apprentissage des valeurs démocratiques doit se forger sur une expérience de vie scolaire, des discussions, l’établissement commun de règles de vie, des activités partagées, la réciprocité de certains droits entre adultes et élèves »*, déplore à son tour François Dubet. À quoi la philosophe américaine [Martha Nussbaum](https://www.google.com/search?ei=m2RjX4fXAuKdlwSjzbqQDQ&q=flammarion%2BMartha%2BNussbaum%2BLes%2B%C3%89motions%2Bd%C3%A9mocratiques&oq=flammarion%2BMartha%2BNussbaum%2BLes%2B%C3%89motions%2Bd%C3%A9mocratiques&gs_lcp=CgZwc3ktYWIQAzIFCAAQzQI6BwguEEMQkwI6BAgAEB46BwguEA0QkwI6BggAEA0QHlC5D1i_HmCPIWgAcAB4AIABTIgB2wWSAQIxMpgBAKABAaoBB2d3cy13aXrAAQE&sclient=psy-ab&ved=0ahUKEwjHkPvupfDrAhXizoUKHaOmDtIQ4dUDCA0&uact=5) répond, dans *Les Émotions démocratiques*, réédité en poche : *« Sans le soutien de citoyens convenablement éduqués, aucune démocratie ne peut être stable. »*

**La Révolution, un moment fondateur**

L’école aurait donc une mission politique. Aujourd’hui : sauver la démocratie. Hier : faire vivre la république. La Révolution française fut de ce point de vue un moment fondateur. Le député Lepeletier de Saint-Fargeau, assassiné en 1793, décrète que l’éducation des enfants est un ingrédient indispensable au succès de ce projet. Sans citoyens instruits, pas de république possible. Dans un rapport lu par Robespierre devant la Convention, il formule le rêve d’une école *« commune à tous et universellement bienfaisante » en vue de « former des hommes »* et de *« propager des connaissances humaines »*. Une école obligatoire et gratuite pour les plus pauvres, ouverte aux enfants de 5 à 12 ans. *« Si on veut instaurer un régime républicain composé de citoyens éclairés, alors il faut que la puissance publique s’empare de la question de leur formation. Et si on veut que cette république soit légitime, il faut que les citoyens puissent voter en toute conscience »*, résume l’historienne Laurence De Cock.

En 1870, après l’échec des deux premières Républiques (de 1792 et de 1848), la troisième va renouer avec cette ambition. Les réformateurs misent alors sur l’école pour enraciner le nouveau régime dans le cœur des Français : à elle de transformer en profondeur les individus pour qu’ils adhèrent aux valeurs parlementaires et démocratiques. Dans sa conférence du 10 avril 1870, qu’il intitule *« De l’égalité d’éducation »*, Jules Ferry explique que *« l’inégalité d’éducation est le plus grand obstacle que puisse rencontrer la création de mœurs vraiment démocratiques »*.

Et celui qui sera plusieurs fois ministre de l’Instruction publique d’insister : *« Cette création s’opère sous nos yeux, c’est déjà l’œuvre d’aujourd’hui, ce sera surtout l’œuvre de demain ; elle consiste essentiellement à remplacer les relations d’inférieur à supérieur sur lesquelles le monde a vécu pendant tant de siècles par des rapports d’égalité »*. Dans les faits, la gratuité est généralisée et l’obligation scolaire de 6 à 13 ans, instaurée. Tout le monde n’est cependant pas traité à égalité. L’école tire vers le haut les plus forts, et *« méritants »*, qui peuvent accéder à un *« cours supérieur »*.

**Après la guerre, l’école contre le racisme**

La Seconde Guerre mondiale rebattra les cartes. Comment un pays éduqué aux valeurs de liberté, d’égalité et de fraternité a-t-il bien pu collaborer avec les nazis ? « *On s’interroge sur le rôle qu’a joué l’école, et notamment dans quelle mesure elle n’a pas nourri la légitimité du racisme* », rappelle Laurence De Cock. Des commissions sont créées à l’Unesco, organisation fondée en 1945, pour réviser programmes et manuels scolaires. « *Il s’agit d’imaginer des amendements susceptibles de véhiculer des visions de l’altérité moins empreintes de hiérarchie raciale* », souligne la chercheuse. L’enseignement de l’histoire est désormais censé lutter contre le racisme.

Lors d’un stage organisé à Sèvres, en 1951, on recommande de transmettre aux élèves de 15 à 18 ans *« une histoire aussi universelle que possible dans laquelle le passé des peuples non européens serait considéré en lui-même et non plus seulement dans la mesure où des intérêts européens s’y seraient trouvés engagés »*. Quant aux programmes, ils sont invités à accorder *« aux civilisations et aux peuples non européens la place qui doit leur revenir dans un enseignement soucieux de préparer les esprits à comprendre le monde actuel »*. Dans le même temps, une commission ministérielle présidée par Paul Langevin puis Henri Wallon, tous deux communistes et anciens résistants, élabore en 1947 un vaste plan de démocratisation scolaire, qui restera lettre morte.

N’en déplaise à ceux qui se sont ensuite battus pour l’allongement de l’âge de la scolarité à 16 ans, le collège unique, l’éducation prioritaire et l’objectif des 80 % au bac, le constat est aujourd’hui alarmant.

*« Nous n’avons toujours pas pris le virage de ce que pourrait être une éducation vraiment démocratique »,* gronde François Dubet. Tant et si bien que chez les parents, certains sont tentés de croire au miracle des écoles alternatives. Et les enseignants ne sont pas tellement plus positifs : *« Le sentiment d’impuissance érode leur patience*, reconnaît Philippe Meirieu. *Quand, de plus, l’exercice du métier se fait difficile et que la reconnaissance sociale n’est pas au rendez-vous, la tentation est grande de se laisser envahir par l’accablement avant de basculer dans le fatalisme. »* L’école a perdu sa boussole*. « Je vois le découragement et l’usure s’insinuer doucement dans une institution qui ne sait plus vraiment répondre à la question, essentielle : “Quels enfants voulons-nous former et pour quelle société ?” »*, ajoute ce spécialiste des sciences de l’éducation et de la pédagogie.

**Vers la culture de la performance**

Progressivement, l’école a voulu s’ajuster au marché, et a intégré une culture de la performance. Les politiques publiques valorisent la science et la technologie, jugées plus utiles à la croissance économique, au détriment des arts et des humanités. Mais qui mesure la manière dont la littérature ou l’histoire peuvent former les élèves à l’empathie ou au débat critique ? Selon la philosophe Martha Nussbaum, l’école d’aujourd’hui risque de reléguer au second plan *« des capacités essentielles pour la santé interne de toute démocratie et pour la création d’une culture mondiale décente, capable d’affronter de manière constructive les problèmes internationaux les plus pressants »*. Tels sont même les termes, selon elle, d’une *« crise mondiale de l’éducation »* qui *« pourrait être, sur le long terme, bien plus dévastatrice pour l’avenir d’un gouvernement démocratique »* que la crise économique de 2008.

Bref, les États semblent attendre de plus en plus de l’école qu’elle forme des individus efficaces plutôt que des citoyens informés, aptes à penser par eux-mêmes, doués d’empathie, préparés à participer à la vie démocratique. *« L’école visait à former des citoyens, mais petit à petit on a aussi compté sur elle pour former des travailleurs »,* relève Marie Duru-Bellat. Elle y voit une contradiction : *« Comment former tout le monde et diviser une classe d’âge entre ceux qui auront telle ou telle profession ? Traiter tous les élèves à égalité et les préparer à être en compétition sur le marché de l’emploi ? Si l’école ne servait à rien, du moins à rien de productif, ce serait un ferment pour la démocratie ! »* Et si la solution était là ? Blague à part, accepter enfin que l’école ne serve à rien… si ce n’est à transmettre des connaissances, et à éduquer à l’ouverture comme au dialogue.

**Dans un contexte qui voit les Américains perdre près de 5 mois d’espérance de vie en six ans, notamment parmi les plus pauvres, ce qui est inédit dans une démocratie et qui plus est à l’économie plutôt florissante, Il nous a semblé opportun de vous soumettre l’approche de Donald Winnicott (1896-1971), pédiatre et psychanalyste anglais de renom et dont les travaux font encore référence.**

Voici un extrait de ses ***Pensées sur la signification du mot démocratie*, en 1950** : *« Si la démocratie est la maturité, si la maturité est la santé, et si la santé est désirable, il faut examiner ce qui peut être fait pour promouvoir la démocratie. »*

## La démocratie, une affaire de soin

**Source : https**[**://w**](http://www.liberation.fr/la-sante-a-coeur-ouvert/2018/11/15/la-democratie-une-affaire-de-soin_1691975)**ww**[**.li**](http://www.liberation.fr/la-sante-a-coeur-ouvert/2018/11/15/la-democratie-une-affaire-de-soin_1691975)**b**[**eration.fr/la-sante-a-coeur-ouvert/2018/11/15/la-democratie-une-affaire-de-soin\_1691975**](http://www.liberation.fr/la-sante-a-coeur-ouvert/2018/11/15/la-democratie-une-affaire-de-soin_1691975) **Par** [**Roland Gori, Psychanalyste**](https://www.liberation.fr/auteur/12005-roland-gori) **— 15 novembre 2018**

Pour le psychanalyste Roland Gori, renier nos fragilités revient à intensifier les souffrances individuelles et collectives.

Winnicott est de tous les psychanalystes celui qui a donné de la démocratie la plus belle et la plus forte définition. Elle serait une *« extension politique de la facilitation familiale »* du soin, du holding que l’environnement prodigue à la fragilité humaine du début de la vie. Ainsi conçue la démocratie serait le prolongement de l’Autre secourable que le petit homme rencontre dès son arrivée dans le monde en réponse à son besoin de dépendance qu’engendre son état de prématurité. L’humain est de toutes les espèces celle dont l’enfance est la plus longue, celle qui demeure le plus longtemps inadaptée à la survie sans la présence d’autrui. Paradoxalement, c’est de cette dépendance que proviennent la liberté de l’espèce, *« son pouvoir d’agir »*, son souci de justice, l’invention de sa culture et de ses techniques.

**Confiance et dépendance**

D’où vient cette *« préoccupation maternelle primaire »* qui conduit l’environnement familial et social à accueillir la dépendance de cet être précaire qu’est le nourrisson et à y répondre en s’adaptant à ses besoins ? Si ce n’est des *« identifications croisées »* par le jeu desquelles la vulnérabilité de l’un réveille celle de l’autre pour mieux apprendre aux deux à prendre soin, prendre soin de soi et de l’autre. La rencontre d’une confiance avec une dépendance est au cœur de la relation thérapeutique, au centre de toutes les situations de misère sociale, au carrefour de tous les drames de l’existence, de tous les dénuements biologiques, psychologiques et sociaux. Les situations de détresse exigent un Autre, des autres fiables, capables de procurer l’indispensable holding. C’est bien pourquoi la place qu’une société accorde à cette dimension du *care* est fondamentalement politique. La place du soin dans les pratiques professionnelles de santé se révèle un indicatif significatif de la manière dont une société traite les plus vulnérables de ses membres.

**Utilitarisme monstrueux**

Dans une société *addict* à la force et à la performance, les valeurs d’humanisation contenues dans nos vulnérabilités sont délaissées, méprisées, déniées. Il s’ensuit que les soignants eux-mêmes en oubliant de prendre soin, empêchés qu’ils sont de pouvoir dépasser la dimension instrumentale, technique et quantifiée de leurs fonctions *« risquent de causer beaucoup de souffrance sans le savoir »* (Winnicott). Souffrances singulières du malade, de l’enfant, du vieillard, des *« gens de peu »*, souffrance collective aussi de et dans la démocratie. Avec la perte de la capacité de dépendre et celle de contenir l’angoisse et la peur par le soin, la gratitude, la confiance, le souci de justice, le sentiment de sécurité passent à latrappe. Ce que l’on appelle parfois, et un peu vite, empathie n’est que la conséquence de cette capacité de s’identifier au plus fragile. Identification sans laquelle règne un utilitarisme monstrueux qui exploite la nature comme l’humain. La santé est un problème écologique dans un sens plus étendu que celui que l’on donne habituellement à ce mot.

Cette *« préoccupation thérapeutique primaire »* qu’est le temps du soin risque de se voir effacée par les prodigieuses découvertes des machines algorithmiques de notre e-santé. Ce n’est pas la faute des machines numériques si leur progrès nous rend moins humains, mais la conséquence d’une manière politique et éthique de gouverner les autres et de se gouverner soi-même. La vie démocratique et les savoirs pratiques des professions de santé dégénèrent en *« mal-praxis »*, comme les nommait Winnicott, lorsque nous oublions la fonction première des identifications dans le traitement des états de dénuement. La démocratie s’enracine originairement dans ce soin que nous portons à l’autre dont la précarité reflète en miroir la nôtre. Celle que nous feignons d’oublier dans le champ de course des activités efficaces. Quelques éclats de cette éternelle puissance créatrice de la fragilité et du soin qu’elle exige illuminent les moments d’amour, d’amitié, d’art, d’éthique… et, parfois, de politique.

## L’Europe qu’on aime

**Par Vincent Remy, « Premier plan »** in *Télérama* du 23 septembre 2020.

Où tourner les regards aujourd’hui ? Le spectacle qu’offre la planète est celui de la désolation. Des Amériques de Trump et de Bolsonaro à la Chine de Xi Jinping, de la Russie de Poutine à la Turquie d’Erdogan, en passant par la Biélorussie de Loukachenko, partout les peuples ont – plus ou moins - élu des despotes et des incompétents. A contrario, l’Europe, à l’origine de deux guerres mondiales dévastatrices, et toujours divisée, apparait soudainement comme un îlot démocratique en plein renouveau. Ce changement d’image, le continent le doit beaucoup à une Allemande, Ursula von der Leyen, qui porte et incarne, depuis son arrivée à la tête de la Commission européenne, l’idée de la solidarité. En juillet, son plan de relance tourné vers l’environnement et le numérique proposait le principe longtemps rejeté par l’Allemagne que des subventions soient accordées aux pays les plus touchés par la crise, et qu’elles soient remboursées collectivement. Voilà que cette solidarité financière se double aujourd’hui d’une solidarité morale. Le 16 septembre, Ursula von der Leyen a créé la surprise en annonçant, à l’issue de son discours sur l’état de l’Union, qu’elle entendait *« abolir »* le règlement de Dublin. En clair, elle demande que les pays d’arrivée des migrants ne portent plus seuls la gestion des flux migratoires et que le reste de l’Europe ne détourne pas les yeux. Jamais depuis Jacques Delors, il y a plus de trente ans, un président de Commission n’avait incarné la fonction avec autant d’autorité morale.

## Désobéir

**Frédéric Gros**, Ed. Albin Michel/Flammarion, 2017 (Extraits)

Le double processus de l’enrichissement des riches et de l’appauvrissement des pauvres entraîne l’effondrement progressif de la classe moyenne. L’arrogance ou le désespoir : il existe de moins en moins de réalité intermédiaire entre ceux qui exigent depuis leurs fauteuils capitonnés la majoration maximale de leurs actions et ceux auxquels on impose la diminution de ces salaires bientôt insuffisants, je ne dis même pas pour vivre, mais pour rembourser leurs dettes. La vie, c’est le très peu qui reste une fois qu’on a payé les banques. Les règles de solidarité les plus élémentaires s’effritent. La réalité humaine se dissout et il ne reste plus, dans les salons dorés des dirigeants légèrement pensifs et vautrés, que Dieu et l »es équations, alors que, dans l’autre monde, on se déchire les miettes. Avec la disparition de la classe moyenne, c’est l’existence d’un monde commun qui se perd – les idéaux d’utilité générale, de bien public ayant toujours eu comme fonction de préserver la consistance d’une classe moyenne qui imposait des limites à l’extrême misère et à l’extrême richesse, et constituait, comme l’écrivait il y a plus de vingt siècles Euripide dans ses *Suppliantes*, la possibilité même de la démocratie.  (P. 13)

[…] On a beaucoup étudié les critiques de la démocratie. Ce livre défend l’idée d’une démocratie critique. La démocratie est bien autre chose qu’une forme institutionnelle caractérisée par de « bonnes » pratiques ou procédures, inspirée par la défense des libertés, l’acceptation de la pluralité, le respect des dispositions majoritaires. Même si elle doit être cela, la démocratie désigne aussi une tension éthique au cœur de chacun, l’exigence de réinterroger la politique, l’action publique, le cours du monde à partir d’un soi politique qui contient un principe de justice universelle et n’est surtout pas la simple « image publique » de soi, par opposition au moi interne. Il faut cesser de confondre le public et l’extérieur. Le soi public est notre intimité politique. Il est, en nous, puissance de jugement, capacité de penser, faculté critique. C’est depuis ce point en nous que sourd le refus des évidences consensuelles, des conformismes sociaux, du prêt-à-penser.

Cette ressource du soi politique, elle demeure vaine pourtant, improductive si elle n’est pas soutenue par un collectif, si elle ne s’articule pas sur une action d’ensemble, décidée à plusieurs, porteuse d’un projet d’avenir. Mais, sans elle, les mouvements de désobéissance risquent à chaque instant l’instrumentalisation, l’embrigadement, l’étouffement sous les mots d’ordre et le changement des chefs.

Ce mouvement par lequel le sujet politique se découvre en état de désobéir, c’est ce que nous appellerons la « dissidence civique ». (Pp. 17-18)

## De la question de l’autorité à celle de l’engagement : la démocratie, un combat de chaque instant qui nous concerne tous

**Dans son ouvrage *Pourquoi nous n’aimons pas la démocratie*, Myriam Revault d’Allonnes revient sur le sentiment ambigu qui nous lie à la démocratie : d’un côté nous ne l’aimons pas, nous la critiquons et nous souhaitons la remplacer mais, de l’autre, nous savons qu’elle est le meilleur système et nous nous sentons comme « coincés » avec elle. C’est pourquoi il est nécessaire de travailler à la démocratie *que nous souhaitons*, ce qui implique que l’autorité démocratique n’est légitime que si elle est reliée à un engagement de notre part.**

De quoi devons-nous alors faire le deuil afin de « rester en vie » ? Freud écrit que l’on surmonte le deuil au moment où l’on décide de ne pas partager le destin de l’objet perdu, où l’on choisit de rester en vie et de rompre le lien avec lui. Il ne s’agit pas de « survivre » mais d’investir à nouveau la vie. Devons-nous faire le deuil de *l’exigence* démocratique et/ou de *l’ethos mélancolique* qui nous porte, d’une manière ou d’une autre, à la déploration ? Pour Wendy Brown, il s’agit de faire le deuil de la démocratie libérale sous peine d’être condamné à se replier sur des arguments libéraux et donc strictement défensifs (défense des libertés individuelles, du principe de l’équilibre des pouvoirs, etc.). Le problème est que la démocratie porte en elle autre chose et plus que cette position défensive, si nécessaire soit-elle : le principe de l’affirmation du droit se réduit-il à la défense des droits ? L’exigence démocratie – qui se fonde aussi sur une anthropologie de l’indétermination et de la pluralité, c’est-à-dire du conflit – s’épuise-t-elle dans la forme procédurale ?

Mais comment est-il possible de les dissocier ? Wendy Brown reconnaît implicitement la difficulté lorsqu’elle écrit qu’il faudrait opposer à l’émergence de la gouvernementalité néo-libérale une vision qui refuse la réduction du sujet humain à *l’homo œconomicus*: les droits et les élections seraient alors à l’arrière-plan de cette démocratie au lieu de lui servir d’alibi. Qui plus est, « les droits serviraient à protéger les individus des enthousiasmes démocratiques radicaux, mais ne seraient pas en tant que tels l’indice de la démocratie, pas plus qu’ils n’en constitueraient le principe central ».

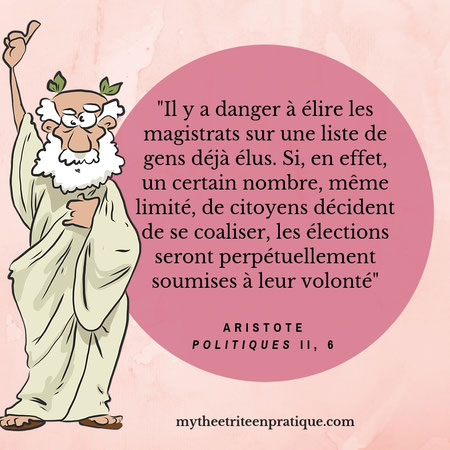
Il nous faudrait ainsi opérer une sorte de recomposition, remettre à la place qui leur revient les soubassements et les valeurs de la démocratie. Mais ce travail lui-même n’est possible que si nous avons conscience du caractère foncièrement *problématique* de la démocratie. La vie problématique, la vie qui se déroule sous le régime de la *problématicité* est, comme l’écrivait le philosophe Jan Patočka, initiateur de la Charte 77, une vie qui laisse l’homme à découvert. C’est une vie où la finitude, le danger auquel elle est constamment exposée est toujours « *devant elle*, à affronter ». Il n’y a pas aujourd’hui de réponse concrète qui permette d’opérer une telle recomposition (pour autant qu’elle soit possible) mais ce retour sur la nature de *l’expérience* démocratique est sans doute l’une des conditions préalables.

La modernité, écrivait Foucault, est une attitude et un *ethos*: elle implique qu’on s’interroge sur le champ actuel de nos expériences possibles, sur le rapport que nous entretenons avec notre temps. Si la démocratie est ce que nous n’aimons pas mais ne pouvons pas ne pas vouloir, cessons d’attendre qu’elle nous délivre du « trouble de penser et de la peine de vivre ». Demandons-nous plutôt quelle est – dans l’expérience démocratique – la part de cet irréductible qui fait de nous des sujets éthiques et politiques, des sujets qui ne veulent pas être *ainsi* gouvernés.

**Myriam Revault d’Allonnes**, *Pourquoi nous n’aimons pas la démocratie*, Seuil, 2010

**« Si la démocratie est la maturité, si la maturité est la santé et si la santé est désirable, il faut examiner ce qui peut être fait pour promouvoir la démocratie. »**

Donald Winnicott, *Pensées sur la signification du mot démocratie* (1950)

[](javascript:)

[](javascript:)

**« Rien n’est définitivement acquis. Il suffira d’une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Votre vie durant vous devrez rester vigilantes. »**

Simone de Beauvoir citée par Claudine Monteil, *Simone de Beauvoir —* *Modernité et engagement* (2009)

1. Dans sa *Lettre à tous les Néerlandais*, évoquant les problèmes d’intégration, Mark Rutte lance ainsi à l’adresse des personnes issues de l’immigration : « Vivez comme on vit ici ou quittez les Pays-Bas ! (Cf. Prime Minister Mark Rutte’s open letter to the Dutch pour une version en anglais). [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk “The Danger of Deconsolidation”, *Journal of Democracy*, vol.27, n°3, juillet 2016, p.6-17 [↑](#footnote-ref-2)
3. Madeleine Albrigt, *Fascisme. L’Alerte*, Paris, Salvator, 2019 [↑](#footnote-ref-3)